SÉMOFI



RESTRUCTURATION D'UN BÂTIMENT COMMERCIAL

267 Chemin de Provence
Lunel (34)

SCI AAL
267 Chemin de Provence
34400 Lunel

Dossier Cas par Cas

Réf. Semofi	Date	Phase	Type	Indice	Pièce
C25-21035	29/12/2025	HYDRO	NT	B	05

Indice	Date	Objet de l'édition/révision	Rédacteur	Superviseur	Approuvé par
B	29/12/2025	Mise à jour du dossier suite à la demande de compléments du 28/10/2025	M. R. EICHINGER	M. R. EICHINGER	M. G. CASADO
A	14/10/2025	Première émission	Mme. S. GUERMAZI	M. R. EICHINGER	M. G. CASADO

Nombre de pages 7 + 11 Annexes

GRILLE DE REVISION

REVISION PAGE	A	B	C	D	REVISION PAGE	A	B	C	D
1	X	X			33				
2	X	X			34				
3	X	X			35				
4	X				36				
5		X			37				
6		X			38				
7		X			39				
8					40				
9					41				
10					42				
11					43				
12					44				
13					45				
14					46				
15					47				
16					48				
17					49				
18					50				
19					51				
20					52				
21					53				
22					54				
23					55				
24					56				
25					57				
26					58				
27					59				
28					60				
29					61				
30					62				
31					63				
32					64				

SOMMAIRE

1. Introduction 4

2. Réponse aux demandes de compléments du 28/10/2025 5

2.1. Nature et description du projet.....5

2.2. Evaluation des incidences et mesures environnementales 6

ANNEXES

Annexe 1 : CERFA n°14734*04
Annexe 2 : Informations relatives au Maître d'Ouvrage
Annexe 3 : Plan de situation
Annexe 4 : Photographie aérienne et clichés du site d'étude
Annexe 5 : Plans du projet
Annexe 6 : Localisation des zones Natura 2000 et ZNIEFF
Annexe 7 : Extrait des zonages règlementaires
Annexe 8 : Etude hydraulique 2D
Annexe 9 : Plans paysager et essences végétales
Annexe 10 : Rapports de repérage des matériaux et produits dangereux
Annexe 11 : Expertise écologique

1. Introduction

Dans le cadre du projet de construction d'un bâtiment commercial situé au 267 Chemin de Provence à Lunel (34), un dossier d'examen au cas par cas est réalisé dans le cadre de la création de 150 places de stationnement ouvertes au public.

Le projet est donc concerné par la catégorie n°41 de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.		a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.
		b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.

Les éléments demandés dans le cadre du CERFA n°14734*04 sont exposés dans les annexes du présent document.

Remarques

Le projet est conçu de manière à répondre aux exigences environnementales et d'être compatible avec les différents documents règlementaires.

2. Réponse aux demandes de compléments du 28/10/2025

Suite au premier dépôt du dossier Cas par Cas en date du 17/10/2025 et enregistré sous le numéro 007429/KK P, une demande de compléments a été faite le 28/10/2025.

Les réponses aux compléments sont listées point par point ci-dessous.

2.1. Nature et description du projet

Complément n°1

- Nature et description du projet :
  - merci de fournir l'étude hydraulique afin de disposer des caractéristiques finales du projet notamment en ce qui concerne le traitement du risque inondation et la gestion des eaux pluviales ;

Une étude hydraulique 2D a été réalisée par INGESURF en date du 10/12/2025 et est présentée en Annexe 8.

La modélisation a été réalisée à partir du logiciel PCSWMM 2D.

Le projet prévoit la construction d'un plancher porté sur pilotis à 8,9 m NGF (correspondant au niveau PHE + 0,35 m). L'accès à ce niveau nécessite des escaliers et rampes.

Un bassin pluvial est créé au droit de la fosse d'accès au quai de déchargement existante et une nouvelle fosse est créée au Nord du site. Ces modifications de la topographie sont incluses au modèle (cote des mailles modifiées).

Chaque élément plongeant (pilotis, murs de refend, rampes...) est modélisé comme une "obstruction" complète aux écoulements.

Les surfaces en remblai ou en obstruction totalisent une superficie soustraite à l'inondation de 370 m^2.

L'étude conclut que « l'incidence du projet sur les écoulements de la crue de référence (PAC DDTM34) est nulle pour les fonds voisins ».

Complément n°2

- fournir des illustrations du projet à venir (insertion 3D, schémas...) afin de rendre compte de son intégration paysagère ;

Les plans d'insertion paysagère sont présentés en Annexe 9.

Complément n°3

- préciser si les espaces verts du projet seront réalisés à l'aide d'essences locales et qui ne sont pas identifiées comme des espèces exotiques envahissantes ou des espèces allergènes en Occitanie ;

La notice d'insertion dans l'environnement paysager, intégrant la liste des essences végétales qui seront utilisées, est présentée en Annexe 9. Les espèces végétales retenues seront représentatives du paysage de la région et choisies parmi la palette végétale réalisée par le CAUE 34.

2.2. Evaluation des incidences et mesures environnementales

Complément n°4

- Évaluation des incidences et mesures environnementales :
  - votre projet incluant des travaux de démolition potentiellement importants et impactants pour l'environnement et la santé humaine, merci de préciser :
    - les éventuels enjeux en termes de matières dangereuses à traiter et à évacuer (ex : présence d'amiante sur le bâtiment à démolir ?) ;
    - les éventuels enjeux en termes de biodiversité (ex : présence de gîtes à chiroptère ou de nids dans les combles ?) ;
    - l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en œuvre pour palier aux incidences de la phase chantier du projet (bruit, poussières, risque de pollution des sols, déchets…), en particulier si la présence d'amiante ou d'enjeux écologiques est avérée.

Matières dangereuses

Un « pré-rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti » a été établi le 15/07/2025 (cf. Annexe 10).

Le site présente des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Un dossier technique amiante (DTA) sera réalisé par un diagnostiqueur amiante certifié.

Ces matériaux dangereux seront retirés dans le respect de la législation en vigueur. Une entreprise de désamiantage agréée sera missionnée et réalisera un plan de retrait amiante (PDRE) qui sera déposé à minima 1 mois avant le début des travaux.

Un « rapport de repérage des matériaux et produits contenant des HAP avant réalisation de travaux sur les enrobés » a été édité le 23/07/2025 (cf. Annexe 10). La concentration en HAP maximale trouvée est inférieure à 20 mg/kg de masse sèche.

En conséquence, ces enrobés peuvent être recyclés à chaud ou à froid et sont acceptables en ISDI.

Biodiversité

Une expertise écologique a été réalisée par la société NATURALIA en date du 19/12/2025 et est présentée en Annexe 11.

La conclusion de cette étude est la suivante :

Aucun des entrepôts expertisés lors de ce diagnostic, ne présente actuellement des conditions favorables permettant l'installation d'espèces faunistiques (oiseaux, chiroptères …) sur toute ou partie de leur cycle biologique. En effet, aucune fissure, disjointements ou même de cavités potentiellement favorables à l'accueil, même ponctuel, de chiroptères en transit, n'a été relevé lors de cette expertise. De plus, aucune trace visible d'occupation du site par l'avifaune (restes de nids, fientes …) n'a pu être relevée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de bâtiments prospectés.

L'importante activité humaine actuellement présente sur site, combinée à la composition entièrement métallique des entrepôts du site, n'est pas du tout favorable à la présence d'espèces faunistiques sauvages.

Mesures d'évitement et de réduction des incidences

Afin de réduire l'impact sur l'avifaune et les chiroptères du secteur (non identifié au droit du projet), les travaux de démolition seront réalisés de préférences en automne et/ou en hiver.

Dans le cas des matériaux dangereux (amiante), ils seront retirés et gérés par une entreprise de désamiantage agréée.

Si des pollutions accidentelles dues aux engins de chantier étaient mises en évidence au droit du projet, on s'assurera de :

- Traiter ces pollutions avec des adsorbants spécifiques ;
- Traiter les eaux prélevées si-celles-ci présentent une pollution ;
- Traiter les volumes de terres polluées par des écoulements accidentels.

Les responsables de chantier, à minima, devront être formés aux moyens à mettre en œuvre dans le cas de pollution accidentelle. Les dépôts de matériel pour lutter contre ces pollutions devront être accessibles.

Pour les éventuels déchets de chantier, une zone de collecte sera mise en place sur le site et chaque entreprise devra gérer ses déchets afin de laisser le chantier propre. Ils seront évacués vers une filière de traitement adaptée.

Des nuisances sonores pourront être engendrées par les divers engins de chantier. Afin de limiter au maximum ces nuisances, les engins devront être entretenus et dans un état correct d'utilisation.

La législation en vigueur vis-à-vis des nuisances sonores sera respectée par le maître d'ouvrage.

Dossier cas par cas

Annexes

Dossier cas par cas

Annexe 1 : CERFA n°14734*04

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Construction d'un bâtiment commercial

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

SCI AAL

Raison sociale

SCI

N° SIRET

8 4 1 0 3 1 0 8 1 0 0 0 1 8

Type de société (SA, SCI...)

SCI

Représentant de la personne morale : ☑ Madame ☐ Monsieur

Nom

RUBIO

Prénom(s)

Sonia

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
Parking public de plus de 50 unités : Catégorie n°41a	150 places de stationnement ouvertes au public

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet prévoit la construction d'une surface commerciale située au 267 Chemin de Provence, sur la commune de Lunel (34). Le bâtiment existant (entreprise de logistique) sera détruit dans le cadre du projet.

L'emprise de la zone d'étude est de 12 676 m².
Le projet prévoit la construction d'un bâtiment commercial sans niveau de sous-sol, l'aménagement d'un quai et d'une rampe de chargement, la réalisation de voiries de circulation pour véhicules légers et poids lourds, la création d'un parking drainant ainsi que l'aménagement d'espaces verts.
Des plantations et arbres seront mis en place pour que le projet s'intègre de manière harmonieuse dans l'environnement actuel (aucun arbres ou espace vert n'est présent à l'état actuel). Des arbres hautes tiges seront plantés en nombre important notamment au droit des places de stationnement d'une part pour jouer le rôle de canopée végétale et d'autre part pour l'intégration paysagère du projet.
La perméabilité des sols est très faibles (< 10-6 m/s de manière générale), ainsi, l'infiltration efficace des EP n'est pas envisageable. La gestion des EP sera alors traitée en stockage avec un rejet régulé au réseau (gestion des eaux pluviales à l'étude).

4.2 Objectifs du projet

Construction d'un bâtiment commercial et aménagement des espaces extérieurs (parking, espaces verts).

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Le projet prévoit la construction d'une surface commerciale en remplacement de bâtiments existants.
Aujourd'hui, le site est imperméabilisé sur sa totalité (bâtiments et voirie imperméable). Le coefficient de ruissellement à l'issue du projet serait d'environ 59%.
La zone de stationnement envisagée sera perméable et des espaces verts de pleine terre seront aménagées.

Aucun sous-sol n'est envisagé. Des ouvrages de stockage des eaux pluviales enterrés et à ciel ouvert sont envisagés pour gérer la pluie d'occurrence 100 ans avec une infiltration diffuse (perméabilité des sols très faible) et un rejet régulé vers le réseau (gestion des eaux pluviales à l'étude).

Le projet de construction est actuellement en phase d'étude, et le chantier est envisagé pour une durée d'1an entre 2026 et 2027. La date exacte des travaux n'est pas connue à ce jour et dépendra des dates d'obtention des différentes autorisations administratives.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Le bâtiment, les zones de voiries et les espaces verts seront régulièrement entretenus.

Des panneaux photovoltaïques seront mis en place sur une partie de la toiture du projet (1300 m² de panneaux environ).
Une autoconsommation sera réalisée sur site.

La gestion des eaux pluviales envisagées correspondra à une rétention avec un rejet régulé vers le réseau collectif pour une pluie d'occurrence 100 ans (gestion des eaux pluviales à l'étude).

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Permis de construire

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Terrain d'assiette Nombre de place de stationnement Espaces vert + surface perméable Bâti + surface imperméable	12 676 m² 150 6244 m² 6432 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : 267 Voie : Chemin de Provence

Lieu-dit :

Localité : Lunel

Code postal : 3 4 4 0 0 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : 0 4 ° 0 8 ' 3 7 " 5 Lat. : 4 3 ° 4 0 ' 5 4 " 0

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU de Lunel / Guide méthodologique pour la gestion des eaux pluviales (DDTM 34)

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☑ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	ZNIEFF de type II : "910014043 - Vallée du Vidourle de Sauve aux étangs" situé à 1.6km à l'est du projet ZNIEFF de type I : "910030396 - Garrigues d'Ambrussum" situé à 1.6km au nord du projet
En zone de montagne ?	☐	☑	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☑	☐	La commune de Lunel est concernée par le Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement (PPBE) dans le département de l'Hérault, 4 ème échéance, pour la période de 2024-2029. Le projet se situe entre la voie ferrée et l'avenue du Général de Gaulle avec un niveau sonore de référence compris entre 55 et 60dB(A) en journée.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	Le projet se situe en dehors de site classé ou inscrit, sites patrimoniaux remarquables et autres. Il est toutefois situé au sein d'une ZPPA.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Selon la cartographie disponible sur le site https://sig.reseau-zones-humides.org, le projet se situerait dans une zone probablement humide et artificialisée. Aujourd'hui, le site est totalement imperméabilisé, ainsi, la présence d'une zone humide ne semble pas envisageable.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☑	☐	Un porter à connaissance du 05/08/2015 suite à l'annulation du PPRi approuvé le 15/09/2009 indique que le projet se situe en zone inondable (aléa modéré et fort).
	☑	☐	porter à connaissance du 05/08/2015 suite à l'annulation du PPRi approuvé le 15/09/2009
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	Le site d'étude est occupé par une entreprise de transport et n'est pas recensé comme étant un site pollué. Le diagnostic initial de pollution du sous-sol conclu sur un terrain naturel indemne de contamination.
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	Le projet n'est inscrit dans aucune ZRE
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☑	☐	Le projet se situe à l'extrémité du périmètre de protection éloignée des captages d'eau potable de Lunel, correspondant aux ouvrages F1 (puits Dessargues) et F2 (forage Dessargues), implantés sur la parcelle cadastrée CK n°13. Ces ouvrages exploitent l'aquifère contenu dans les cailloutis du Villafranchien, avec un prélèvement d'eau effectué à plus de 34 mètres de profondeur. A l'intérieur du PPE, le projet est soumis à la réglementation en vigueur.
Dans un site inscrit ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	"FR9112015 Costières nîmoises" à 6 km au nord-est du projet. "FR9101391 Le Vidourle" à 1.6 km à l'est du projet.
D'un site classé ?	☐	☑	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	La gestion des eaux pluviales du projet permettra la recharge partielle de la nappe superficielle, de manière locale et ponctuelle, via le bassin d'infiltration/régulation (infiltration diffuse à cause des perméabilités très faibles des sols naturels).
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☑	
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☐	☑	
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☐	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	Le site d'étude correspond à une entreprise qui est alimenté en eau. Le projet disposera également d'un raccordement à l'eau potable et au réseau d'assainissement.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☑	Aujourd'hui le site est totalement imperméabilisé sans espace vert ou arbre. Des plantations et arbres seront mis en place pour que le projet s'intègre de manière harmonieuse dans l'environnement actuel. Des arbres hautes tiges seront plantés en nombre important notamment au droit des places de stationnement d'une part pour jouer le rôle de canopée végétale et d'autre part pour l'intégration paysagère du projet.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☑	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☑	Zone industrielle totalement imperméabilisée.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☑	Le projet ne se situe pas au sein d'une zone à risque technologique
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☑	☐	Le projet se situe en zone inondable. Une étude hydraulique est à l'étude pour vérifier l'impact du projet sur les écoulements de surfaces par rapport à l'état actuel. Le bâtiment est prévu d'être rehaussé sur pilotis afin de pouvoir permettre une libre circulation des eaux de crue.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	Présence de places de stationnement (circulation véhicules légers). Circulation de poids lourds pour l'approvisionnement de l'établissement. La zone d'étude présente déjà des surfaces commerciales (Picard, E. Leclerc) et tertiaires. Ainsi, la réalisation du projet n'aura pas une incidence notable sur l'évolution du trafic routier.
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	Véhicules au niveau de la zone de parking (vitesse de circulation limitée). Machines de chantier en phase travaux.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des vibrations ?	☑	☐	Uniquement en phase travaux (véhicules de chantier)
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☑	☐	Présence de lampadaires sur la zone de parking. Luminaires à l'intérieur du bâtiment.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☑	☐	Rejet des eaux usées (EU) Rejet des eaux pluviales (EP)
	Si oui, dans quel milieu ?	☑	☐	EU vers le réseau d'assainissement collectif EP vers un bassin de rétention/infiltration, puis rejet régulé vers le réseau collectif

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☐	☑	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	Produits d'emballage des marchandises vendues. La gestion des déchets sera prise en charge de manière autonome par les exploitants via des filières spécialisés selon leurs natures, dans une logique de revalorisation responsable.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☑	Le site actuel correspond à une entreprise de logistique. Le projet prévoit la construction d'une surface commerciale, la fréquentation du site pourra être légèrement plus importante.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

A ce jour, le site est en totalement imperméabilisé.
Le projet prévoit la destruction des bâtiments existants et des voiries, pour la construction d'un bâtiment, voiries et places de parking drainantes, ainsi que l'aménagement des espaces verts.

Des plantations et arbres seront mis en place pour que le projet puisse s'intégrer dans le paysage de manière harmonieuse.
Des arbres haute tiges seront plantés en nombre important, notamment au droit des stationnements pour créer une canopée végétale, afin d'ombrager de manière naturelle.
La gestion des eaux pluviales du projet est prévue par la mise en place des ouvrages de rétention/infiltration avec une infiltration partielle/diffuse (perméabilité très faible) des eaux pluviales et rejet régulé au réseau collectif .

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Aujourd'hui, les surfaces imperméables représentent la totalité du site d'étude. Elles passeront à 59% environ.
Les places de stationnement seront perméables.
Des ouvrages de stockage des eaux pluviales à ciel ouvert seront mis en place pour gérer la pluie de référence à minima avec une infiltration diffuse (perméabilité très faible des sols) des eaux pluviales (gestion des EP en cours d'étude).

Une autoconsommation de l'énergie produite par les panneaux photovoltaïques sera réalisée au droit du projet, permettant ainsi de réduire les consommations sur le réseau ENEDIS.

Des plantations et arbres seront mis en place pour que le projet puisse s'intégrer dans le paysage de manière harmonieuse.
Des arbres haute tiges seront plantés en nombre important, notamment au droit des stationnements pour créer une canopée végétale, afin d'ombrager de manière naturelle.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet se situe au sein d'une zone industrielle et commerciale, et la parcelle d'étude est totalement imperméabilisée. Ainsi, le projet va permettre une forte désimperméabilisation du site et augmenter les surfaces d'espaces verts, dont la plantation d'arbres.
La réalisation du projet aura donc une action bénéfique sur l'environnement par rapport à l'état actuel du site.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☑
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☐
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☑

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1		☐
2		☐
3		☐
4		☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☐

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☐

Nom NVB.O

Prénom Sonia

Qualité du signataire Gérante

À Lunel

Fait le 28/10/2025

AAL
SCI au capital de 1000 €
267, Chemin de Provence
34400 LUNEL
Tél : 04.34.22.71.10
TVA Intracom : FR65 841 031 081 - APE 6820B

Signature du (des) demandeur(s)

Dossier cas par cas

Annexe 2 : Informations relatives au Maître d'Ouvrage

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire

À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel	@				

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro	267	Extension		Nom de la voie	Chemin de Provence
Code postal	3 4 4 0 0	Localité	Lunel	Pays	France
Tél			Fax		
Courriel					

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

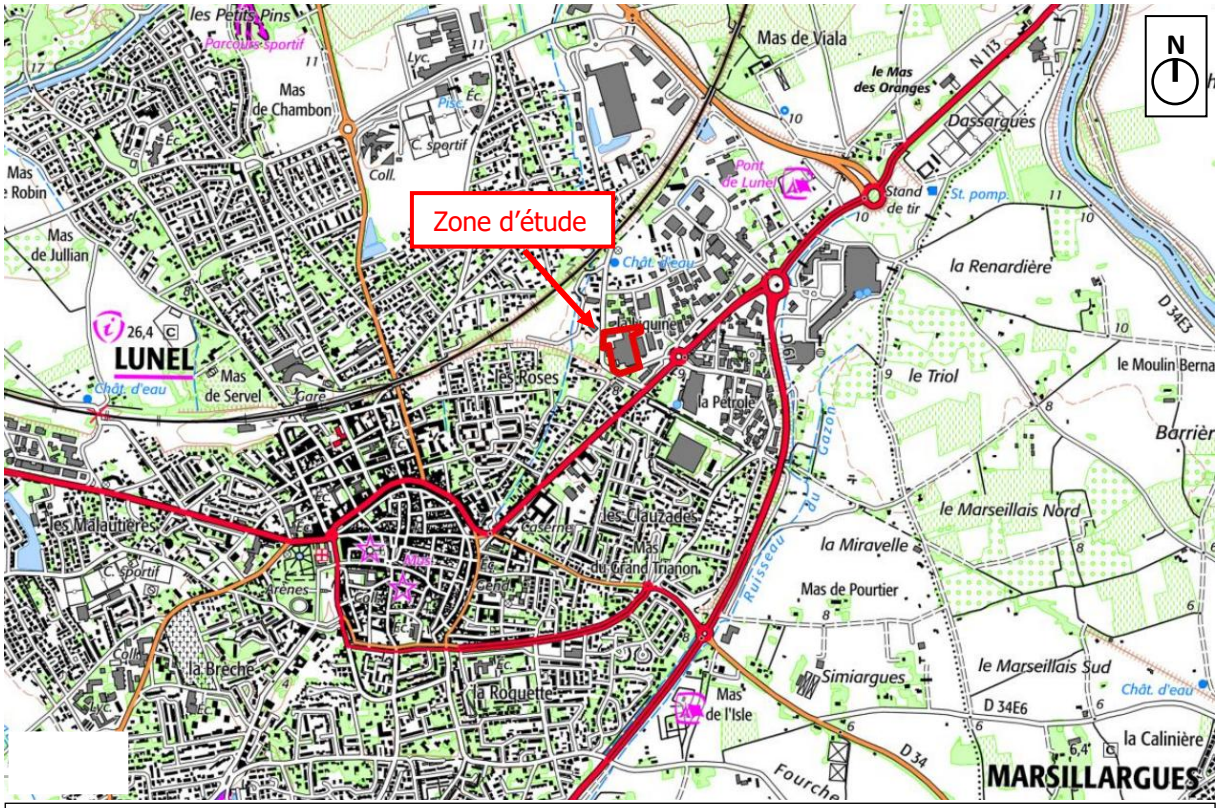
Nom	EICHINGER	Prénom	REMY
Qualité	Ingénieur d'études		
Tél	33787284728	Fax	
Courriel	remy.eichinger@semofi.fr		

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

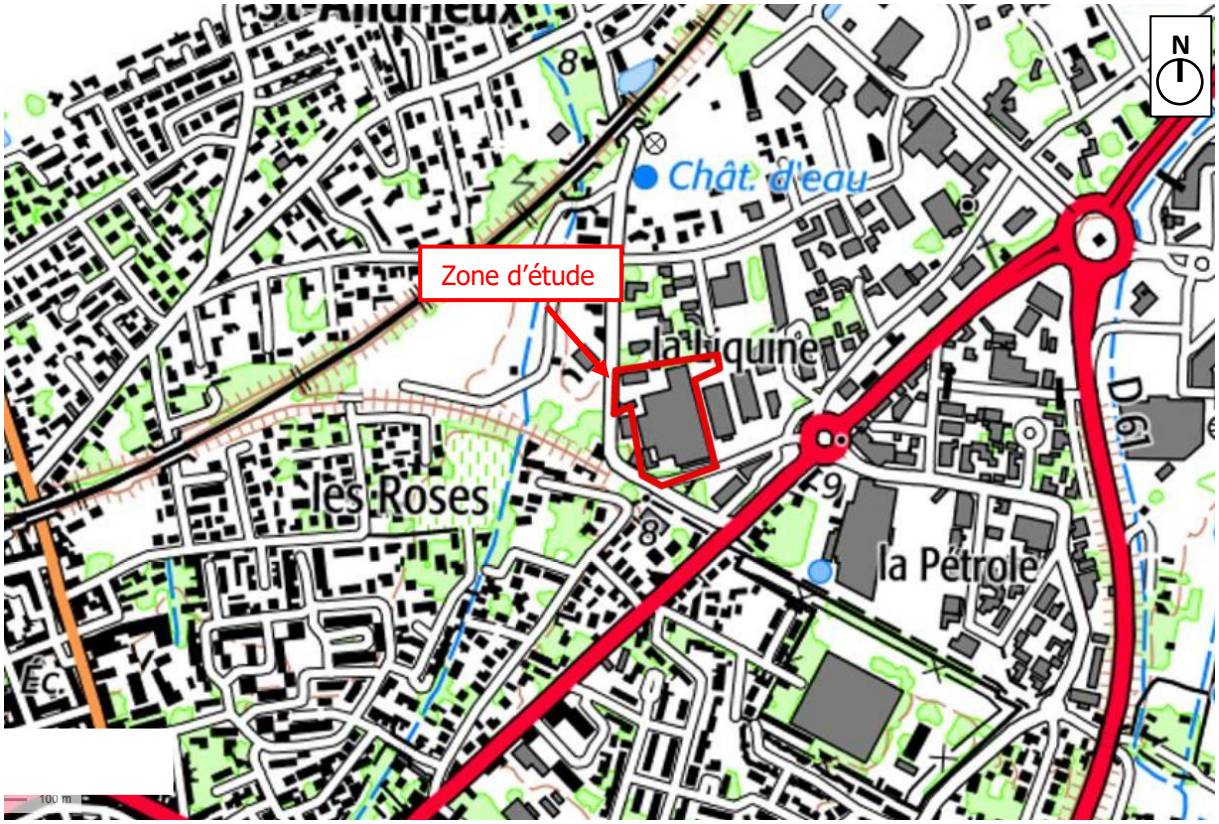
Co-maîtrise d'ouvraae

Dossier cas par cas

Annexe 3 : Plan de situation



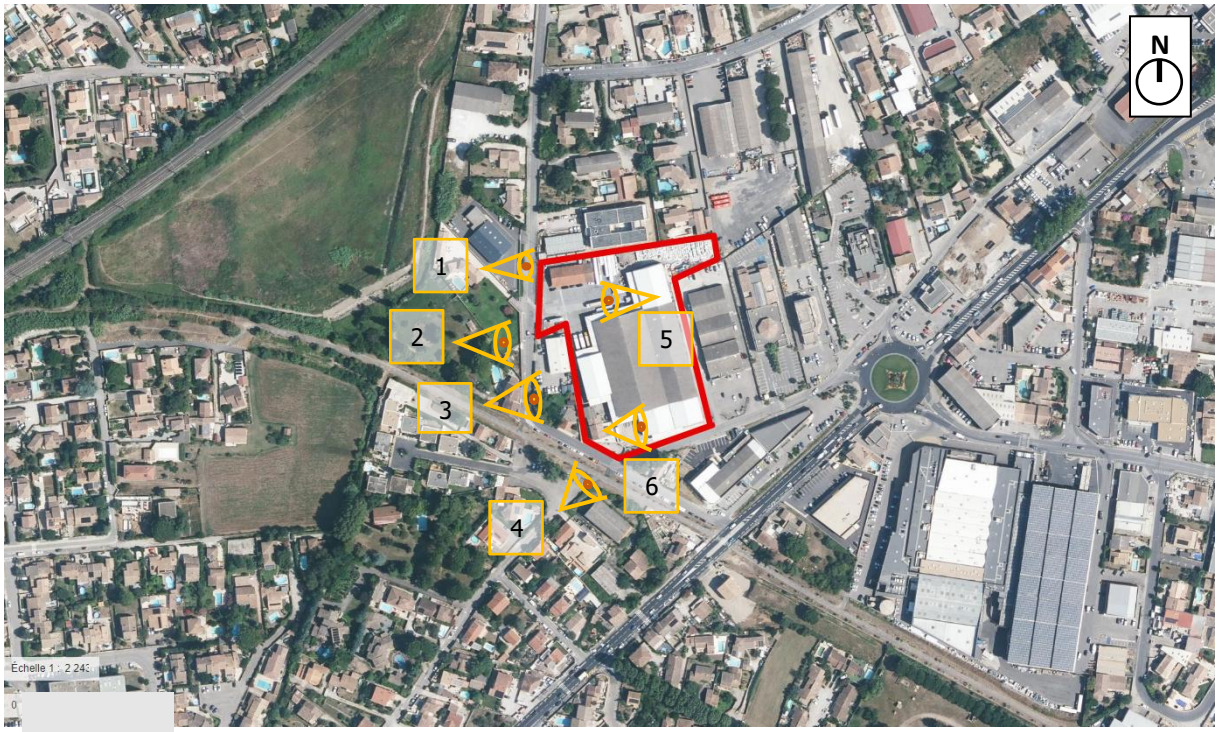
Localisation du site d'étude sur extrait de carte IGN (source : Géoportail)



Localisation du site d'étude sur extrait de carte IGN (source : Géoportail)

Dossier cas par cas

Annexe 4 : Photographie aérienne et clichés du site d'étude


N
1
2
3
4
5
6


1

2



3



4



5

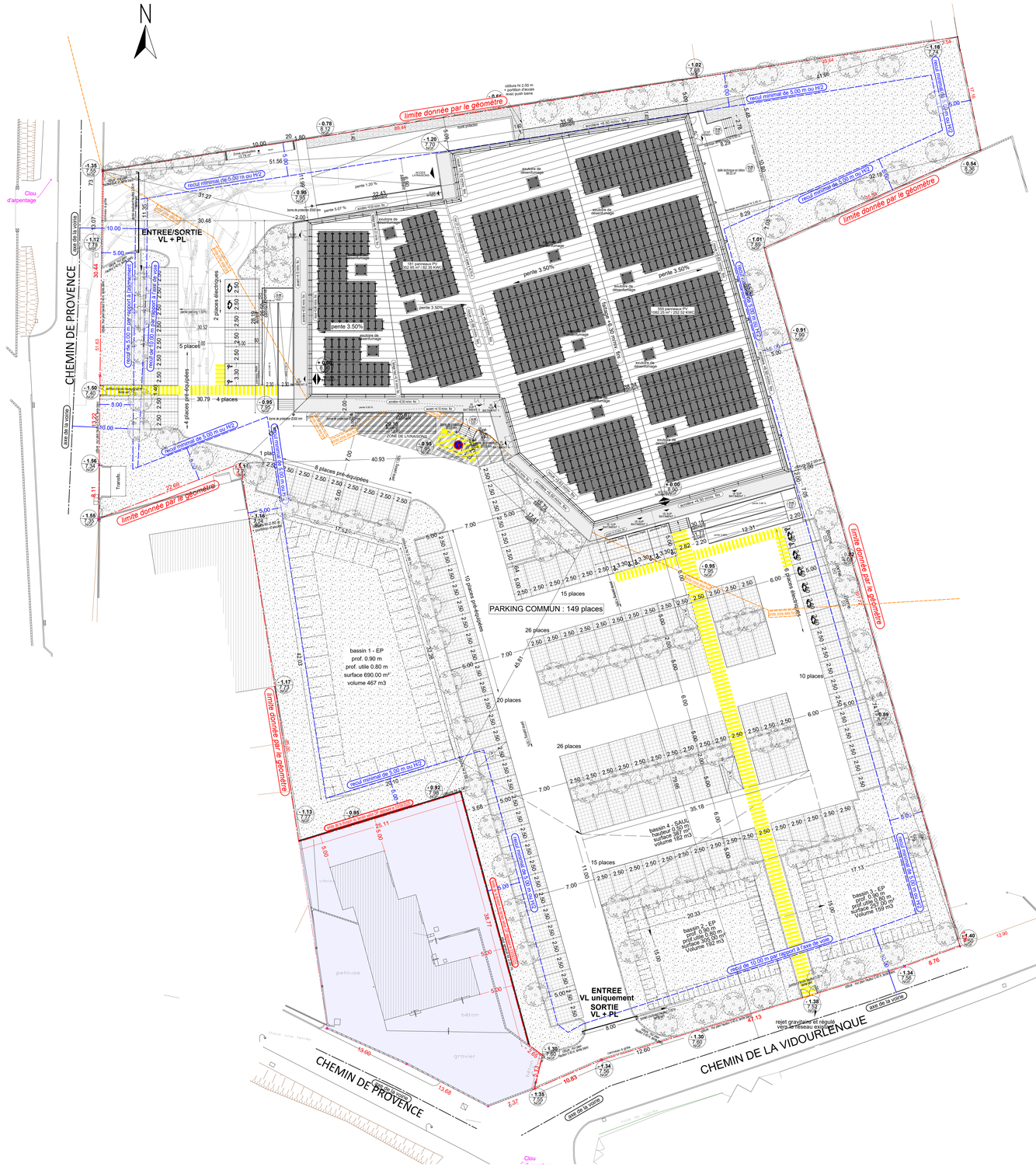


6



Dossier cas par cas

Annexe 5 : Plans du projet



	Désignations	Surfaces (m²)
	Terrain initial * CC 195 * CC 196 * CC 197	13 703.00 6 000.00 412.00 7 291.00
	Terrain initial (cadastre)	**13 703.00**
	Terrain après division (géomètre) (selon DP déposée le 03/09/2025)	**12 676.00**
	Emprise au sol conservée (transfo)	9.90
	Emprise au sol créées	3 356.67
	* bâtiment 1	2 158.95
	* bâtiment 2	704.85
	* auvent commun	124.72
	* rampes accès/escaliers/parvis	368.15
	Emprise dalle technique (non couverte)	86.40
	Emprise rampe livraisons	252.82
	Emprise zone poubelles	12.78
	Surface de plancher * bâtiment 1 * bâtiment 2	2 789.40 2 104.83 684.57
	Parking total	4 602.87
	Voirie globale (en enrobé)	2 720.37
	Stationnement standard (en pavés drainants) 119 unités	1 503.50
	Stationnement "électrique" (en pavés drainants) 8 unités	104.00
	Stationnement "pré-équipé" (en pavés drainants) 22 unités	275.00
	Chemin piéton (grave compactée)	112.00
	Espaces verts	4 249.57
	Arbres	92 unités
	Abris à vélos (3)	37.50

PARKING : 149 places

N° DE DOSSIER
25 34 006

PERMIS DE CONSTRUIRE

Référence du terrain
Cadastre section : CC
Parcelles : 195p/196/197
Surface totale du terrain : 12 676.00 m²

Projet : CREATION DE DEUX BATIMENTS POUR ACTIVITES DE COMMERCE ET DE SERVICES
Adresse : 12 chemin de la Vidourlenque 34 400 LUNEL

	Plan de situation		Vue aérienne
	Plan parcellaire		
X	Projet		
	Plan de bornage		
	Plan topographique		
X	Plan de masse		
	Vue en plan bâtiment		Rez-de-chaussée
	Façades		
	Coupes de principe		
	Profil du terrain		
	Réseaux exterieurs		
	Plantations existantes		
	Plantations projet		

Echelle:
1 / 250°
1cm = 2.50 m

3

Désignation	C.M	Indice	Date
Plan de base	C. GARDE	a	21/10/2025

MAITRE D'OUVRAGE:
SCI AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

ARCHITECTE:
ARCHI-13L
147 avenue de la Somme
Batiment ROMEROL
34 150 MERIGNAC
Telephone : 06 62 23 23 18

limite donnée par le géomètre

recul minimal de 5.00 m ou H/2

5.00

BATIMENT 1
Emprise au sol bâtiment = 2 158.95 m²
Emprise auvent = 124.72 m²
Emprise escalier / rampes / parvis = 237.10 m²
Emprise dalle technique = 86.40 m²

Surface de Plancher = 2 106.22 m²
(y compris la moitié du mur CF3h)

BATIMENT 2
Emprise au sol bâtiment = 704.85 m²
Emprise auvent = 112.72 m²
Emprise escalier / rampes / parvis = 131.05 m²

Surface de Plancher = 684.58 m²
(y compris la moitié du mur CF3h)

N° DE DOSSIER	25 34 006
	PERMIS DE CONSTRUIRE

Référence du terrain
Cadastre section : CC
Parcelles : 195/196/197
Surface totale du terrain : 13 703.00 m²

Projet : CREATION DE DEUX BATIMENTS COMMERCIAUX
Adresse : 12 chemin de la Vidourlenque 34 400 LUNEL

			Vue aérienne
	Plan de situation		
	Plan parcellaire		
X	Projet		
	Plan de bornage		
	Plan topographique		
	Plan de masse avec les ombrières		
X	Vue en plan bâtiment	X	Rez-de-chaussée
	Façades		
	Coupes de principe		
	Profil du terrain		
	Réseaux exterieurs		
	Plantations existantes		
	Plantations projet		

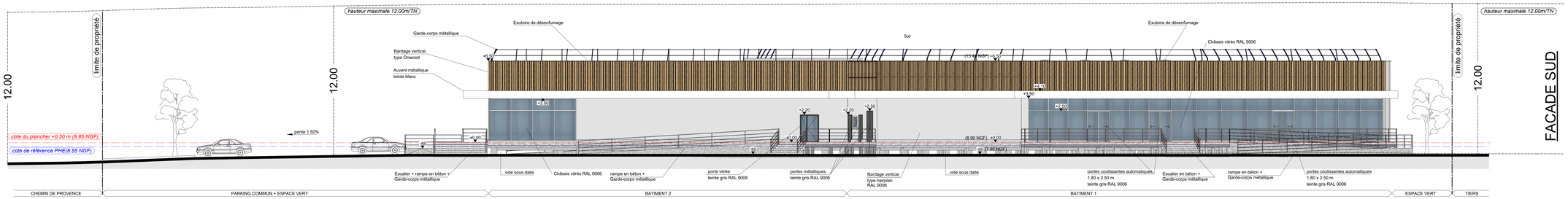
Echelle:
1 / 100°
1cm = 1.00 m

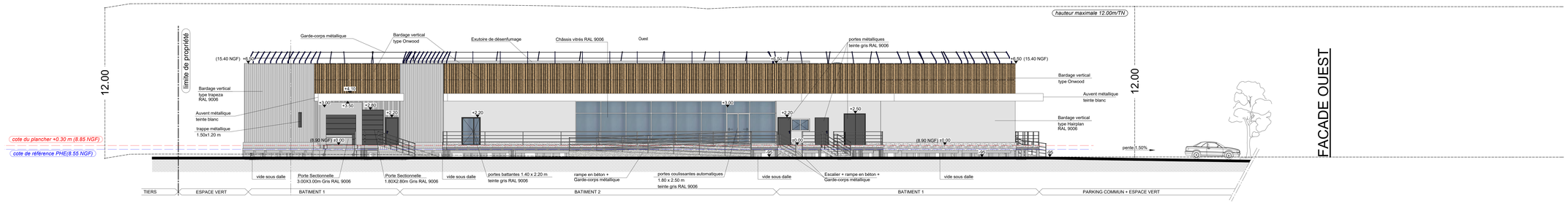
4

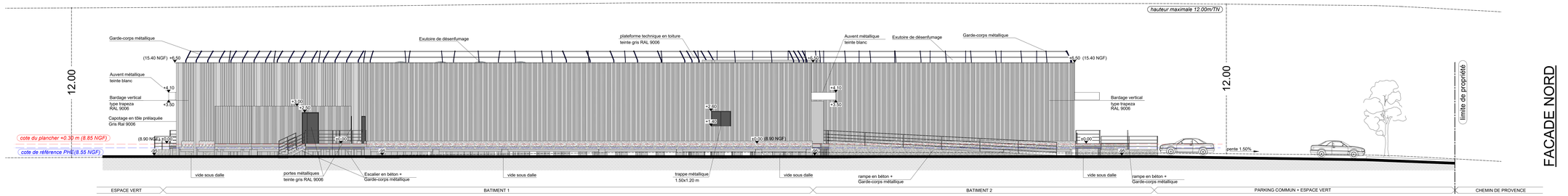
Désignation	C.M.	Indice	Date
Plan de base	C. GARDE	a	22/08/2025

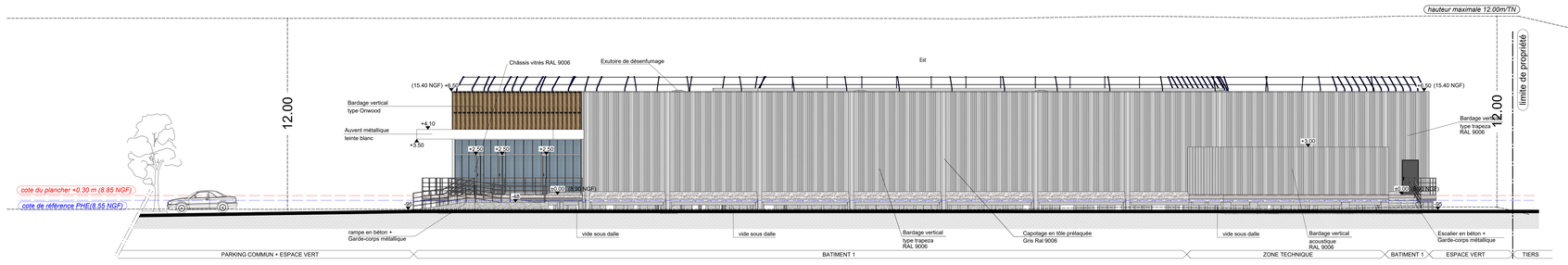
MAITRE D'OUVRAGE:
AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

ARCHITECTE:
ARCHI 13L
147 avenue de la Somme
Bâtiment POMEROL
33 700 MERIGNAC
Téléphone : 06 62 23 23 18

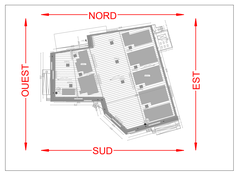








PLAN DE REPERAGES DES FACADES
Echelle : 1/1000°



N° DE DOSSIER
25 34 006

PERMIS DE CONSTRUIRE

Référence du terrain
Cadastre section : CC
Parcelles : 195/196/197
Surface totale du terrain : 13 703.00 m²

Projet : CREATION DE DEUX BATIMENTS COMMERCIAUX
Adresse : 12 chemin de la Vidourlenque
34 400 LUNEL

	Plan de situation	Vue aérienne
	Plan parcellaire	
X	Projet	
	Plan de bornage	
	Plan topographique	
	Plan de masse avec les ombrières	
	Vue en plan bâtiment	Rez-de-chaussée
X	Façades	
	Coupes de principe	
	Profil du terrain	
	Réseaux exterieurs	
	Plantations existantes	
	Plantations projet	

Echelle:
1 / 100°
1cm = 1.00 m

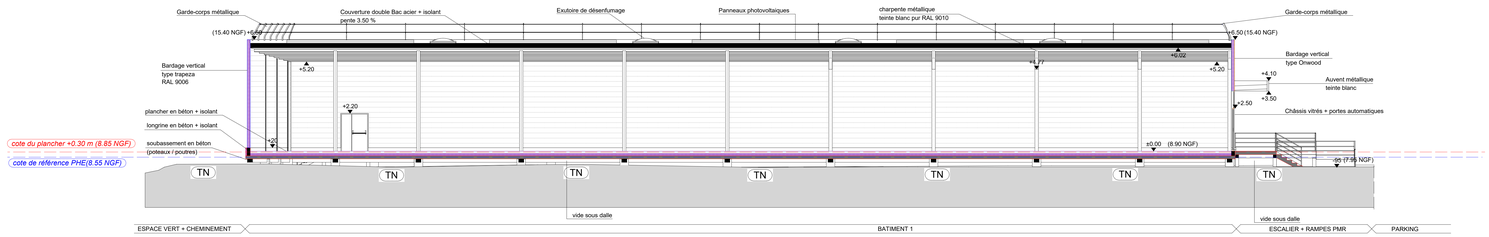
5

Désignation	C.M	Indice	Date
Plan de base	C. GARDE	a	22/08/2025

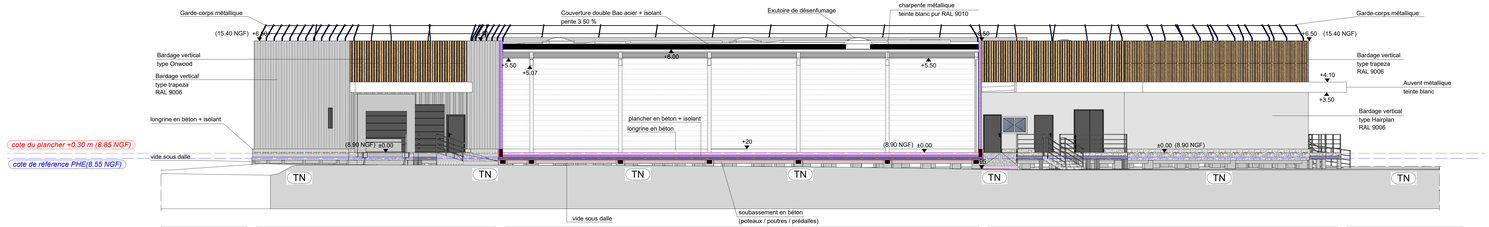
MAITRE D'OUVRAGE:
AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

ARCHITECTE:
ARCHI 13L
147 avenue de la Somme
Bâtiment POMEROL
33 700 MERIGNAC
Téléphone : 06 62 23 23 18

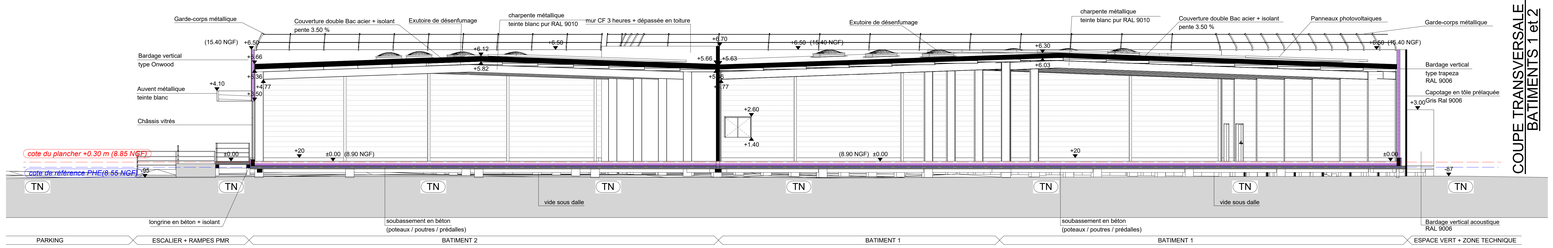
COUPE LONGITUDINALE A - A
BATIMENT 1



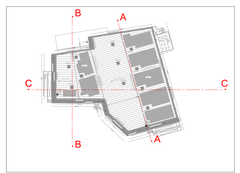
COUPE LONGITUDINALE B - B
BATIMENT 2



COUPE TRANSVERSALE C - C
BATIMENTS 1 et 2



PLAN DE REPERAGES DES COUPES
Echelle : 1/1000°



N° DE DOSSIER
25 34 006

PERMIS DE CONSTRUIRE

Référence du terrain
Cadastre section : CC
Parcelles : 195/196/197
Surface totale du terrain : 13 703.00 m²

Projet : CREATION DE DEUX BATIMENTS COMMERCIAUX
Adresse : 12 chemin de la Vidourlenque 34 400 LUNEL

	Plan de situation	Vue aérienne	
	Plan parcellaire		
X	Projet		
	Plan de bornage		
	Plan topographique		
	Plan de masse avec les ombrières		
	Vue en plan bâtiment	Rez-de-chaussée	
	Façades		
X	Coupes de principe		
	Profil du terrain		
	Réseaux exterieurs		
	Plantations ecistantes		
	Plantations projet		

Echelle:
1 / 100°
1cm = 1.00 m

6

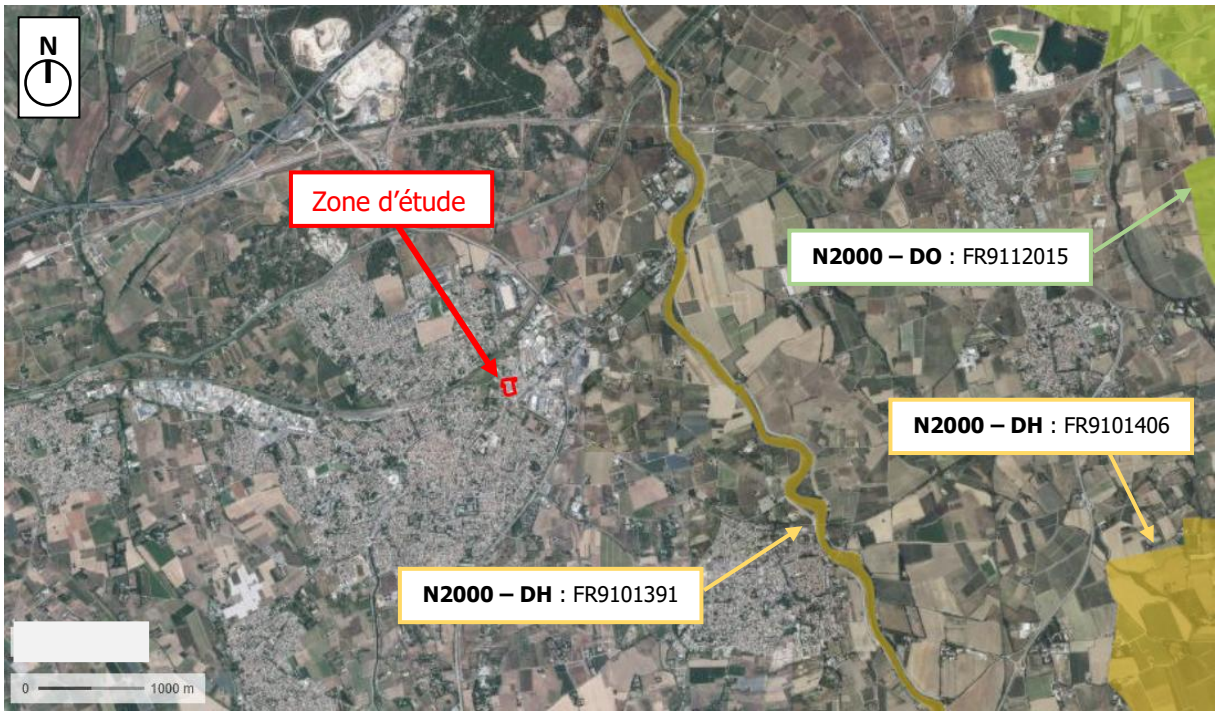
Désignation	CM	Indice	Date
Plan de base	C. GARDE	a	22/08/2025

MAITRE D'OUVRAGE:
AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

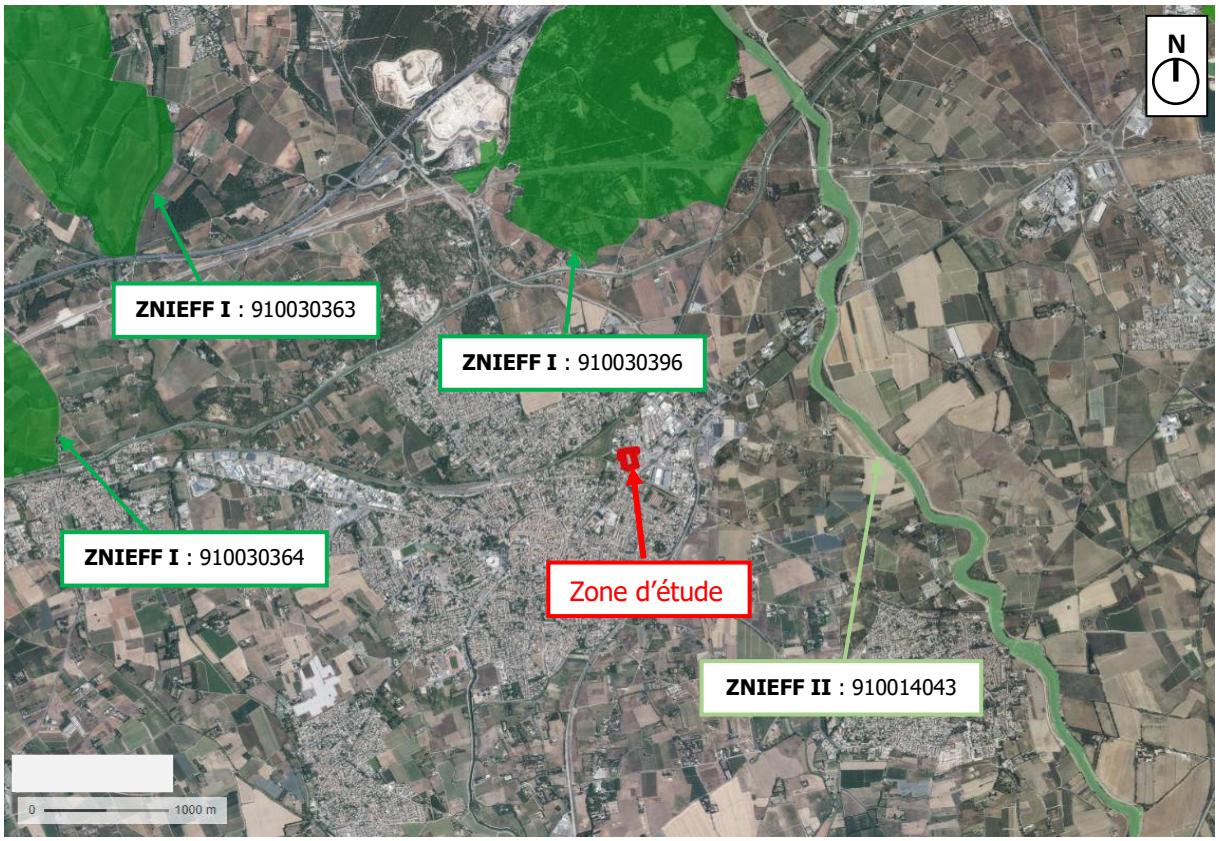
ARCHITECTE:
ARCHI 13L
147 avenue de la Somme
Bâtiment POMEROL
30 700 MERIGNAC
Telephone : 06 82 23 23 18

Dossier cas par cas

Annexe 6 : Localisation des zones Natura 2000 et ZNIEFF



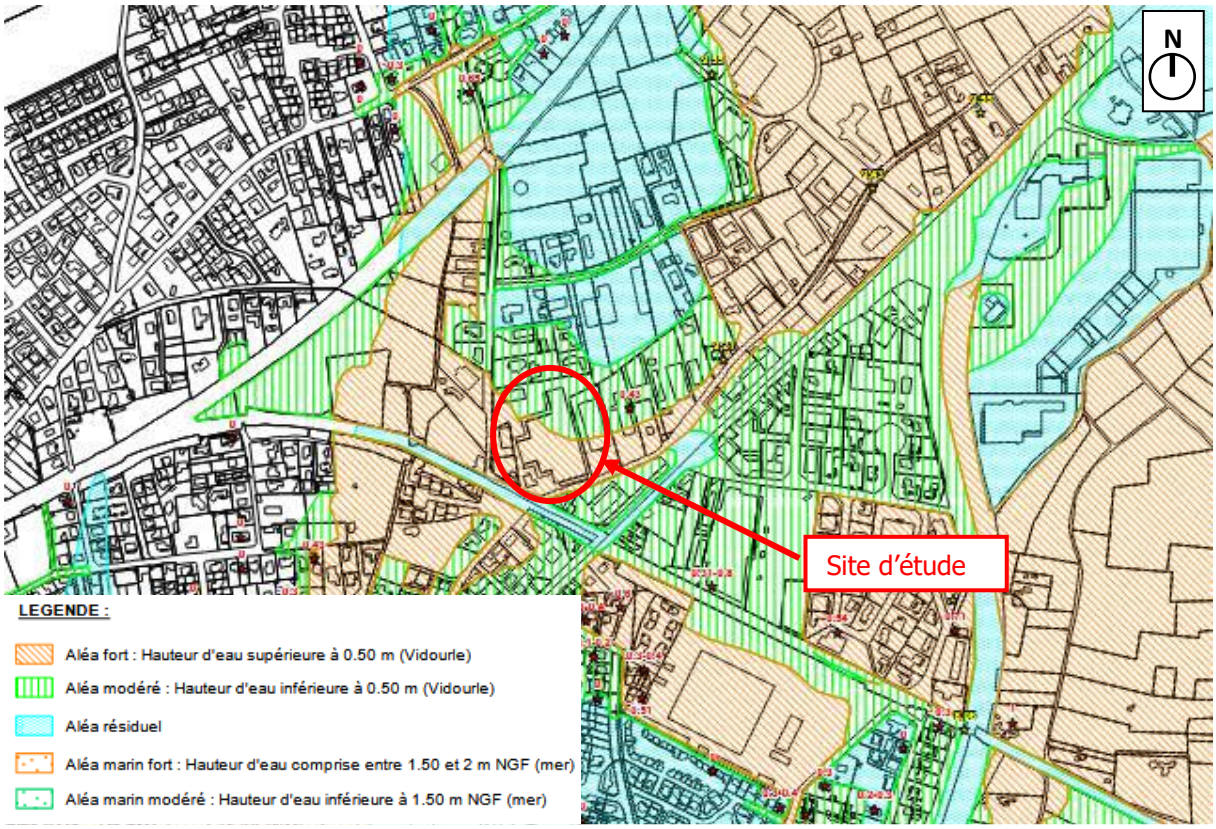
Localisation des zones Natura 2000



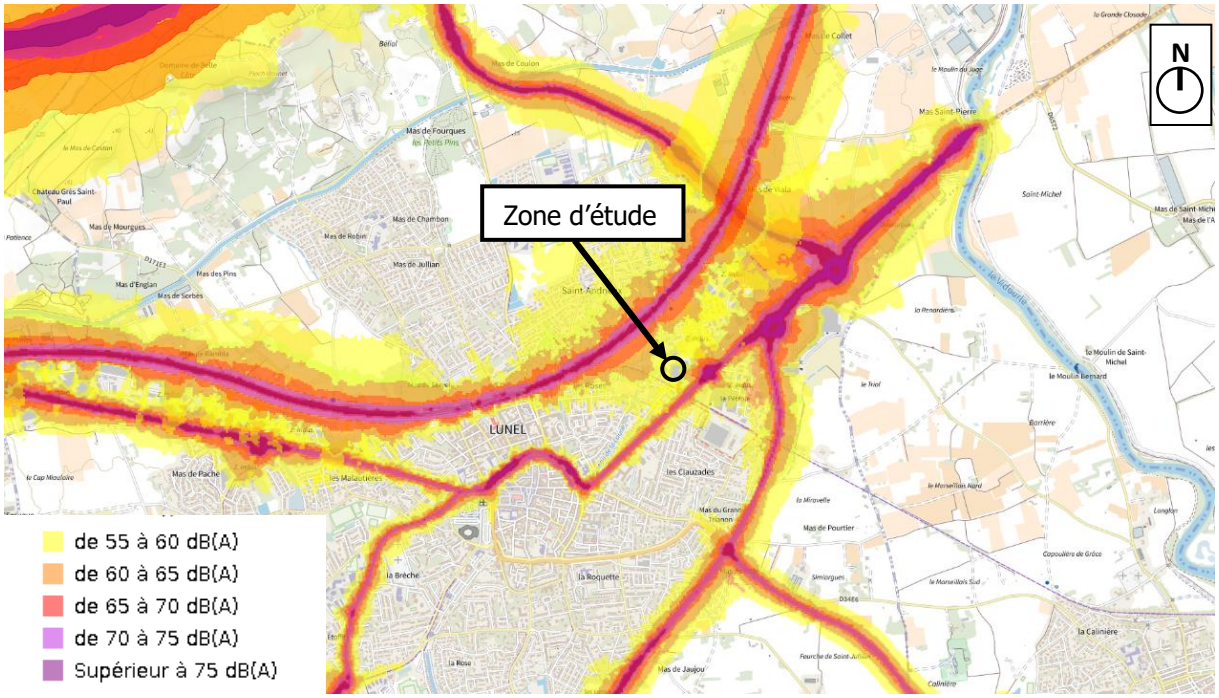
Localisation des ZNIEFF I et II

Dossier cas par cas

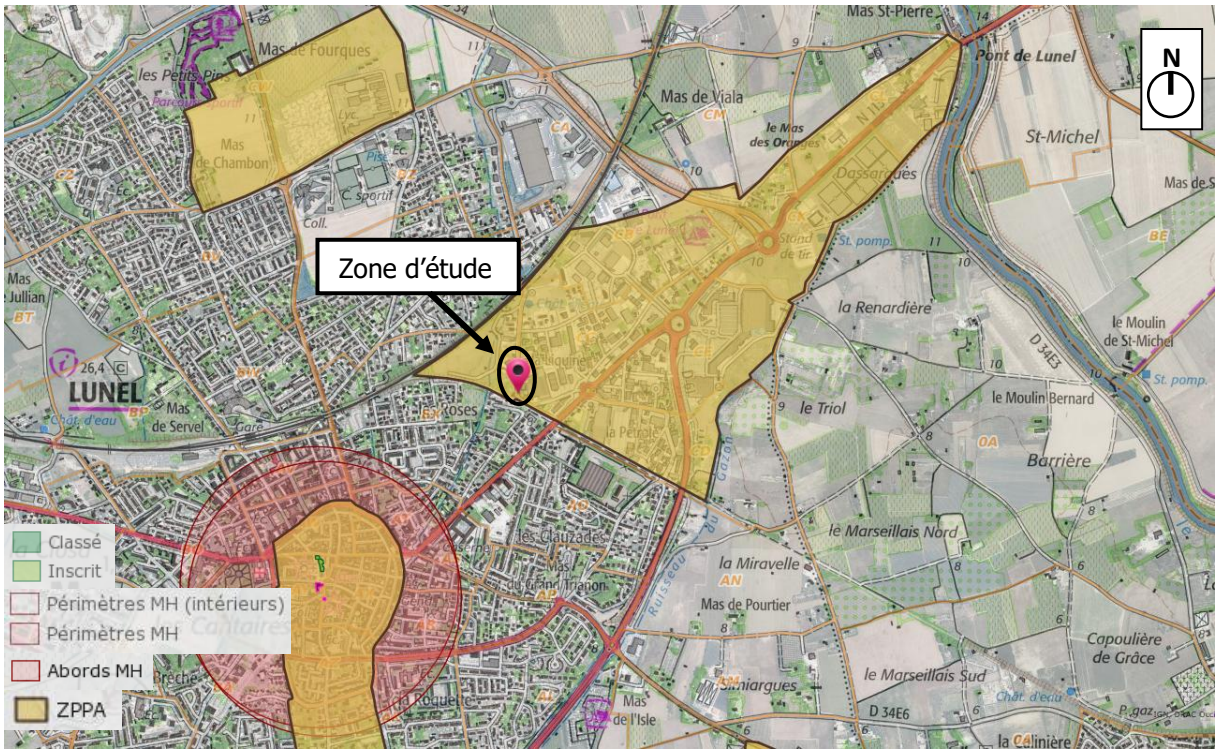
Annexe 7 : Extrait des zonages règlementaires



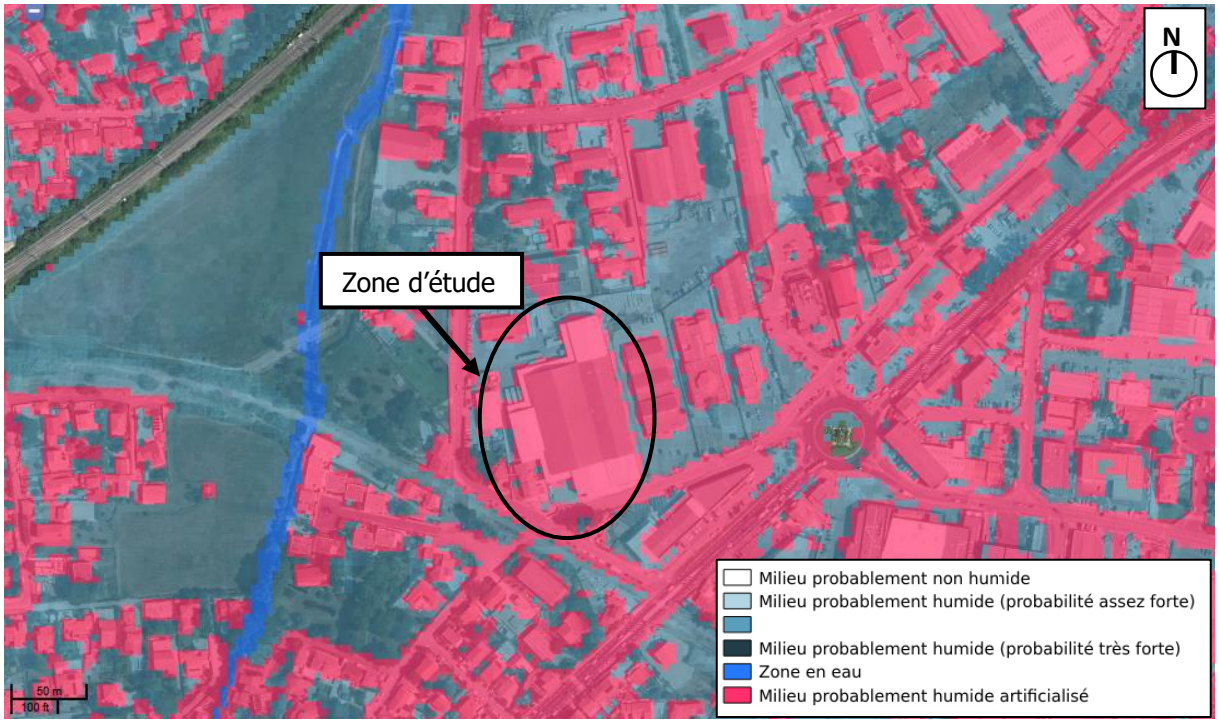
Extrait de la cartographie des zones inondables



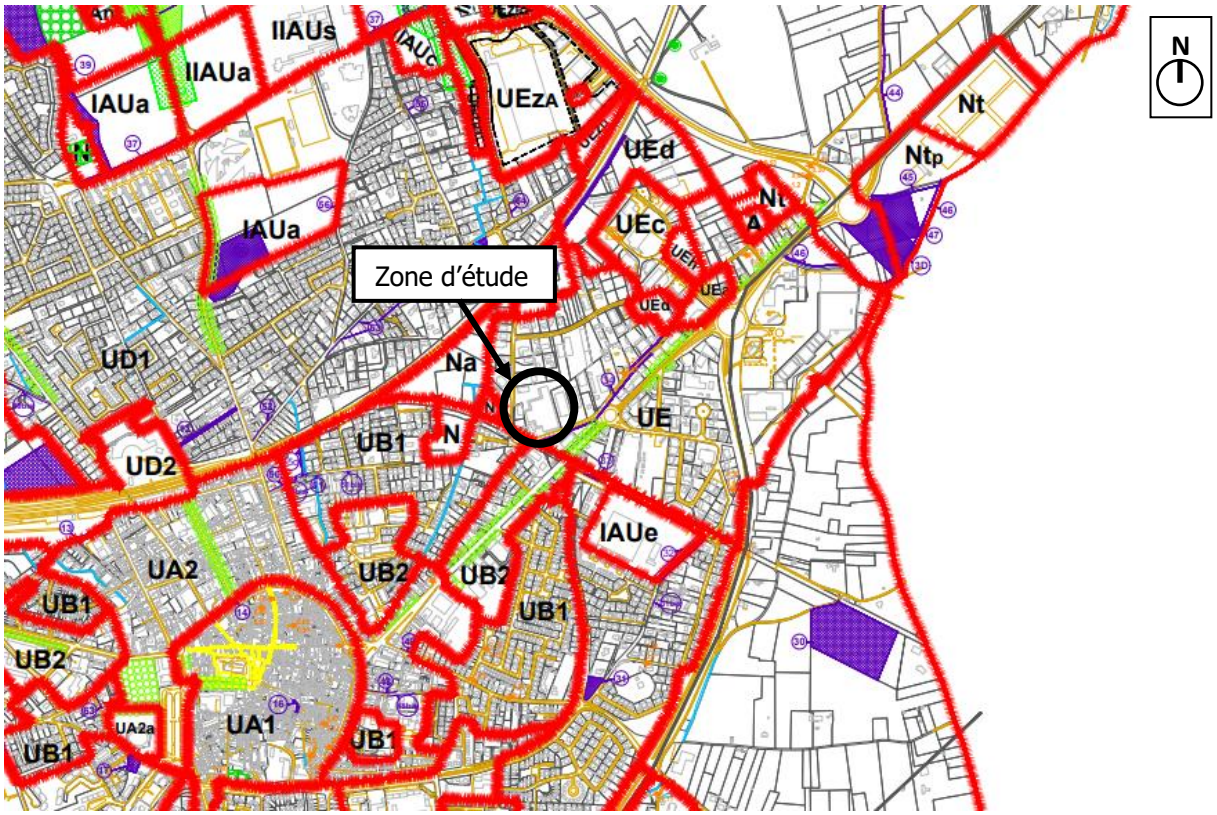
Extrait de carte de bruit stratégique – Echéance 4 de département de l'Hérault



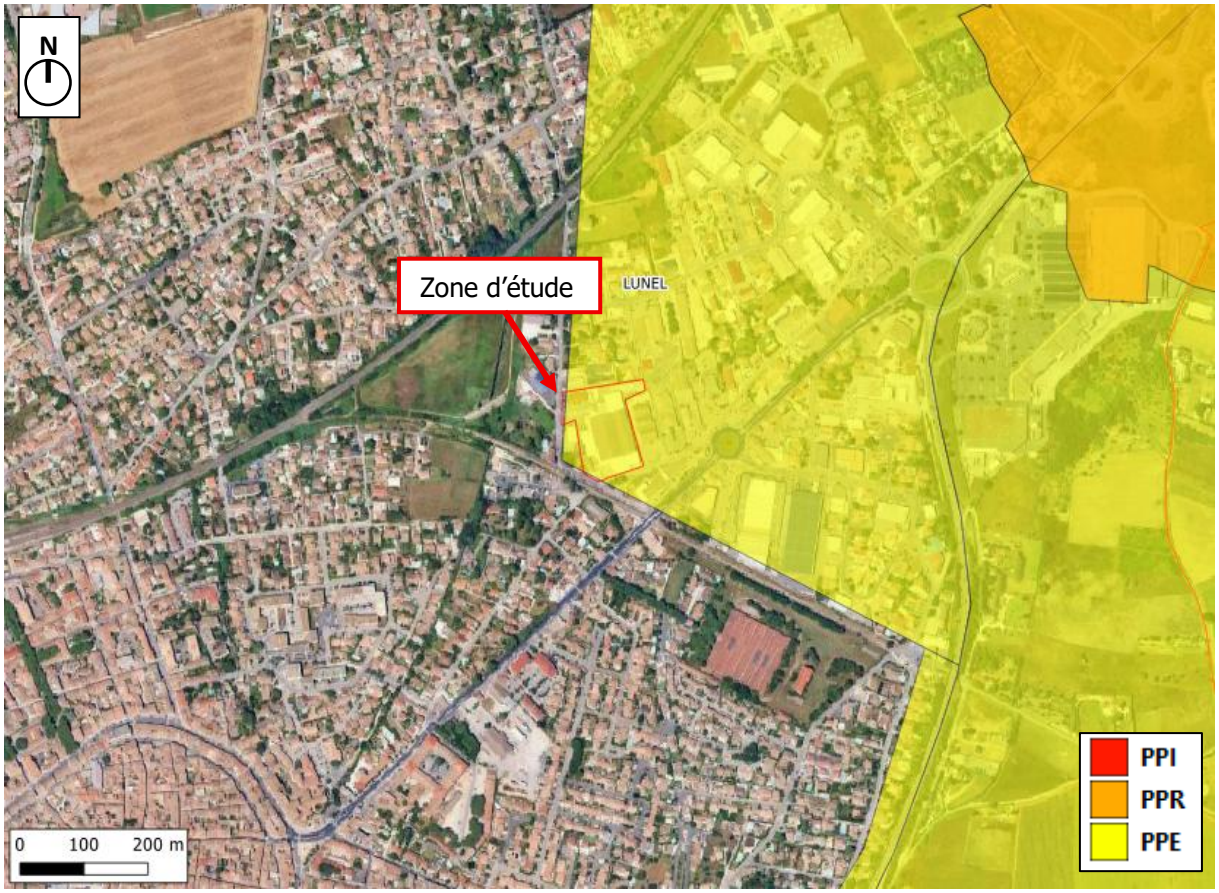
Extrait de l'atlas des patrimoines



Extrait des zones humides potentielles



Extrait du PLU de Lunel



Localisation du projet vis-à-vis des périmètres de protection de captage

Dossier cas par cas

Annexe 8 : Etude hydraulique 2D

Maître d'ouvrage		*SCI AAL* *Siège social* *267 chemin de provence* *CP – Ville : 34400 LUNEL* *Tel – Mail : -*
BET VRD / Hydraulique	INGESURF INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT	*INGÉSURF* *4 Plan du Nega Cat* *CP – Ville : 34 970 LATTES* *Tel : 09 52 52 55 70* *Courriel : ingesurf@ingesurf.fr*

Opération	*Opération commerciale*
Localisation	*Commune : Lunel* *Département : Hérault*

ETUDE HYDRAULIQUE 2D

SITE LUNEL



Vue des bâtiments existants (à démolir)

Pièce 1 : Faisabilité	Pièce 2 : EH2D	Pièce 3 :	Pièce 4 :

RECAPITULATIF

	Date	Version	Corrections
Dossier minute	10/12/2025	Version 1	

FICHE SIGNALÉTIQUE

Référence :	2025-057-P02
Version :	Version 1
Réalisation :	Olivier ROSSI / Marie Nurisso / Patrice CABANE
Type de document :	Document technique
Pour :	SCI AAL
Date :	10 décembre 2025
Nom du fichier :	2025-12-10 P02 EH 2D Operation commerciale - Lunel - Textes Annexes v1

ABRÉVIATIONS – SIGLES - ACRONYMES

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRi : Plan de Prévention du Risque Inondation

PaC : Porter à Connaissance

PHE : Plus Hautes Eaux

RD : Route Départementale

RN : Route Nationale

BV : Bassin Versant

SSBV : SouS Bassin Versant

DN : Diamètre Nominal

UH : Unité Hydrologique

SIG : Système d'Information Géographique

Table des matières

CHAPITRE I - **PRÉAMBULE**.....Page 5
1. Objet, Contexte, Localisation, et Objectifs de la mission.....Page 7
1.1. Contexte.....Page 7
1.2. Éléments de localisation et de compréhension.....Page 8
1.3. Objectifs de la mission.....Page 10
2. Méthodologie employée.....Page 10
CHAPITRE II - **ÉTAT DE L' EXISTANT**.....Page 11
1. Analyse bibliographique.....Page 13
1.1. Liste des éléments connus sur le secteur.....Page 13
1.2. Fiches.....Page 13
2. Analyse réglementaire.....Page 15
2.1. Liste des réglementations en vigueur.....Page 15
2.2. Détails des règles.....Page 15
2.3. Synthèse des règles.....Page 21
3. Analyse hydraulique.....Page 22
3.1. Synthèse des inondations.....Page 22
3.2. Description du réseau pluvial actuel.....Page 22
4. Modélisation hydraulique des écoulements.....Page 22
4.1. Justification.....Page 22
4.2. Description de l'outil.....Page 22
4.3. Description du modèle de simulation – paramètres de calcul.....Page 24
4.4. Fonctionnement pour une crue centennale.....Page 26
CHAPITRE III - **CONFIGURATION PROJET**.....Page 27
1. Présentation du Projet.....Page 29
2. Modélisation de la situation future.....Page 29
3. Incidence du projet.....Page 30
CHAPITRE IV - **CONCLUSIONS**.....Page 31
1. État initial .....Page 33
1.1. Contexte.....Page 33
1.2. Modélisation.....Page 33
2. État projet.....Page 33
2.1. Principe.....Page 33
2.2. Incidence.....Page 33
Annexe 1: **PLANCHES GRAPHIQUES**.....Page 35
Graphique 1: Localisation de la zone d'étude.....Page 37
Graphique 2: Localisation à l'échelle des bassins versants.....Page 39
Graphique 3: Réseau pluvial.....Page 41
Graphique 4: hauteur – état initial.....Page 43
Graphique 5: vitesse – état initial.....Page 45
Graphique 6: hauteur – état projet .....Page 47
Graphique 7: vitesse – état projet .....Page 49
Graphique 8: Incidence sur la hauteur d'eau.....Page 51
Graphique 9: Incidence sur la vitesse.....Page 53
Annexe 2: **PHOTOGRAPHIES**.....Page 55
Annexe 3: **DOCUMENTS**.....Page 57
1. TOPOGRAPHIE ÉTAT INITIAL.....Page 59
2. PLAN MASSE DU PROJET.....Page 61
Annexe 4: **RÉGLEMENTATION**.....Page 63
1. ARRÊTÉ DU 11 SEPTEMBRE 2003 – RUBRIQUE 1.1.1.0.....Page 65

2. SDAGE RM 2022-2027.....Page 67
3. PGRI RM 2022-2027.....Page 69
4. PORTER À CONNAISSANCE INONDATION LUNEL.....Page 71
5. ATLAS DES ZONES INONDABLES.....Page 73
Annexe 5: **CALCULS ET DÉTAILS DES AMÉNAGEMENTS**.....Page 75
1. CONFIGURATION ACTUELLE.....Page 77
2. CONFIGURATION FUTURE.....Page 79

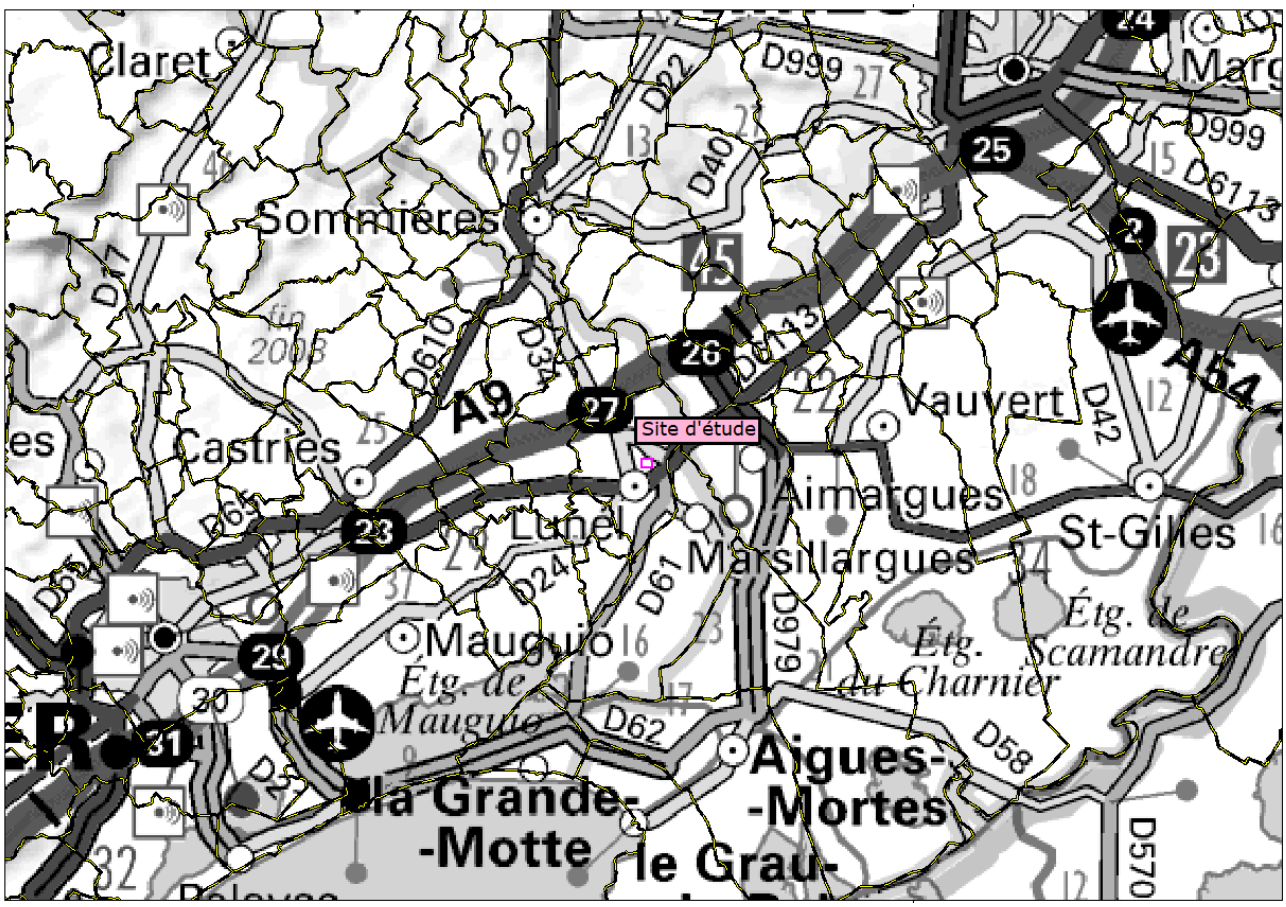
CHAPITRE I - PRÉAMBULE

1. OBJET, CONTEXTE, LOCALISATION, ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. CONTEXTE

La SCI AAL souhaite réaliser un bâtiment commercial, sur l'emprise des parcelles CC 195, CC 196 et CC 197, sur la commune de Lunel.

Le site est en zone inondable (Porter à Connaissance crue du Vidourle). Il est demandé d'évaluer l'incidence du projet sur les écoulements et de définir les adaptations éventuelles à réaliser.



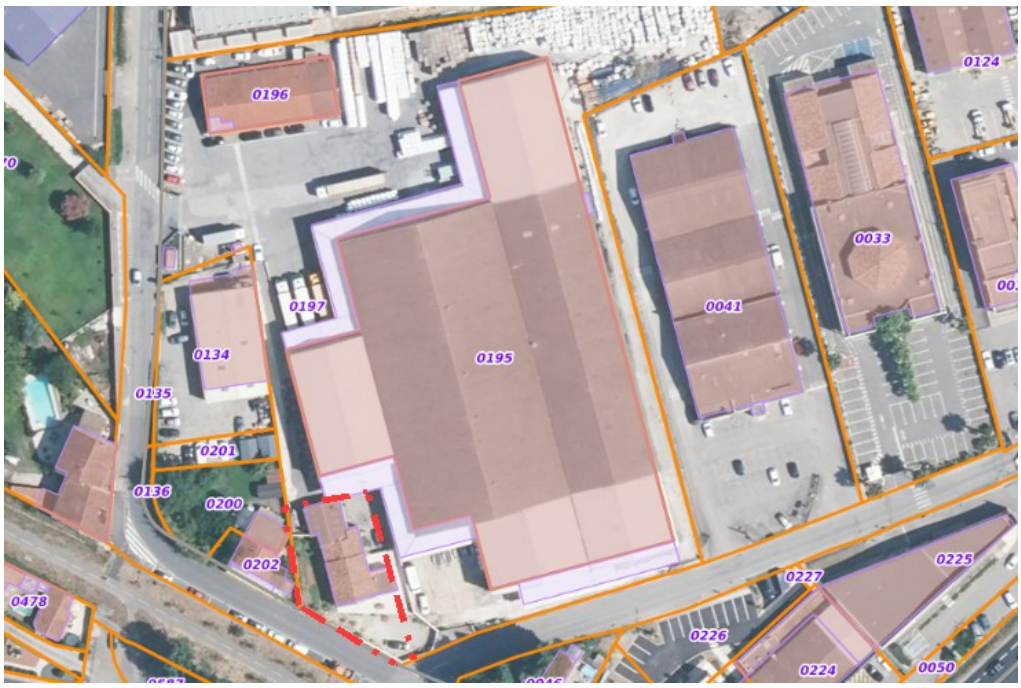
Localisation du site d'étude – Source IGN 1/200 000ème

CE DOCUMENT CONSTITUE L'ÉTUDE HYDRAULIQUE D'INCIDENCE DU PROJET.

1.2. ÉLÉMENTS DE LOCALISATION ET DE COMPRÉHENSION

- Planche graphique 1
- Planche graphique 2

L'opération projetée se situe au nord-est de la commune de Lunel, sur l'emprise des parcelles CC 195, CC 196 et CC 197. La superficie totale des parcelles du site préempté pour l'opération est de 13 703 m^2. A noter qu'une partie de la parcelle 195 est hors projet (partie rouge hachurée).



Vue aérienne du site préempté pour l'opération – Commune de Lunel

Le secteur d'étude est situé sur le bassin versant du ruisseau de la Laune. Le ruisseau de la Laune appartient au bassin versant de l'étang de l'Or (CO_17_11).

Le réseau hydrographique exutoire du site est donc le suivant :
Ruisseau de la Laune → Canal de Lunel → Canal du Rhône à Sète → Mer Méditerranée

Le bassin versant est reporté sur la planche graphique 2.

Pour permettre une meilleure localisation du territoire, quelques points de repères sont définis sur la vue aérienne ci-après :

Chemin de la Vidourlenque	Chemin de Provence
Voie verte	RN 113
Ruisseau de la Laune	

Vue du secteur - Source Google Earth



1.3. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif de cette mission est de réaliser une étude hydraulique pour préciser le risque inondation et de dimensionner les aménagements accompagnant le projet.

2. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

Afin de répondre à l'objectif de la mission, nous avons proposé la méthodologie suivante :

- Analyse bibliographique,
- Visite de terrain sur tout l'impluvium du secteur,
- Calculs hydrauliques par **modélisation 2D du secteur**,
- Orientations d'aménagement,
- Rapport.

CHAPITRE II - ÉTAT DE L' EXISTANT

1. ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

1.1. LISTE DES ÉLÉMENTS CONNUS SUR LE SECTEUR

Les éléments connus sur le secteur sont :

Date	Nom du document	Maître d'œuvre
2015	Porter à connaissance de l'État suite à l'annulation du PPRi approuvé le 15/09/2009	DDTM34

1.2. FICHES

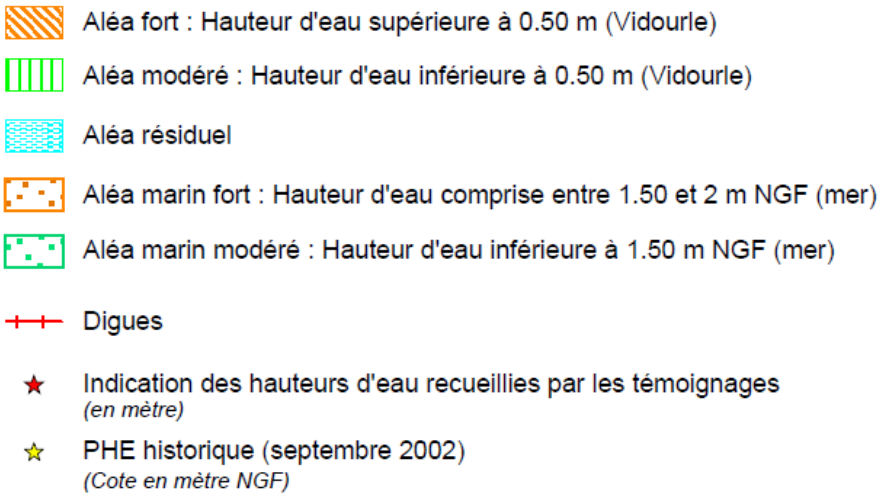
1.2.1. PORTER À CONNAISSANCE DE L'ÉTAT - 2015

Titre	**Porter à connaissance de l'État suite à l'annulation du PPRi approuvé le 15/09/2009**		
Maître d'œuvre	DDTM34		
Maître d'ouvrage	DDTM34		
Commandé :		Rendu	2015
Lieu de stockage :	DDTM34	Format :	Pdf

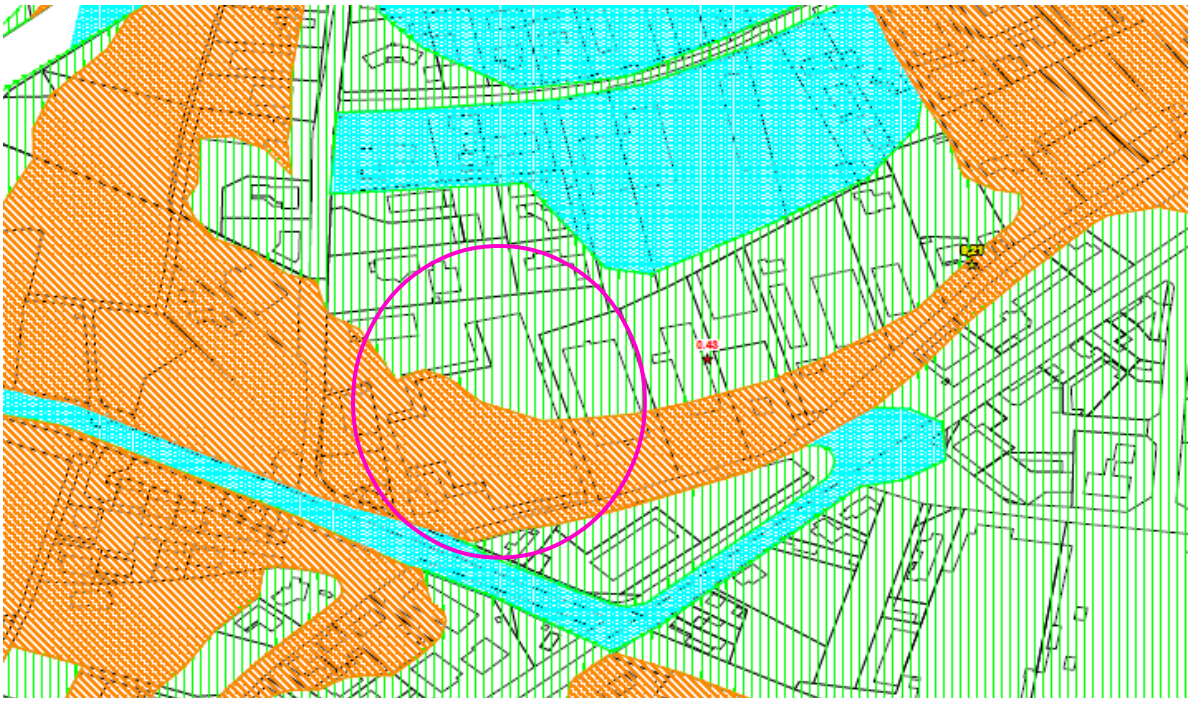
Résumé

Le document porte à connaissance l'évaluation de l'aléa de référence inondation sur la commune de Lunel (hauteur d'eau et cote de référence).

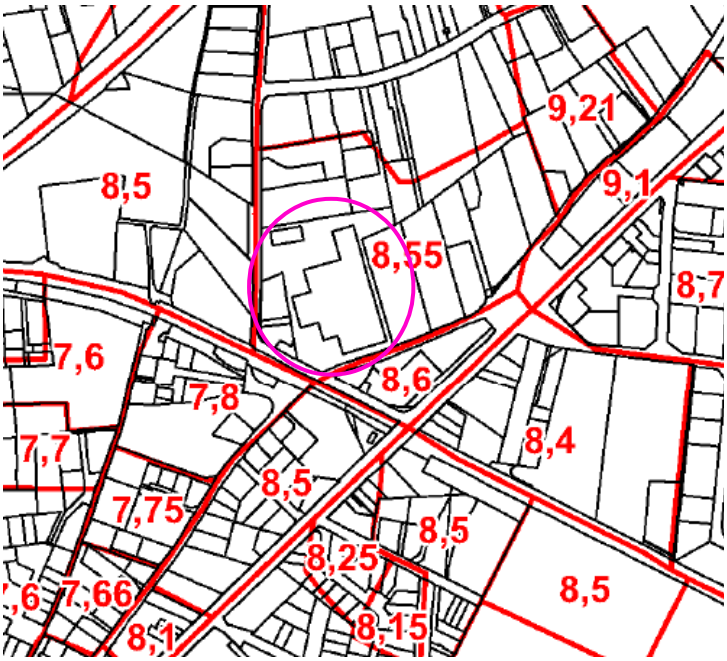
LEGENDE :



Légende de l'extrait de carte d'aléa (page suivante)



Extrait de la carte d'aléa du PAC



Niveau de PHE de référence par casier (m NGF)

<u>Points clés</u> :
L'aléa sur le site du projet varie entre fort et modéré.
Une planche précise les cotes de référence pour les casiers du modèle; la PHE de référence est de 8,55 m NGF pour le casier où le projet est situé.

<u>Remarques</u> :
Les débits d'échange entre casiers ne sont pas communiqués.

2. ANALYSE RÉGLEMENTAIRE

2.1. LISTE DES RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

La réglementation en vigueur est la suivante :

Codes	Code de l'Environnement
SDAGE	SDAGE RM approuvé le 21 mars 2022
Plan de Gestion des Risques Inondation	PGRi Rhône Méditerranée TRI Montpellier – Bassin de l'étang de l'Or
SAGE	Aucun
PPRi	Pas de PPRi en vigueur sur la commune
POS / PLU	PLU de la commune de Lunel
Zonage pluvial communal	Pas de zonage pluvial communal
Règlement d'assainissement	Aucun règlement
Règlement de zone (ZAC / Lotissement)	Pas de règlement de zone
Porter à connaissance	Atlas des zones inondables DREAL – EXZECO Porter à connaissance des Zones inondables de la commune de Lunel suite à l'annulation du PPRi
Autres	Remontées de nappe Champs captants

2.2. DÉTAILS DES RÈGLES

2.2.1. Code de l'Environnement

Articles L214-1 à L214-6 et décrets d'application

« *Sont soumis aux dispositions des articles L. 214-2 à L. 214-6 les installations, les ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.* »

Trois piézomètres, PZ1, PZ2, et PZ3 ont été mis en place en mai 2025 à 6 m de profondeur. Ces piézomètres doivent être régularisés au titre de la rubrique 1.1.1.0.

1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	(D)

L'installation et le comblement des piézomètres est régit par l'arrêté du 11 septembre 2003

portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié et notamment l'article 13 :

« *Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.* »

Le projet n'est pas soumis à d'autres rubriques du Code de l'Environnement et notamment les rubriques 2.1.5.0 (rejet des eaux pluviales dans le réseau enterré communal) et 3.2.2.0 (surface soustraite à l'expansion de crue 370 m²).

2.2.2. SDAGE RM 2022-2027

Les orientations définies dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée en vigueur depuis le 21 mars 2022 sont les suivantes :

- S’adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l’eau ;
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les surfaces dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le site d'étude est localisé sur le bassin versant administratif Or (CO_17_11). Les orientations spécifiques proposées pour ce bassin versant par le SDAGE RM 2022-2027 portent sur la réductions des pollutions par les nutriments urbains et industriels, par les nutriments agricoles, par les pesticides, par les substances toxiques (hors pesticides), par les nutriments urbains, industriels et canaux, sur la réduction des pollutions diffuses par les nutriments (ruissellement agricole, urbain, stock sédimentaire), et sur l'amélioration de l'hydromorphologie.
Le site est localisé au dessus de la masse d'eau souterraine Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète (FRDG102). Les orientations spécifiques proposées portent sur la réduction des pollutions par les nutriments agricoles et par les pesticides.

2.2.3. Plan de Gestion des Risques d'Inondation

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Rhône Méditerranée a été arrêté le 21 mars 2022. Le projet doit être compatible avec le PGRI.
Il définit 5 grandes priorités :

- 1. Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
- 2. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- 3. Améliorer la résilience des territoires exposés ;
- 4. Organiser les acteurs et les compétences ;
- 5. Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

La commune de Lunel est incluse dans le Territoire à Risque Important de Montpellier, sur la bassin versant de l'étang de l'Or.
Les orientations spécifiques sont :

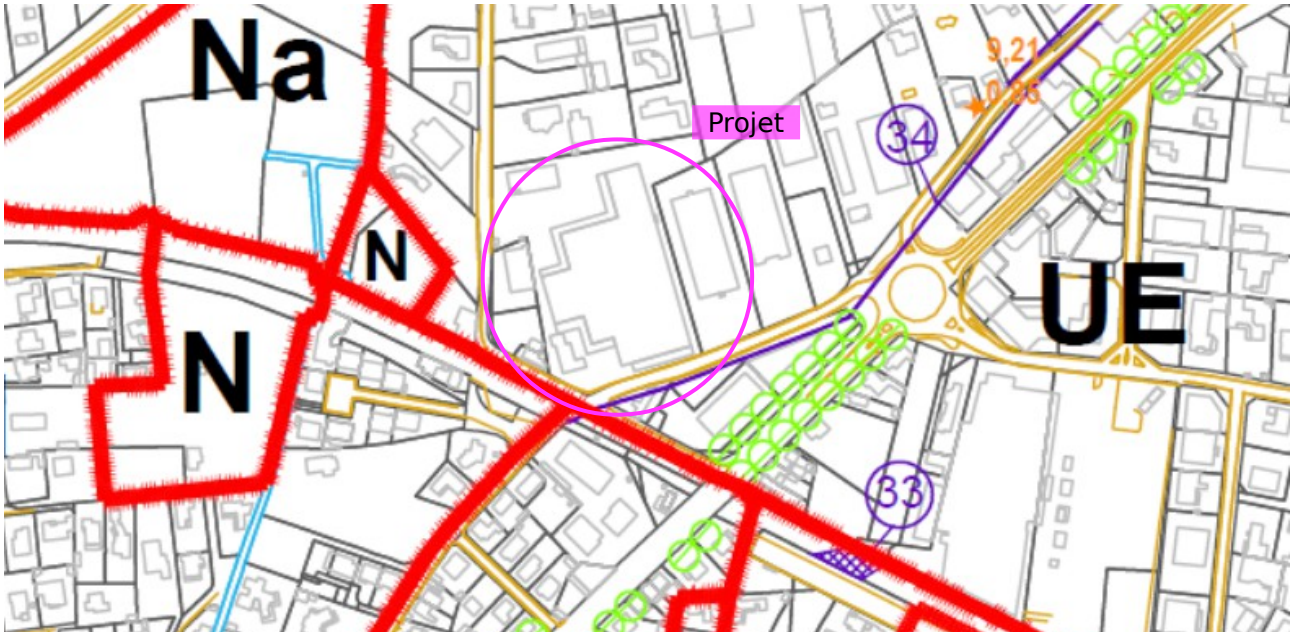
- Intégrer les risques inondations dans l'aménagement du territoire ;
- Réduire la vulnérabilité du territoire ;
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection ;
- Permettre une surveillance accrue et de meilleurs moyens d'alerte ;
- Augmenter la sensibilisation et l'accès aux informations sur les risques inondation ;
- Unifier les systèmes de gestion, de protection et de surveillance ;
- Permettre un meilleur partage des connaissances.

2.2.4. PPRi

Le PPRi de Lunel approuvé le 15 septembre 2009 a été annulé par arrêt le 9 juin 2015 de la cour administrative d'appel. La commune a fait l'objet d'un porter à connaissance inondation décrit dans un paragraphe ci-après.

2.2.5. PLU

Le PLU de la commune de Lunel a été approuvé le 28 mars 2007 et modifié dernièrement le 27 septembre 2017. La zone d'étude se trouve en **zone UE.**

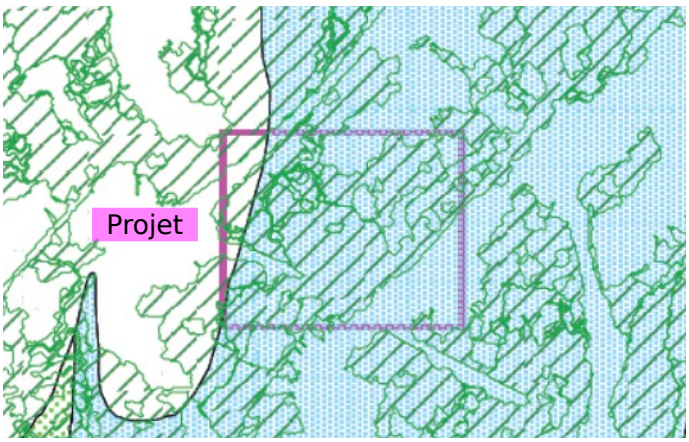


Extrait du PLU de Lunel

2.2.6. PORTER À CONNAISSANCE

Atlas des zones inondables DREAL LR

Le site est partiellement positionné au sein des zones inondables (lit majeur) définies par l'Atlas des Zones Inondables de la DREAL Occitanie et en EXZECO.



Extrait de l'Atlas des Zones Inondables – Occitanie

Porter à connaissance risque inondation

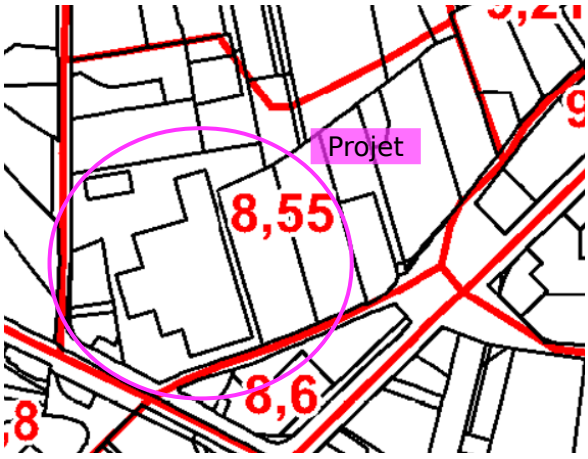
Suite à l'annulation du PPRi de Lunel, un porter à connaissance de l'État a été établi le 5 août 2015. Le porter à connaissance classe la zone d'étude en :

- zone d'aléa modérée sur le nord de la parcelle,
- zone d'aléa fort sur le reste de la parcelle.



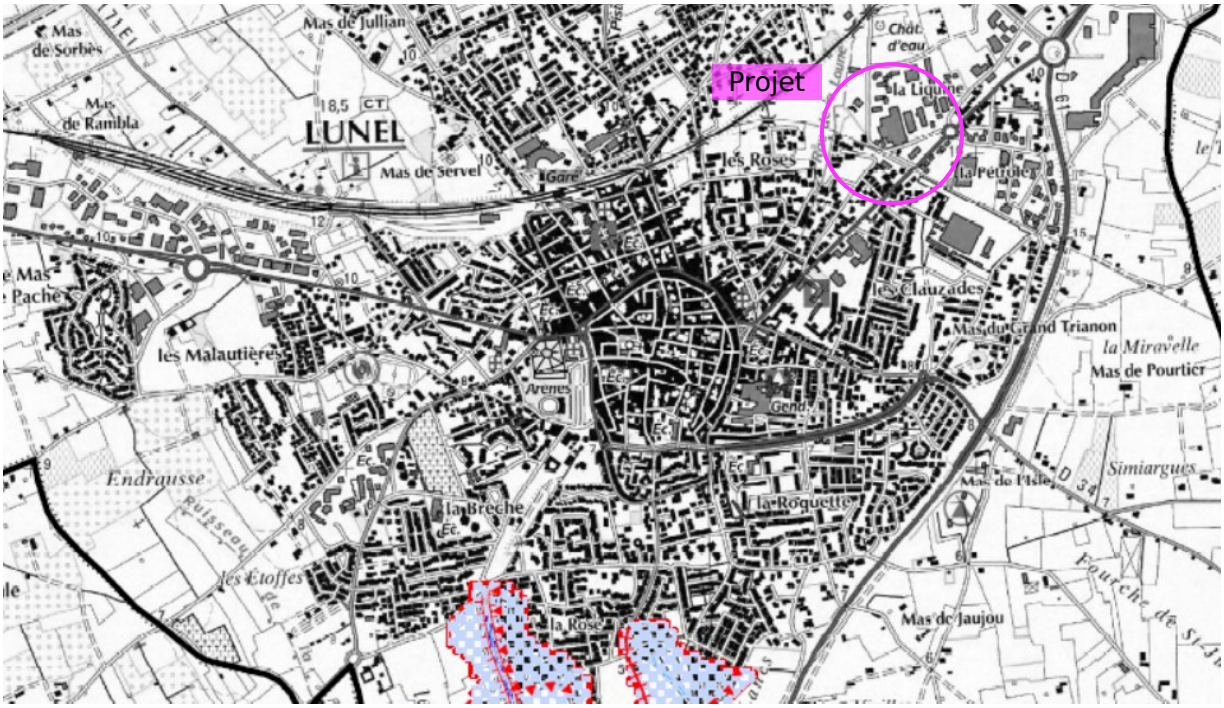
Extrait du PaC de la commune de Lunel – débordement fluvial

Le porter à connaissance présente une carte des PHE. Le site se trouve dans le casier où la cote réglementaire est 8,55 m NGF. Pour le projet, le calage de la première cote plancher doit être à PHE + 0.3 m, soit une cote de calage de 8.85 m NGF.



Extrait du PaC de la commune de Lunel – carte des PHE

Le site n'est pas soumis à l'aléa submersion marine.



Extrait du PaC de la commune de Lunel – submersion marine

2.2.7. AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Champs captants

Le site se trouve à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du champ captant de Dassargues.

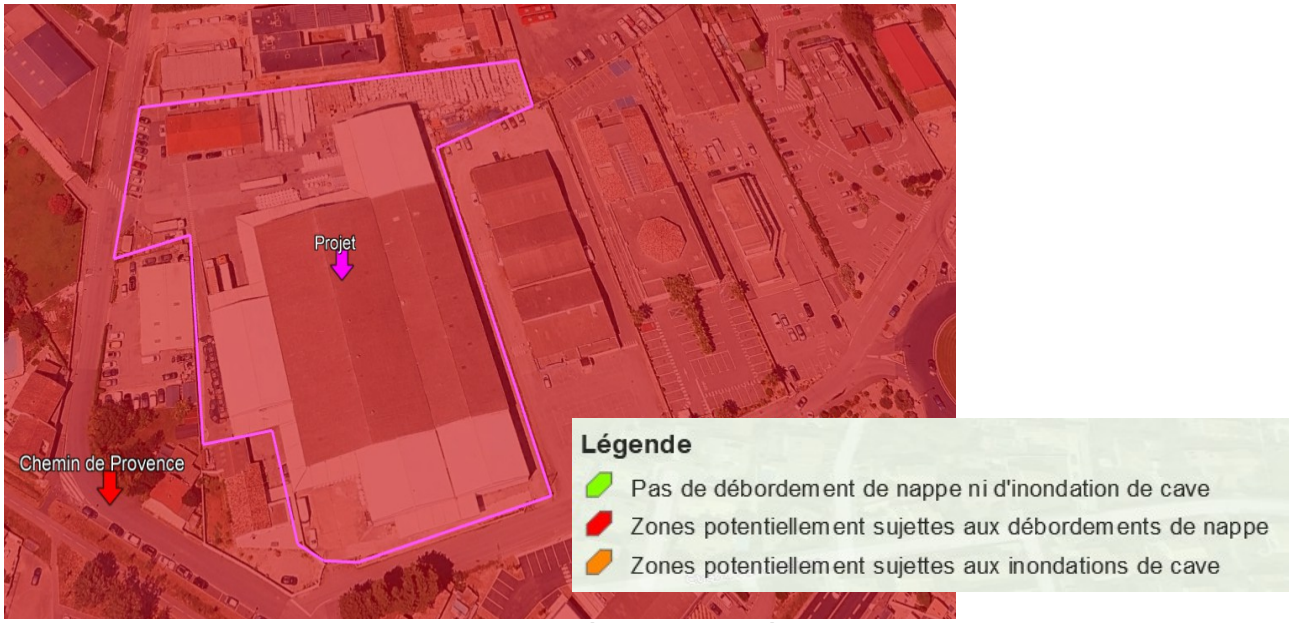
L'arrêté de DUP n°2014317-0012 indique :

> Dans ce périmètre, une attention particulière est portée à l'application des dispositions suivantes:
>
> - en règle générale, toute activité nouvelle doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine et superficielle de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. Les documents d'incidence ou d'impact à fournir au titre des réglementations qui les concernent doivent faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté pouvant être engendrés par le projet. Des prescriptions particulières peuvent être imposées dans le cadre des procédures attachées à chaque type de dossier,
> - les autorités chargées d'instruire les dossiers relatifs aux projets de constructions, installations, activités ou travaux doivent imposer aux pétitionnaires toutes mesures visant à interdire les dépôts, écoulements, rejets directs ou indirects, sur le sol ou le sous-sol, de tous produits et matières susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines. Cette disposition vise aussi les procédures de délivrance des permis de construire et la mise en place de dispositifs d'assainissement d'effluents d'origine domestique,
> - en ce qui concerne les installations existantes pouvant avoir une influence sur la qualité des eaux souterraines, les autorités responsables doivent être particulièrement vigilantes sur l'application des règlementations dont elles relèvent et sur la réalisation de leur mise en conformité.

Extrait de l'arrêté de DUP n°2014317-0012 – périmètre de protection éloignée

Remontées de nappes

D'après le site Georisques.gouv, le site se trouve dans une zone potentiellement sujette aux remontées de nappe. La carte a pour objectif l'identification et la délimitation des zones sensibles aux inondations par remontée de nappes (pour une période de retour d'environ 100 ans). La réalisation de la carte française a reposé principalement sur l'exploitation de données piézométriques et de leurs conditions aux limites d'origines diverses (BSS, ADES, déclarations CATNAT, résultats de modèles hydrodynamiques, isopièzes, EAIPce, EAIPsm...) qui, après avoir été validées, ont permis par interpolation de définir les isopièzes des côtes maximales probables. Ce genre d'analyse, par interpolation de données souvent très imprécises et provenant parfois de points éloignés les uns des autres, apporte des indications sur des tendances mais ne peut être utilisée localement à des fins de réglementation.



Carte de sensibilité aux remontées de nappes

2.3. SYNTHÈSE DES RÈGLES

Le secteur d'étude se trouve en zone UE du PLU et est soumis à l'aléa inondation par cours d'eau (Porter à connaissance inondation Lunel).

Le projet est soumis au Code de l'Environnement au titre de la rubrique 1.1.1.0. En effet, 3 piézomètres ont été installés sur le site. Un dossier de déclaration est nécessaire afin de régulariser leur installation. Le projet n'est pas concerné par d'autres rubriques du Code de l'Environnement.

Des extraits des contraintes réglementaires sont reportés en annexe 4 «Réglementation ».

3. ANALYSE HYDRAULIQUE

3.1. SYNTHÈSE DES INONDATIONS

Le secteur est inondable par cours d'eau (Vidourle et ruisseau de la Laune) au sens du Porter à connaissance inondation de Lunel suite à l'annulation du PPRi. Il semble que l'inondation arrive du Nord – Nord Ouest (débordement en rive gauche de la Laune) et de l'Est Nord Est (débordement en rive droite par le Vidourle). Cette inondation par le Vidourle a déjà eu lieu. Une modélisation hydraulique reprenant les hypothèses du Porter à connaissance inondation permettra de confirmer les hauteurs et les vitesses sur le secteur.

3.2. DESCRIPTION DU RÉSEAU PLUVIAL ACTUEL

- Planche graphique 3

Un réseau en DN 300 mm est présent sous le chemin de la Vidourlenque au Sud du site (sous le trottoir opposé au site). Un réseau en DN 500 mm est présent sous le chemin de Provence à l'Ouest du site (sous le trottoir opposé au site). Ces deux réseaux se rejoignent à l'angle du chemin de Provence dans un ouvrage rectangulaire d'où sortent 3 x DN 700 mm qui permettent le passage des eaux sous la voie verte (ancienne voie ferrée en remblai). Les réseaux pluviaux sont très proches des niveaux de voiries (environ 80 cm).
Un plan du réseau pluvial existant et de la localisation de la zone inondable est disponible en annexe 1 « Planches graphiques » sur la planche graphique n°3. Des photographies sont reportées en annexe 2 « Photographies ».

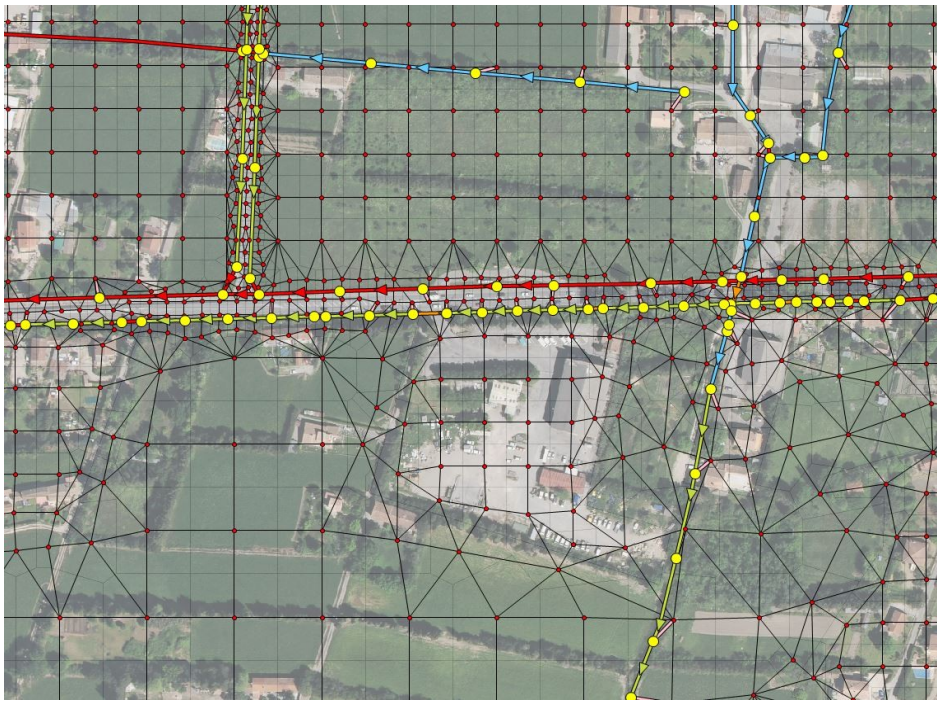
4. MODÉLISATION HYDRAULIQUE DES ÉCOULEMENTS

4.1. JUSTIFICATION

Au vu de la complexité du site (site urbain avec des ouvrages anthropiques) et de la nécessité de caler la modélisation avec la connaissance du PAC, nous avons préconisé la modélisation des ruissellements avec un modèle 2D afin de s'assurer de la fiabilité des résultats.

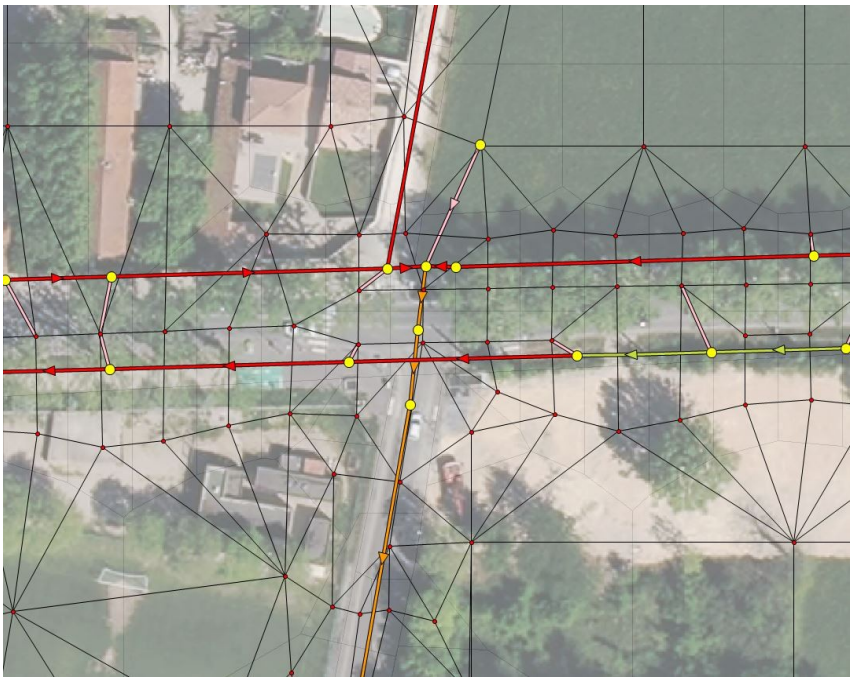
4.2. DESCRIPTION DE L'OUTIL

Le Logiciel PCSWMM 2D a été utilisé. Il permet le couplage du calcul des écoulements de surface en 2D et du calcul des débits dans les réseaux 1D maillés. Les figures ci-après illustrent le principe du maillage et du couplage des réseaux modélisés (liaisons en rose au droit des jonctions bornant les liens modélisés).



Exemple de maillage - Variations du maillage

Chaque maille produit un ruissellement (paramétré en fonction d'une infiltration constante ou coefficient de ruissellement constant) durant l'événement pluvieux.



Exemple de couplage 1D-2D (liens en rose) – croisements de réseaux

4.3. DESCRIPTION DU MODÈLE DE SIMULATION – PARAMÈTRES DE CALCUL

Le modèle 2D élaboré représente une surface globale de 18,5 ha, couvrant l'emprise du projet et ses abords.

Le modèle s'appuie sur un maillage 2D de dimension :

- 10 m x 10 m par défaut,
- 4 m x 4 m sur les voiries,
- 2,5 m x 2,5 m sur l'emprise de projet et à ses abords proches,
- 30 m x 30 m sur les limites du modèle.

Le modèle présente 7450 mailles environ.
La rugosité des mailles (coefficient de Mannings) a été fixée à :

- 0,02 sur les voiries
- 0,125 sur les parcelles

En cohérence avec les hypothèses courantes pour les PPRi, les murs ne sont pas modélisés.

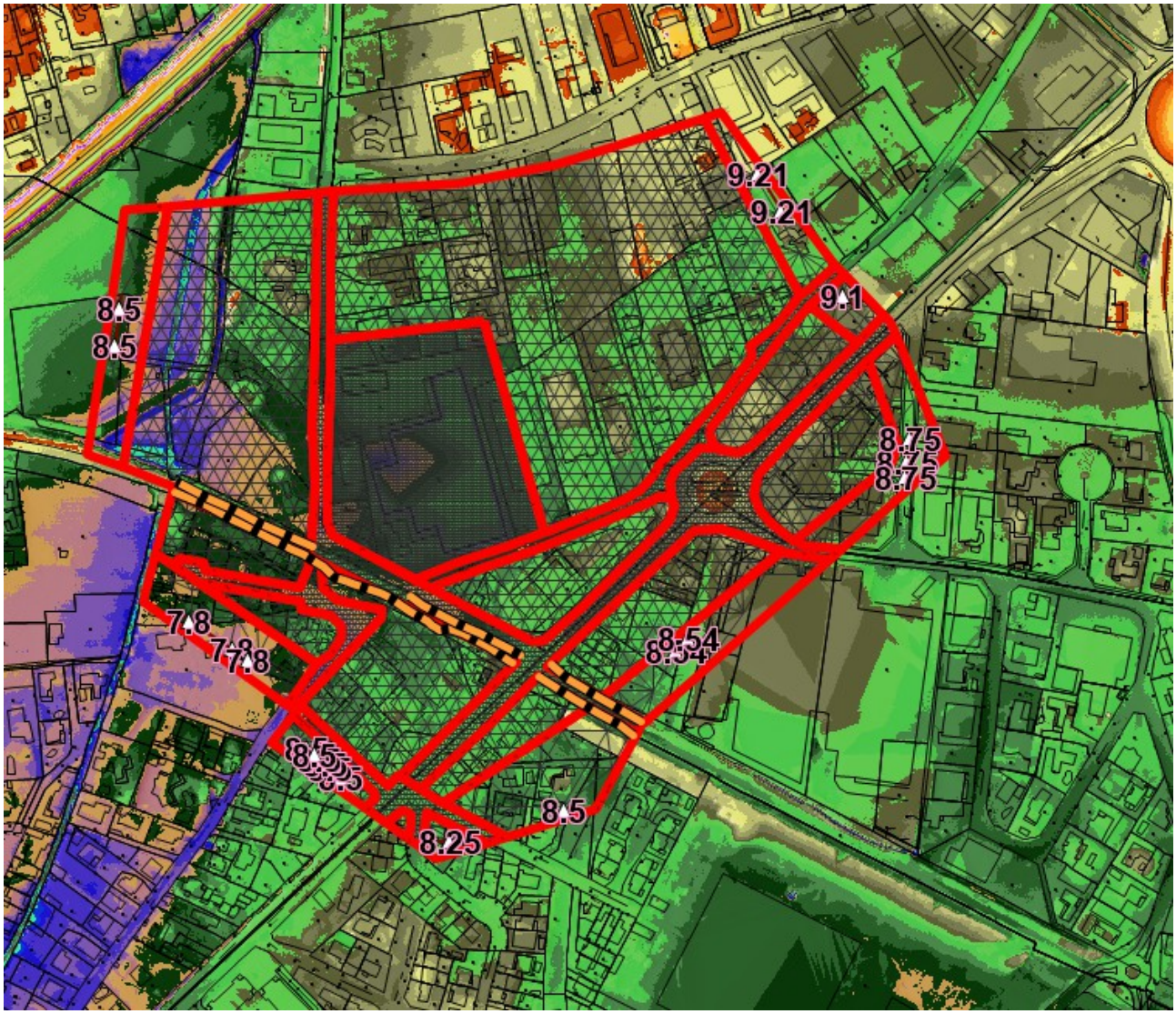
Cependant, le linéaire de la voie verte (partiellement en remblais) a été plus précisément modélisé pour éviter que le maillage ne manque cet obstacle linéaire (usage d'un artifice de modélisation - lignes de ruptures de pcswmm - ne nécessitant pas de densifier le maillage).

Les données altimétriques utilisées sont issues du RGE Alti de 2024 à mailles 1 m de l'IGN (téléchargement 2025). Cependant, ce dernier interpole de manière erronée la plateforme bâtie. Nous avons donc corrigé les cotes modélisées pour le plancher bâti initial et quelques mètres carrés aux abords du bâtiment, à partir de la topographie initiale connue (annexe 3).

Les conditions aux limites sont fixées par les cotes aux casiers du porter à connaissance. Des ajustements sont toutefois réalisés pour la cohérence (rehausse de cotes pour des casiers dont la PHE est curieusement basse par rapport aux casiers qui l'entourent).

Remarque : le Maillage est moins dense en bordure de modèle pour une meilleure stabilité de la modélisation (tronçons de liaison avec les conditions aux limites plus longs, pentes plus faibles, calculs plus stables).

Les paramètres de calage sont ajustés pour obtenir une cote en milieu de casier cohérente avec le porter à connaissance. En particulier, la rugosité retenue pour les liens 2D connectés aux conditions aux limites déterminent les débits transitant dans le modèle. Le niveau des écoulements modélisés en dépend directement.
Le calage est donc assez approximatif par manque de données. Il vise simplement la cohérence avec le porter à connaissance pour le casier couvrant le projet.



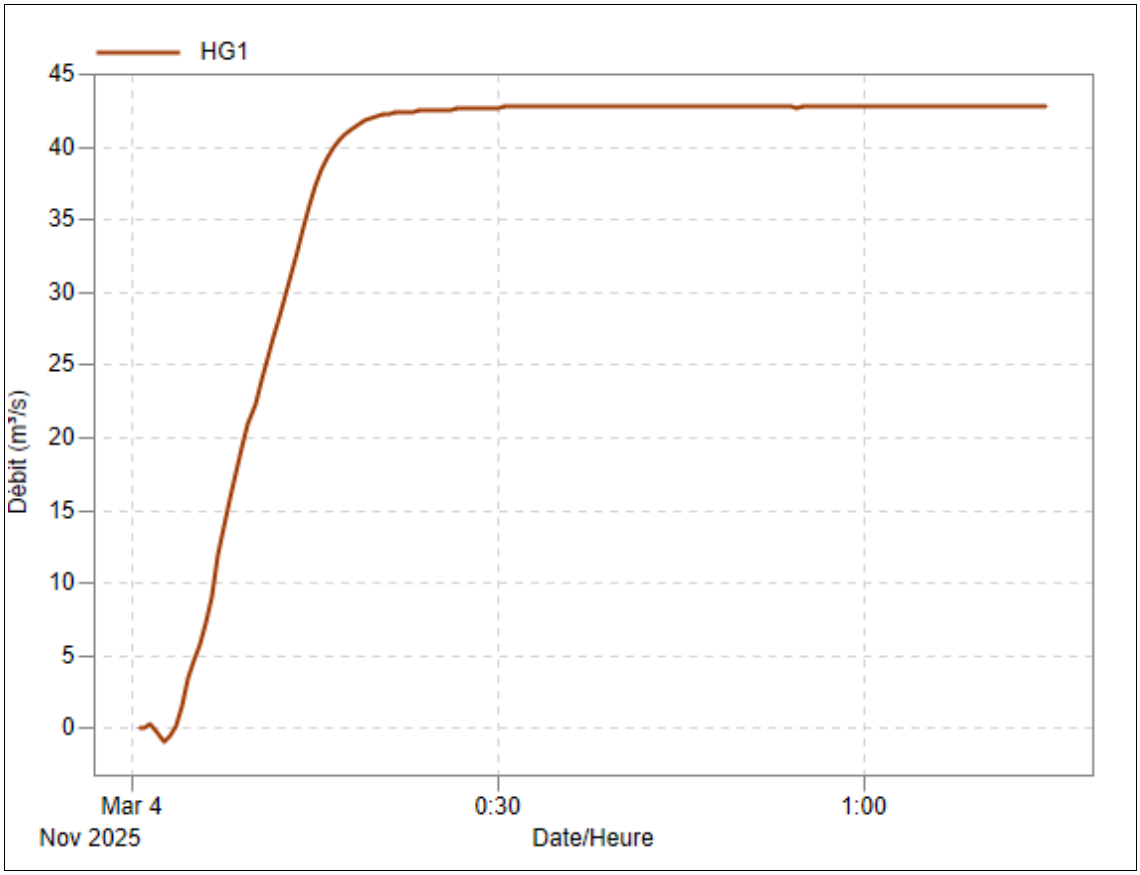
Aperçu de la structure du modèle – cotes imposées (m NGF) – fond de plan MNT IGN en fausses couleurs.

4.4. FONCTIONNEMENT POUR UNE CRUE CENTENNALE

- Planche graphique 4
- Planche graphique 5

En situation initiale, les paramètres retenus induisent un écoulement d'environ 43 m3/s traversant la voie verte sur la largeur du modèle.

Les cotes aux mailles comparées au cotes des casiers sont présentées annexe 5.1 « détail - état initial » ; le modèle est globalement bien calé sur le porter à connaissance de la DDTM : il reproduit la cote 8,55 m NGF au centre du casier couvrant le projet.



Hydrogramme stabilisé traversant la voie verte sur la largeur du modèle (43 m³/s)

Les cartes de hauteur et de vitesse d'écoulement sont présentées annexe 1 planches graphiques 4 et 5.

CHAPITRE III - CONFIGURATION PROJET

1. PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet est conçu avec une cote plancher du bâtiment commercial à 8,90 m NGF soit PHE 8,55 + 0,35 m.
Le plancher bâti est construit sur dalle portée sur pilotis pour une transparence hydraulique optimisée.
L'ensemble des pilotis, murs de refend, escaliers, rampes PMR et remblais constituent un total se superficie soustraite à l'inondation de 370 m^2.

A l'inverse, l'aménagement pluvial nécessite la mise en place d'un bassin de rétention positionné au droit du quai de décharge existant, et l'aménagement d'un quai de décharge en léger déblai au Nord du site. Ces déblais contribuent à restituer des volumes d'expansion de crue bien que ce ne soit pas leur destination.

Le plan du projet est présenté "annexe 3 documents".

2. MODÉLISATION DE LA SITUATION FUTURE

- Planche graphique 6
- Planche graphique 7

Le modèle état projet intègre dans le maillage

- les "obstructions" générées par les éléments occupant la zone inondable (pilotis, rampes, murs de soubassements et escaliers),
- les remblais et déblais liés à l'aménagement des quais et du bassin pluvial.

La carte des hauteurs d'écoulement état projet est présentée annexe 1 planche graphique 6.
La carte des vitesses d'écoulement état projet est présentée annexe 1 planche graphique 7.

3. INCIDENCE DU PROJET

- Planche graphique 8
- Planche graphique 9

Nous présentons annexe 5.2 le champ de vitesses dans les soubassements, qui illustre les variations locales des conditions d'écoulement. Cette incidence ne se propage pas aux fonds voisins.

LE PROJET N'A PAS D'INCIDENCE SUR LES ÉCOULEMENTS POUR LES FONDS VOISINS.

Les cartes d'incidence sur les hauteurs et les vitesses sont présentées annexe 1 planches graphiques 8 et 9.

La planche 8 laisse apparaître, en plus des "obstructions", les zones en remblai ou déblai.

CHAPITRE IV - CONCLUSIONS

1. ÉTAT INITIAL

1.1. CONTEXTE

L'emprise du projet est couverte par un porter à connaissance de la DDTM 34.
La cote PHE de référence sur le projet est de 8,55 m NGF.

1.2. MODÉLISATION

Par cohérence avec le porter à connaissance de la DDTM 34, notre modélisation est calée sur les cotes aux casiers proches du site. Le paramétrage du modèle permet de reconstituer la cote de référence au centre du casier (8,55 m NGF). Ces conditions produisent un débit significatif sur l'emprise du modèle (43 m^3/s).

2. ÉTAT PROJET

2.1. PRINCIPE

Le projet prévoit la construction d'un plancher porté sur pilotis à 8,9 m NGF (correspondant au niveau PHE + 0,35 m). L'accès à ce niveau nécessite des escaliers et rampes.

Un bassin pluvial est créé au droit de la fosse d'accès au quai de déchargement existante et une nouvelle fosse est créée au Nord du site. Ces modifications de la topographie sont incluses au modèle (cote des mailles modifiées).
Chaque élément plongeant (Pilotis, murs de refend, rampes ...) est modélisé comme une "obstruction" complète aux écoulements.

Les surfaces en remblai ou en obstruction totalisent une superficie soustraite à l'inondation de 370 m^2.

2.2. INCIDENCE

L'INCIDENCE DU PROJET SUR LES ÉCOULEMENTS DE LA CRUE DE RÉFÉRENCE (PAC DDTM 34), EST NULLE POUR LES FONDS VOISINS.

ANNEXE 1: PLANCHES GRAPHIQUES

Graphique 1: Localisation de la zone d'étude

Localisation - IGN

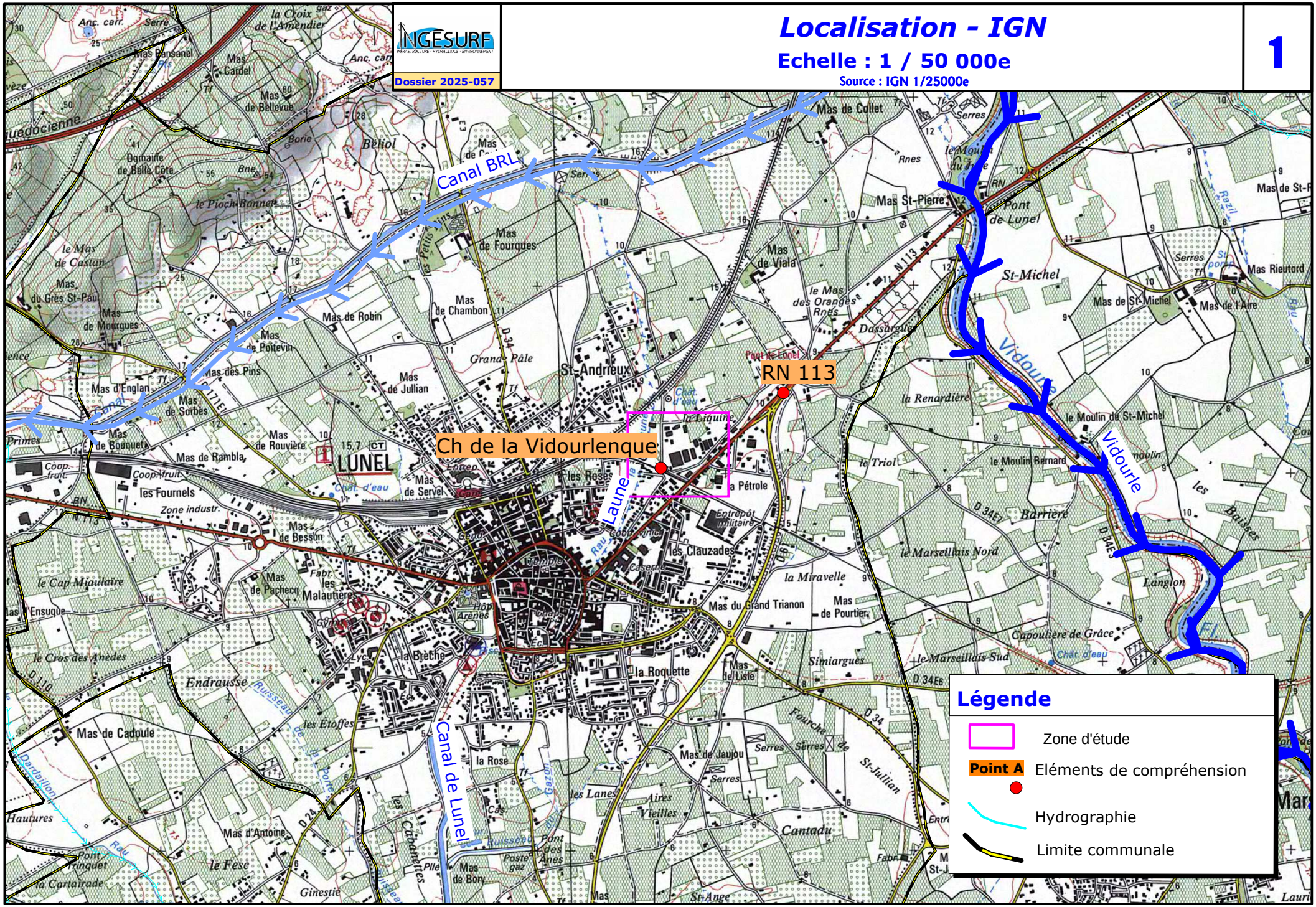
Echelle : 1 / 50 000e

Source : IGN 1/25000e

INGESURF

Dossier 2025-057

1



Graphique 2: Localisation à l'échelle des bassins versants

INGESURF
INFRASTRUCTURE - HYDRAULIQUE - ENVIRONNEMENT

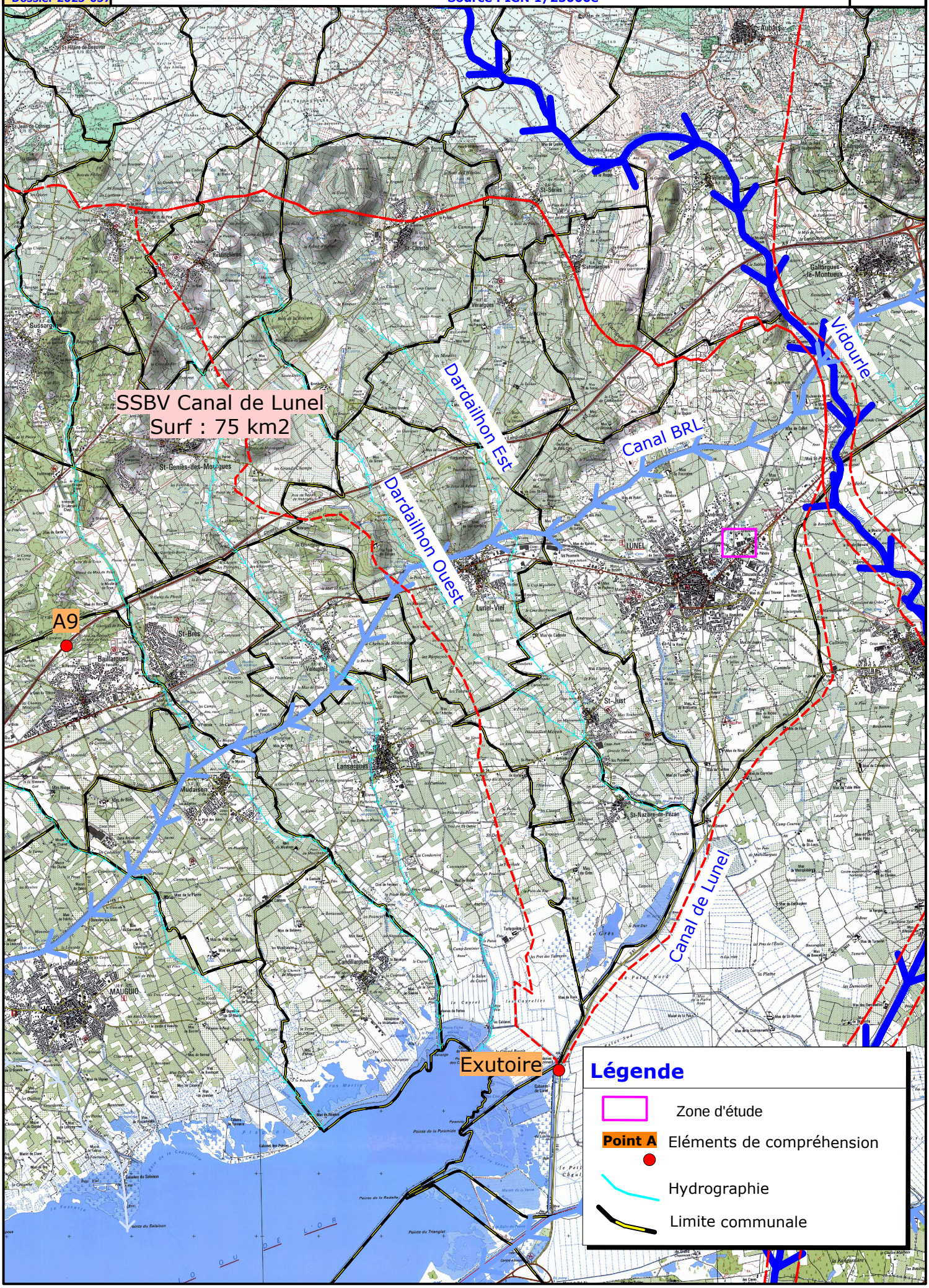
Dossier 2025-057

Découpage en sous bassin versant - IGN

Echelle : 1 / 75 000e

Source : IGN 1/25000e

2



Graphique 3: Réseau pluvial

COMMUNE DE LUNEL (34)

Opération commerciale

Réseau pluvial existant et localisation de la zone inondable

Légende :

- Ruissellement surfacique sur voirie
- Espace de rétention
- Réseau pluvial - conduite - fossé - cours d'eau
- Réseau pluvial - séparateur - grille - regard
- Réseau pluvial mal connu
- Ecoulements surfaciques
- Fiche "point clé" (01)
- Fiche "enquête riverain" (Can)

Réseau existant: Fossé

PaC inondation : Aléa modéré

Périmètre : Surface : 13 703 m2

Localisation : Chemin de Provence

Réseau existant: DN 500

PaC Inondation : Aléa fort

Réseau existant: DN 700 (x3)

Localisation : Voie verte

<Caniveau<

Réseau existant: DN 500

Réseau existant: DN 300

Localisation : Chemin de la Vidourlenque

Réseau existant: Caniveau béton

Chemin de Provence

Chemin

Chemin des Alisiers

Avenue

INGÉSURF - Bureau d'études techniques
Infrastructure - Hydraulique - Environnement
4, Plan du Néga Cat, Bât. Le Rio - 34970 LATTES
Tél. : 09 52 52 55 70 - Mail : ingesurf@ingesurf.fr

Ech : 1 / 750 ème

Pièce N°3

Affaire : N° 2025-057

Graphique 4: hauteur – état initial

Planche 04

Situation initiale

Crue de référence PAC

Hauteur d'écoulement

Légende

Hauteur d'eau (m)

- H<0.5
- H>=0.5
- Emprise_modelisee

INGESURF

INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

100 m

Fond : Cadastre

2025-057- Opération commerciale Lunel

Graphique 5: vitesse – état initial

Planche 05

Situation initiale

Crue de référence PAC

Vitesse d'écoulement

Légende

Vitesse d'écoulement (m/s)

- V<0.5
- V>=0.5
- Emprise_modelisee

INGESURF
INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

100 m

Fond : Cadastre

2025-057- Opération commerciale Lunel

Graphique 6: hauteur – état projet

Planche 06

Situation future

Crue de référence PAC

Hauteur d'écoulement

Légende

Hauteur d'écoulement (m)

- H<0.5
- H>=0.5
- Emprise_modelisee

INGESURF

INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

100 m

Fond : Cadastre

2025-057- Opération commerciale Lunel

Graphique 7: vitesse – état projet

Planche 07

Situation future

Crue de référence PAC

Vitesse d'écoulement

Légende

Vitesse d'écoulement (m/s)

- H<0.5
- H>=0.5
- Emprise_modelisee

INGESURF

INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

100 m

Fond : Cadastre

2025-057- Opération commerciale Lunel

Graphique 8: Incidence sur la hauteur d'eau

Fosse pour déchargement et compacteur

Rampe accès chauffeur
remblai 40 m²

Ancienne fosse de déchargement
remblai 180 m²

Soubassements
Pilotis, murs, rampes et escaliers

150 m²

Bassin pluvial

Planche 08

Situation future

Crue de référence PAC

Incidence sur la hauteur d'eau

Légende

2D cells - incidence sur la hauteur (m)

- < -0.5
- -0.5 - -0.25
- -0.25 - -0.02
- -0.01 - 0.01
- 0.02 - 0.05
- 0.06 - 0.09
- 0.1 - 0.24
- >= 0.25

- Obstructions
- MNT_correction_pro
- Plan soubassement LUNEL_cc43
- Cadastre

INGESURF
INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

40 m

2025-057- Opération commerciale Lunel

Graphique 9: Incidence sur la vitesse

Fosse pour déchargement et compacteur a

Rampe accès chauffeur
remblai 40 m²

Ancienne fosse de déchargement
remblai 180 m²

Soubassements
Pilotis, murs, rampes et escaliers

150 m²

Bassin pluvial

Planche 09

Situation future

Crue de référence PAC

Incidence sur la vitesse

Légende

2D cells - incidence sur la vitesse (m/s)

- < -0.1
- -0.1 - 0.1
- 0.1 - 0.5
- 0.5 - 1
- >= 1

- Obstructions
- MNT_correction_pro
- Plan soubassement LUNEL_cc43
- Cadastre

INGESURF
INFRASTRUCTURE · HYDRAULIQUE · ENVIRONNEMENT

N

40 m

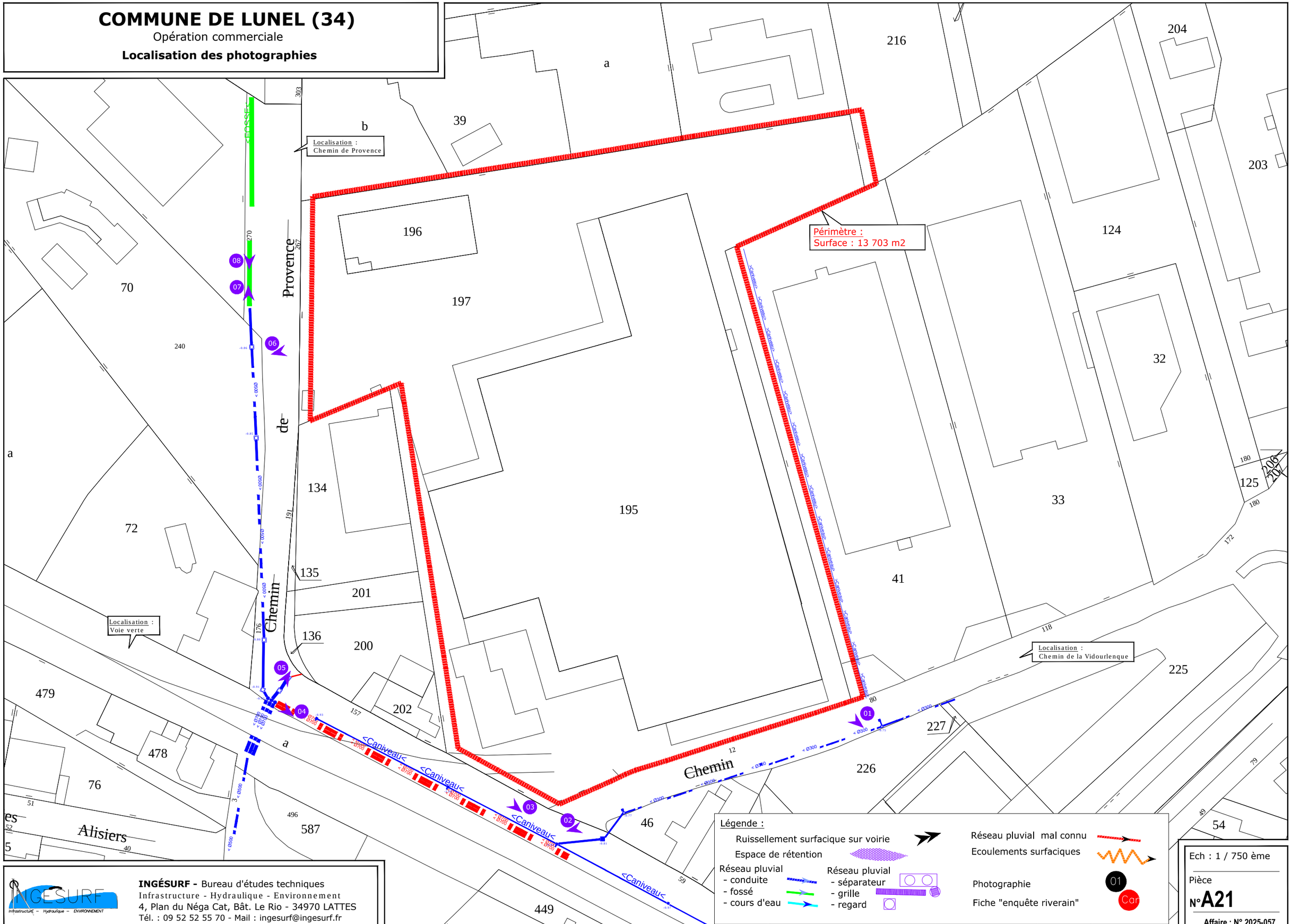
2025-057- Opération commerciale Lunel

ANNEXE 2: PHOTOGRAPHIES

COMMUNE DE LUNEL (34)

Opération commerciale

Localisation des photographies



INGÉSURF - Bureau d'études techniques
Infrastructure - Hydraulique - Environnement
4, Plan du Néga Cat, Bât. Le Rio - 34970 LATTES
Tél. : 09 52 52 55 70 - Mail : ingesurf@ingesurf.fr

Ech : 1 / 750 ème

Pièce

N°A21

Affaire : N° 2025-057



Photo N° 1 Vue du site depuis le chemin de la Vidourlenque



Photo N° 2 Vue du site et du chemin de la Vidourlenque



Photo N° 3 Vue du site et du chemin de Provence



Photo N° 4 Vue des regards des 3 DN 700 à l'angle du chemin de Provence



Photo N° 5 Vue des regards des 3 DN 700 à l'angle du chemin de Provence

INGESURF



Photo N° 6 Vue du site depuis le chemin de Provence



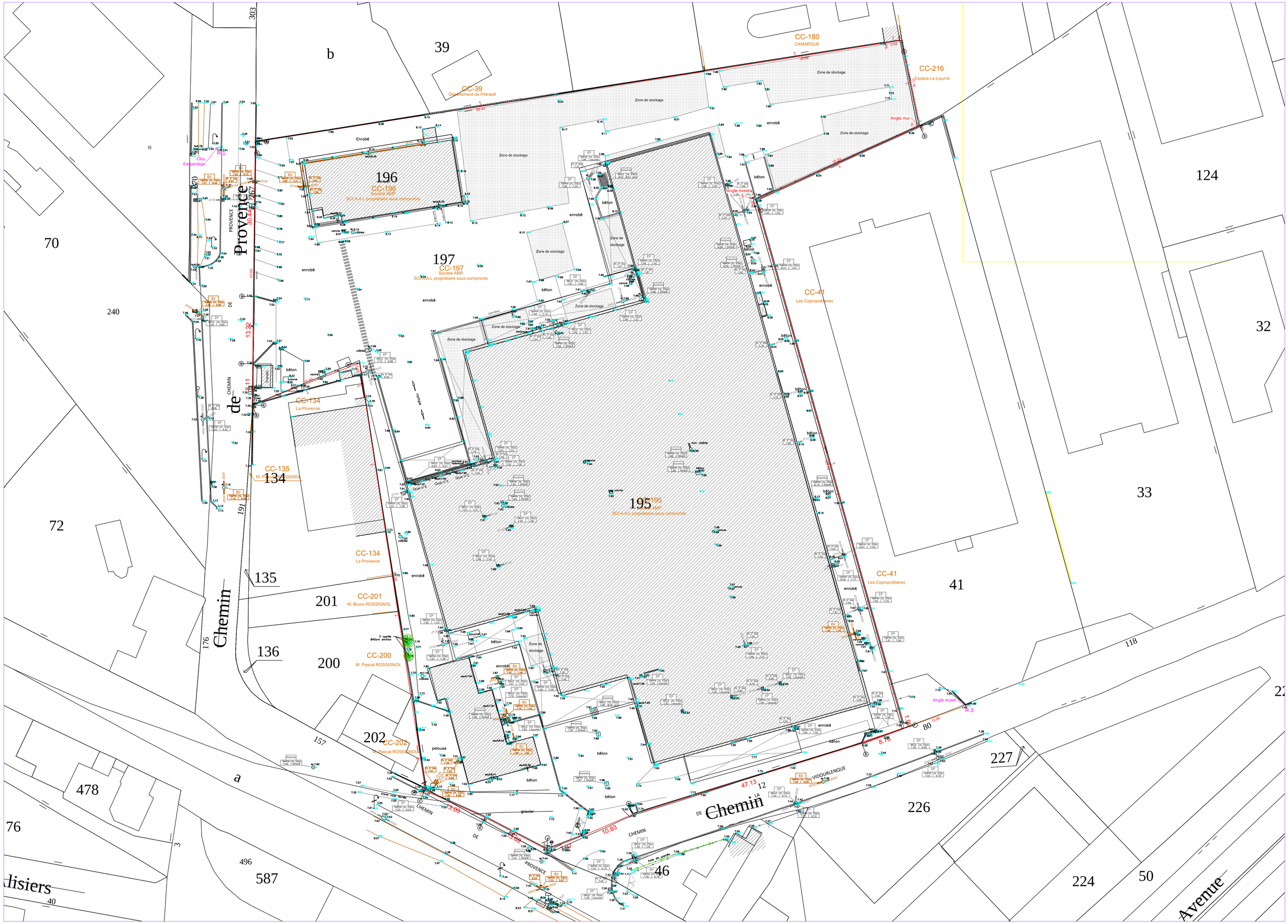
Photo N° 7 Vue du réseau pluvial depuis le fossé du chemin de Provence



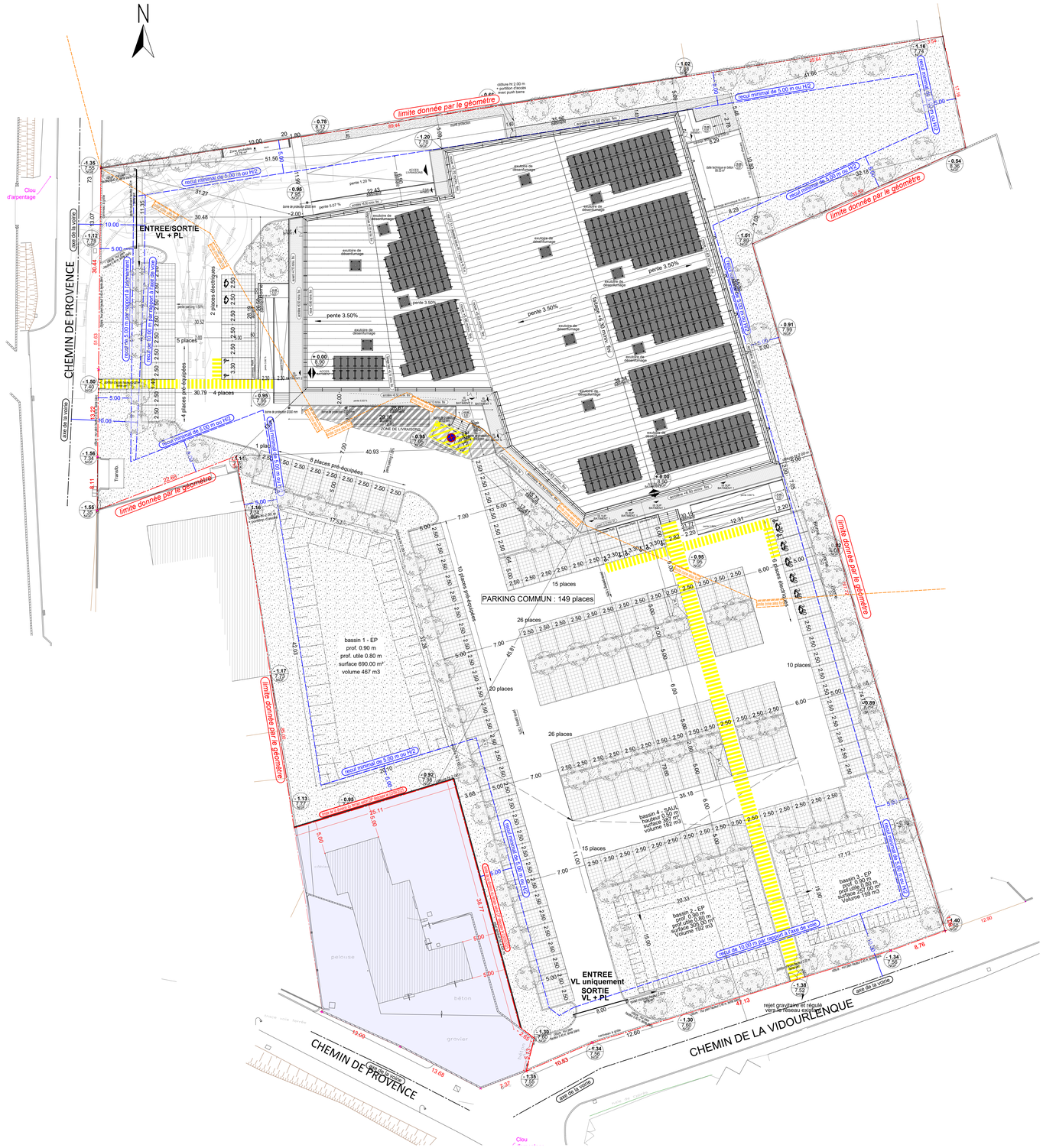
Photo N° 8 Vue du fossé le long du chemin de Provence

ANNEXE 3: DOCUMENTS

1. TOPOGRAPHIE ÉTAT INITIAL


CC-180
CAMARGUE
CC-216
Espace La Liquine
CC-39
Département de l'Hérault
CC-41
Les Copropriétaires
CC-134
La Provence
CC-135
M. Pascal ROSSIGNOL
CC-201
M. Bruno ROSSIGNOL
CC-200
M. Pascal ROSSIGNOL
CC-202
M. Pascal ROSSIGNOL
196
CC-196
Société AMP
SCI A.A.L propriétaire sous compromis
197
CC-197
Société AMP
SCI A.A.L propriétaire sous compromis
195
CC-195
Société AMP
SCI A.A.L propriétaire sous compromis
Zone de stockage
Enrobé
enrobé
béton
gravier
pelouse
Angle muret
Clou d'arpentage
Chemin de Provence
Chemin de la Vidourlenque
Avenue
70
240
72
134
135
201
136
200
202
157
478
76
496
587
46
39
124
32
33
41
118
227
226
224
50
80
303
191
176
40
30.44
51.63
13.32
9.11
3.66
10.83
47.13
12
8.76
12.90
5.54
R.3

2. PLAN MASSE DU PROJET



	Désignations	Surfaces (m²)
	Terrain initial * CC 195 * CC 196 * CC 197	13 703.00 6 000.00 412.00 7 291.00
	Terrain initial (cadastre)	**13 703.00**
	Terrain après division (géomètre) (selon DP déposée le 03/09/2025)	**12 676.00**
	Emprise au sol conservée (transfo)	9.90
	Emprise au sol créées * bâtiment 1 * bâtiment 2 * auvent commun * rampes accès/escaliers/parvis	3 356.67 2 158.95 704.85 124.72 368.15
	Emprise dalle technique (non couverte)	86.40
	Emprise rampe livraisons	252.82
	Emprise zone poubelles	12.78
	Surface de plancher * bâtiment 1 * bâtiment 2	2 789.40 2 104.83 684.57
	Parking total	4 602.87
	Voirie globale (en enrobé)	2 720.37
	Stationnement standard (en pavés drainants) 119 unités	1 503.50
	Stationnement "électrique" (en pavés drainants) 8 unités	104.00
	Stationnement "pré-équipé" (en pavés drainants) 22 unités	275.00
	Chemin piéton (grave compactée)	112.00
	Espaces verts	4 249.57
	Arbres	92 unités
	Abris à vélos (3)	37.50

PARKING : 149 places

N° DE DOSSIER
25 34 006

PERMIS DE CONSTRUIRE

Référence du terrain
Cadastre section : CC
Parcelles : 195p/196/197
Surface totale du terrain : 12 676.00 m²

Projet : CREATION DE DEUX BATIMENTS POUR ACTIVITES DE COMMERCE ET DE SERVICES
Adresse : 12 chemin de la Vidourlenque 34 400 LUNEL

	Plan de situation		Vue aérienne
	Plan parcellaire		
X	Projet		
	Plan de bornage		
	Plan topographique		
X	Plan de masse		
	Vue en plan bâtiment		Rez-de-chaussée
	Façades		
	Coupes de principe		
	Profil du terrain		
	Réseaux exterieurs		
	Plantations existantes		
	Plantations projet		

Echelle:
1 / 250°
1cm = 2.50 m

3

Désignation	C.M	Indice	Date
Plan de base	C. GARDE	a	21/10/2025

MAITRE D'OUVRAGE:
SCI AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

ARCHITECTE:
ARCHI 13L
147 avenue de la Somme
Bâtiment POMEROL
33 700 MERIGNAC
Téléphone : 06 62 23 23 18

ANNEXE 4: RÉGLEMENTATION

1. ARRÊTÉ DU 11 SEPTEMBRE 2003 – RUBRIQUE 1.1.1.0

Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Dernière mise à jour des données de ce texte : 01 octobre 2006
NOR : DEVE0320170A

Version en vigueur au 20 novembre 2025

La ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu le code civil, notamment ses articles 552, 641, 642 et 643 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles R. 1321-6 à R. 1321-10 et R. 1322-1 à R. 1322-5 ;

Vu le code minier, notamment ses articles 131 et 132 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être édictées les prescriptions et règles prévues par les articles 8 (3°), 9 (2° et 3°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et de l'article 58 de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration par l'article 10 de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 19 décembre 2001 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 31 janvier 2002 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique de France en date du 9 avril 2002,

Chapitre Ier : Dispositions générales. (Articles 1 à 2)

Article 1

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1, art. 2 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le déclarant d'une opération, non mentionnée à l'article 2 du décret du 2 février 1996 susvisé, soumise à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret du 29 mars 1993 susvisé, relative aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, exécutés en vue de la recherche ou de la surveillance d'eau souterraine ou afin d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres rubriques de la nomenclature précitée et d'autres législations, en particulier celles découlant du code minier.

Article 2

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni à celles éventuellement prises par le préfet en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

En outre, lors de la réalisation des sondage, forage, puits, ouvrage souterrain, dans leur mode d'exécution ou d'exploitation, dans l'exercice d'activités rattachées, le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature susvisée sans avoir fait, au préalable, la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation.

Chapitre II : Dispositions techniques spécifiques (Articles 3 à 13)

Section 1 : Conditions d'implantation. (Articles 3 à 4)

Article 3

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de prévenir toute surexploitation ou modification significative du niveau ou de l'écoulement de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages légalement exploités ainsi que tout risque de pollution par migration des pollutions de surface ou souterraines ou mélange des différents niveaux aquifères.

Pour le choix du site et des conditions d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains, le déclarant prend en compte les orientations, les restrictions ou interdictions applicables à la zone concernée, en particulier dans les zones d'expansion des crues et les zones où existent :

- un schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;

- un plan de prévention des risques naturels ;

- un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

- un périmètre de protection des sources d'eau minérale naturelle ;

- un périmètre de protection des stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques.

Il prend également en compte les informations figurant dans les inventaires départementaux des anciens sites industriels et activités de services lorsqu'ils existent.

Article 4

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Aucun sondage, forage, puits, ouvrage souterrain, ne peut être effectué à proximité d'une installation susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.

En particulier, ils ne peuvent être situés à moins de :

200 mètres des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;

35 mètres des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;

35 mètres des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux sondages, forages, puits, ouvrages souterrains destinés à effectuer des prélèvements d'eau dans le cadre de la surveillance ou de la dépollution des eaux souterraines, des sols et sites pollués ou des activités susceptibles de générer une pollution des sols et eaux souterraines.

En outre, les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains destinés à effectuer des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères ne peuvent être situés à :

- moins de 35 mètres des bâtiments d'élevage et de leurs annexes : installations de stockage et de traitement des effluents (fosse à purin ou à lisier, fumières ...), des aires d'ensilage, des circuits d'écoulement des eaux issus des bâtiments d'élevage, des enclos et des volières où la densité est supérieure à 0,75 animal équivalent par mètre carré ;

- moins de 50 mètres des parcelles potentiellement concernées par l'épandage des déjections animales et effluents d'élevage issus des installations classées ;

- moins de 35 mètres si la pente du terrain est inférieure à 7 % ou moins de 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 % des parcelles concernées par les épandages de boues issues des stations de traitement des eaux usées urbaines ou industrielles et des épandages de déchets issus d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Les distances mentionnées ci-dessus peuvent être réduites, sous réserve que les technologies utilisées ou les mesures de réalisation mises en oeuvre procurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Section 2 : Conditions de réalisation et d'équipement. (Articles 5 à 10)

Article 5

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1, art. 3 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Au moins un mois avant le début des travaux, le déclarant communique au préfet par courrier, en double exemplaire, les éléments suivants, s'ils n'ont pas été fournis au moment du dépôt du dossier de déclaration :

- les dates de début et fin du chantier, le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux de sondages, forages, puits, ouvrages souterrains et, sommairement, les différentes phases prévues dans le déroulement de ces travaux ;

- les références cadastrales des parcelles concernées par les travaux, les côtes précises entre lesquelles seront faites les recherches d'eau souterraine, les dispositions et techniques prévues pour réaliser et, selon les cas, équiper ou combler les sondages, forages et ouvrages souterrains ;

- les modalités envisagées pour les essais de pompage, notamment les durées, les débits prévus et les modalités de rejet des eaux pompées, et la localisation précise des piézomètres ou ouvrages voisins qui seront suivis pendant la durée des essais conformément à l'article 9 ;

- pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou susceptibles d'intercepter plusieurs aquifères, les modalités de comblement envisagées dès lors qu'ils ne seraient pas conservés.

Article 6

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

L'organisation du chantier prend en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains. Les accès et stationnements des véhicules, les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.

En vue de prévenir les risques pour l'environnement et notamment celui de pollution des eaux souterraines ou superficielles, le déclarant prend toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains puis lors de leur exploitation par prélèvement d'eaux souterraines, notamment dans les cas suivants :

- à proximité des installations d'assainissement collectif et non collectif ;

- dans les zones humides ;

- dans les zones karstiques et les roches très solubles (sels, gypse,...) ;

- en bordure du littoral marin ou à proximité des eaux salées ;

- à proximité des ouvrages souterrains et sur les tracés des infrastructures souterraines (câbles, canalisations, tunnels ...) ;

- à proximité des digues et barrages ;

- dans les anciennes carrières ou mines à ciel ouvert remblayées et au droit des anciennes carrières et mines souterraines ;

- à proximité des anciennes décharges et autres sites ou sols pollués ;

- dans les zones à risques de mouvement de terrain et dans les zones volcaniques à proximité des circulations d'eau ou de gaz exceptionnellement chauds ou chargés en éléments.

Article 7

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en oeuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Les injections de boue de forage, le développement de l'ouvrage, par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, obturations et autres opérations dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains doivent être effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, le déclarant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage et des boues et des eaux extraites des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains pendant le chantier et les essais de pompage. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité des milieux récepteurs.

Le déclarant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, le déclarant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Article 8

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m2 au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.

Article 9

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Lorsque le sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain est réalisé en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines, le déclarant s'assure des capacités de production de l'ouvrage par l'exécution d'un pompage d'essai. Lorsque le débit du prélèvement envisagé est supérieur à 80 m3/h, le pompage d'essai est constitué au minimum d'un pompage de courte durée comportant trois paliers de débits croissants et d'un pompage de longue durée à un débit supérieur ou égal au débit définitif de prélèvement envisagé. La durée du pompage de longue durée ne doit pas être inférieure à 12 heures.

Le pompage d'essai doit également permettre de préciser l'influence du prélèvement sur les ouvrages voisins, et au minimum sur ceux de production d'eau destinée à la consommation humaine et ceux légalement exploités situés dans un rayon de 500 m autour du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain où il est effectué. Lorsque le débit du prélèvement définitif envisagé est supérieur à 80 m3/h, le déclarant suit l'influence des essais de pompage dans des forages, puits ou piézomètres situés dans un rayon de 500 m autour du sondage, forage, puits, ouvrage en cours d'essai, en au moins trois points et sous réserve de leur

existence et de l'accord des propriétaires. Ce suivi peut être remplacé par le calcul théorique du rayon d'influence du prélèvement envisagé, lorsque la connaissance des caractéristiques et du fonctionnement hydrogéologique de la nappe est suffisante pour permettre au déclarant d'effectuer ce calcul.

Article 10

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;

- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m3/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;

- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ;

- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ;

- le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ;

- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.

Lorsque l'eau dont le prélèvement est envisagé est destinée à la consommation humaine, seules sont à fournir au titre du présent arrêté les informations relatives aux sondages de reconnaissance préalable, les prescriptions relatives à l'exécution et à l'équipement de l'ouvrage définitif étant fixées par l'arrêté individuel d'autorisation de prélèvement.

Section 3 : Conditions de surveillance et d'abandon. (Articles 11 à 13)

Article 11

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages ...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CDH, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.

Article 12

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain :

- pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;

- ou qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines ;

- ou pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.

Article 13

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains qui ont été réalisés dans le cadre des travaux visés à l'article 7 et qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement permanent ou temporaire dans ces eaux, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.

Chapitre III : Dispositions diverses. (Articles 14 à 16)

Article 14

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Article 15

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Si, au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions du présent arrêté, il en fait la demande au préfet, qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du décret du 29 mars 1993 susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Lorsque les travaux sont effectués en vue d'un prélèvement dans les eaux souterraines destiné à l'alimentation en eau des populations ou à l'exploitation d'une source minérale naturelle, les prescriptions du présent arrêté sont intégrées dans l'arrêté d'autorisation correspondant pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions spécifiques qui réglementent les prélèvements en vue de ces usages.

Article 16

Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les dispositions du présent arrêté ne sont applicables qu'aux opérations soumises à déclaration dont le dépôt du dossier complet de déclaration correspondant interviendra plus de douze mois après sa date de publication.

Article 17

Le directeur de l'eau et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

La ministre de l'écologie

et du développement durable,

Roselyne Bachelot-Narquin

Le ministre de la santé, de la famille

et des personnes handicapées,

Jean-François Mattei

2. SDAGE RM 2022-2027

Littoral sableux - CO_17_91

Pression dont l'impact est à réduire significativement		Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
IND0501	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions essentiellement liées aux industries portuaires et activités nautiques	SUB DSF
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	SUB DSF

Or - CO_17_11

Pression dont l'impact est à réduire significativement		Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE ZPN
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE ZPN
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE ZPN
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE ZPN
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0302	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPN
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	BE ZPN
DNO3	Pression traitée par la mise en œuvre de la Directive nitrates (mesure non territorialisée)	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPN SUB
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	BE ZPN SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE ZPN SUB
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE ZPN SUB
Altération de la morphologie		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
Pollutions par les nutriments urbains, industriels et canaux		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
ASS0801	Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif	BE
Pollutions diffuses par les nutriments (ruissellement agricole et urbain, stock sédimentaire)		
AGR0202	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPN
MIA0502	Mettre en oeuvre des opérations d'entretien ou de restauration écologique d'une eau de transition (lagune ou estuaire)	BE ZPN
MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	BE ZPN
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN
Altération de l'hydromorphologie		
MIA0502	Mettre en oeuvre des opérations d'entretien ou de restauration écologique d'une eau de transition (lagune ou estuaire)	BE ZPN
MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	BE ZPN
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN

10 - Côtiers Languedoc Roussillon

Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières - FRDG101

Pression dont l'impact est à réduire significativement			Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments agricoles			
AGR0202	(PR)	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC
AGR0302	_	"Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation; au-delà des exigences de la Directive nitrates"	BE ZPC
AGR0401	(PR)	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPC
AGR0503	(PR)	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC	BE ZPC
AGR0801	_	Réduire les pollutions ponctuelles par les fertilisants au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC
DNO3	_	Pression traitée par la mise en œuvre de la Directive nitrates (mesure non territorialisée)	BE
Pollutions par les pesticides			
AGR0202	_	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC SUB
AGR0303	_	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPC SUB
AGR0401	_	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPC SUB
AGR0503	_	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC	BE ZPC SUB
AGR0802	_	Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles	BE ZPC SUB

Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète - FRDG102

Pression dont l'impact est à réduire significativement			Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments agricoles			
AGR0202	_	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC
AGR0302	_	"Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation; au-delà des exigences de la Directive nitrates"	BE ZPC
AGR0401	_	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPC
AGR0503	_	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC	BE ZPC
AGR0801	_	Réduire les pollutions ponctuelles par les fertilisants au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC
DNO3	_	Pression traitée par la mise en œuvre de la Directive nitrates (mesure non territorialisée)	BE
Pollutions par les pesticides			
AGR0202	(PR)	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	BE ZPC SUB
AGR0303	_	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPC SUB
AGR0401	_	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPC SUB
AGR0503	(PR)	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC	BE ZPC SUB

Alluvions Aude basse vallée - FRDG368

Pression dont l'impact est à réduire significativement			Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les pesticides			
AGR0303	_	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	ZPC SUB
AGR0401	_	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	ZPC SUB
AGR0503	_	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC	ZPC SUB
AGR0802	_	Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles	ZPC SUB

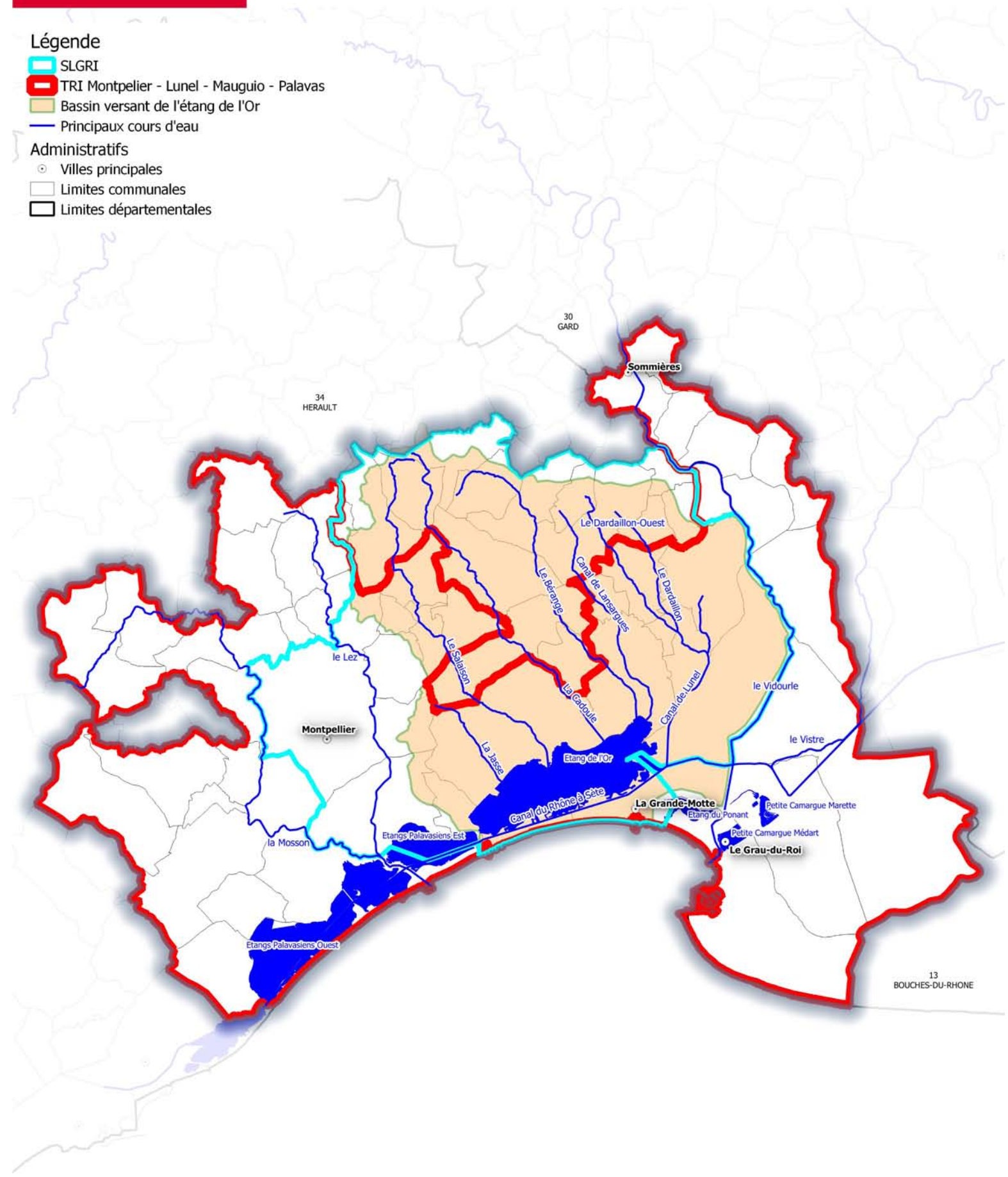
Pression dont l'impact est à réduire significativement			Objectifs environnementaux visés
Prélèvements d'eau			
RES0202	_	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES1001	_	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	BE

			Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de la masse d'eau	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Raison(s)	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
10 - Côtiers Languedoc Roussillon										
FRDG101	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			OMS	2027	FT	Nitrates, Déisopropyl-déséthyl-atrazine
FRDG102	Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			OMS	2027	FT	Déisopropyl-déséthyl-atrazine, Nitrates, Somme des pesticides totaux
FRDG106	Calcaires cambriens de la région viganaise	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG109	Calcaires de la Clape	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG110	Calcaires éocènes du massif de l'Alaric	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG113	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpellieraines - système du Lez	Eau souterraine affleurante	Bon état	2027	FT		Bon état	2015		
FRDG115	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpellieraines (W faille de Corconne)	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG117	Calcaires du crétacé supérieur des garrigues nîmoises et extension sous couverture	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG125	Calcaires et marnes causses et avant-causses du Larzac sud, Campestre, Blandas, Séranne, Escandorgue, BV Hérault et Orb	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG126	Calcaires primaires du Synclinal de Villefranche et Fontrabiouse	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG128	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard BV du Gardon	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG132	Dolomies et calcaires jurassiques du fossé de Bédarieux	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG155	Calcaires jurassico-crétacés des Corbières (karst des Corbières d'Opoul et structure du Bas Agly)	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2021		

3. PGRI RM 2022-2027

PGRI 2022-2027

Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI)
Bassin de l'étang de l'Or



Source :
IGN Protocole IGN/MEDDTL,
DREAL Auvergne - Rhône-Alpes
Réalisation : DREAL ARA-CIDDAE- Pôle SIG - 29 juin 2020

2 - Objectif pour la stratégie locale

GRAND OBJECTIF 1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation

1.1 Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations

1.1.1 Intégrer la problématique des risques naturels dans les politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Intégrer les objectifs de la SLGRI dans l'élaboration des futurs documents d'urbanisme (SCoT et PLU) et inciter les aménageurs du territoire à développer des stratégies de prévention des risques dans l'élaboration de leurs projets
1.1.2 Réviser les PPRI des communes littorales en vue d'intégrer les risques de submersion marine et d'érosion du trait de côte (PPRL) et engager une convergence des règlements des PPRI de l'ensemble du territoire
1.1.3 Faire émerger une culture commune sur le territoire dans le domaine de la gestion des eaux pluviales et du ruissellement, afin de sensibiliser l'ensemble des maîtres d'ouvrages à l'importance de la prise en compte d'une réflexion à une échelle adaptée (bassin versant, projet de territoire, commune…) permettant une gestion durable du risque d'inondation par ruissellement

1.2 Connaissance et réduction de la vulnérabilité du territoire

1.2.1 Poursuivre le développement de la connaissance de la vulnérabilité
1.2.2 Mettre en œuvre des opérations programmées de réduction de la vulnérabilité
1.2.3 Concernant l'activité touristique en bord de mer, engager une réflexion sur l'adaptation du territoire aux risques littoraux

GRAND OBJECTIF 2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

2.1 Préserver les capacités d'écoulement

2.1.1 Évaluer les nouvelles capacités d'expansion de crues éventuellement mobilisables
2.1.2 Favoriser des actions de restauration du fonctionnement morphologique des cours d'eau
2.1.3 Veiller au développement des approches intégrées associant la gestion et la préservation des milieux aquatiques à la prévention du risque (permettre le ralentissement dynamique des crues par la reconquête de champs d'expansion de crues et la reconnexion d'annexes hydrauliques)

2.2 Prendre en compte l'érosion côtière du littoral : objectif décliné dans le socle commun

2.2.1 Poursuivre la réduction de la vulnérabilité du littoral tout en assurant une meilleure fréquentation du site et le recul d'enjeux littoraux qui impactent le bon développement du dispositif de protection dunaire
2.2.2 Favoriser l'émergence d'une maîtrise d'ouvrage globale pour la gestion du trait de côte qui s'accompagnera d'une réflexion sur l'échelle pertinente d'intervention en matière de risques littoraux

2.3 Assurer la pérennité des ouvrages de protection

2.3.1 Achever le recensement des ouvrages de protection hydraulique actuels et envisager des scénarios d'évolution en vue d'en assurer la sécurisation et la gestion pérenne, tout en favorisant la reconquête des zones d'expansion de crues ou reconnexions hydrauliques
2.3.2 Poursuivre la démarche de sécurisation du système de protection hydraulique actuel, améliorer la connaissance, l'entretien, la gestion en toute circonstance et l'intervention en crue sur les ouvrages de protection (digues notamment) et clarifier leurs statuts juridique et administratif. Cela vise la non aggravation de la sécurité des populations exposées

GRAND OBJECTIF 3 : Améliorer la résilience des territoires exposés

3.1 Agir sur la surveillance et l'alerte

3.1.1 Améliorer la surveillance et la prévision afin d'aider les communes du territoire dans la mise en œuvre opérationnelle de leur PCS

3.2 Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations[7]

3.2.1 Veiller à ce que les documents d'information des populations et d'organisation de la période de crise (DICRIM, Plans Communaux de Sauvegarde) soient mis à jour, diffusés et maintenus actifs
3.2.2 Faire émerger les réflexions et démarches de mutualisation intercommunale

3.3 Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information

3.3.1 Poursuivre sur l'ensemble du territoire la sensibilisation des scolaires, des élus, et du grand public et développer la culture du risque (pose des repères de crues, plan de communication…)

GRAND OBJECTIF 4 : Organiser les acteurs et les compétences

4.1 Favoriser l'émergence d'une gouvernance simplifiée des acteurs à l'échelle du TRI avec pour objectif une SLGRI unique[7 et 8]

4.2 Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques

4.2.1 Assurer, au travers de la SLGRI, une bonne articulation entre le PAPI et les enjeux du contrat de milieu

4.3 Accompagner la mise en place de la compétence « GEMAPI »[7]

4.3.1 Viser à conforter la répartition des compétences sur le territoire tout en veillant à assurer leur mise en œuvre et leur cohérence à la bonne échelle hydrographique

4.4 Sensibiliser les acteurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation

4.4.1 Afin de mieux intégrer la gestion des risques inondation et la gestion des milieux aquatiques à la politique d'aménagement du territoire, poursuivre et renforcer la sensibilisation des élus, des services techniques et des aménageurs du territoire ; informer régulièrement les élus sur leurs droits, devoirs et responsabilités qui leur incombent
4.4.2 Étant donné les enjeux humains et économiques aujourd'hui situés sur le littoral, mettre particulièrement l'accent sur la sensibilisation au risque inondation par submersion marine

GRAND OBJECTIF 5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation

5.1 Développer la connaissance sur les risques d'inondation[7]

5.1.1 Développer la cartographie des zones inondables et des enjeux des cours d'eau du bassin versant non encore cartographiés
5.1.2 Poursuivre le diagnostic de la vulnérabilité du territoire et l'amélioration de la connaissance des impacts des inondations
5.1.3 Améliorer la connaissance des concomitances des phénomènes d'inondations (débordement cours d'eau, ruissellement, débordement étang, submersion marine) sur le territoire

5.2 Améliorer le partage de la connaissance sur la vulnérabilité du territoire actuelle et future[7]

5.2.1 Réaliser, rechercher et mettre en place des lieux de partage de l'information sur les phénomènes d'inondations, les enjeux en zone inondable et leur vulnérabilité
5.2.2 Veiller à ce que la connaissance des risques d'inondation soit construite et partagée entre les différentes parties prenantes

La mise en œuvre opérationnelle de la stratégie locale du bassin de l'Or est assurée notamment par le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du bassin de l'Or 2019-2024.

7 Sous objectif commun aux SLGRI du TRI de Montpellier–Lunel–Mauguio–Palavas et du TRI de Nîmes
8 A court terme dans le nouveau contexte gemapien, il s'agit de conforter la répartition des compétences sur tout le territoire tout en veillant à assurer leur mise en œuvre et leur cohérence à la bonne échelle géographique.

4. PORTER À CONNAISSANCE INONDATION LUNEL

5. Zone Bleue de Précaution : Bu

✔ **Zone bleue de précaution Bu** = zone inondable d'aléa modéré en secteur à enjeux forts (secteurs urbains)

Objectif : *Permettre un développement urbain prenant en compte l'exposition au risque de façon à ne pas augmenter la vulnérabilité.*

ZONE BLEUE DE PRÉCAUTION : BU

Rappel : *La zone bleue de précaution* ***Bu*** *permet la réalisation de travaux et projets nouveaux en secteur urbain, sous réserve de certaines interdictions ou conditions.*

SONT INTERDITS :

- Tous projets de création ou de construction d'établissements à caractère stratégique ou vulnérable ;
- Tous remblais, dépôts ou exhaussements, à l'exception des digues ou ouvrages de protection contre les inondations des lieux densément urbanisés ;
- La création de nouveaux campings, parcs résidentiels de loisirs, aires de camping-cars et aires d'accueil des gens du voyage, ainsi que l'augmentation de la capacité d'accueil et l'extension des campings existants ;
- Tous les travaux et projets nouveaux situés dans la bande de sécurité d'une digue ou d'un ouvrage de protection (100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte à l'amont de l'ouvrage et le terrain naturel immédiatement derrière lui sans être inférieure à 50 mètres comptés à partir du pied de la digue ou de l'ouvrage de protection) et susceptibles d'aggraver le risque.

SONT ADMIS sous réserve de l'application des mesures constructives définies au chapitre 4.5 de la 1ère partie :

- Les projets autorisés dans les dispositions générales (première partie, chapitre 4).
- Les travaux **d'entretien et de gestion courants** (traitements de façades, réfection de toiture, peinture, etc.).
- Les créations **d'ouvertures** au-dessus de la cote de la PHE.
- Les créations **d'ouvertures** en dessous de la cote de la PHE ou de la cote de 2,40 m NGF sous réserve que tous les ouvrants soient équipés de batardeaux.
- Les **piscines** au niveau du terrain naturel, à condition qu'un balisage permanent du bassin soit mis en place afin d'assurer la sécurité des personnes et des services de secours.

Zone Bleue de Précaution : Bu

➢ Les **constructions nouvelles**, les **extensions**, les **changements de destination** ou les **modifications** de bâtiments existants, sans création d'établissements vulnérables ou stratégiques, sous réserve :

- que la surface du 1er plancher aménagé soit calée au minimum à la cote de PHE + 30 cm, avec un minimum de 2,40 m NGF, et que la surface des garages et pièces annexes soit calée au minimum à la cote de PHE, avec un minimum de 2 m NGF ;
- que les bâtiments à usage d'habitation soient réalisés sur vide sanitaire. Les autres types de locaux pourront être réalisés selon d'autres techniques afin de garantir notamment la protection contre les remontées par capillarité.

Cas particuliers des bâtiments d'habitation existants disposant d'un étage accessible :

Leur extension, sans création de nouveau logement, pourra être autorisée au même niveau que le plancher du rez-de-chaussée existant, dans la limite de 20 m² d'emprise au sol, sous réserve que l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE ou la cote de 2,40 m NGF, etc.).

Cas particuliers des rez-de-chaussée existants :

Leur modification et/ou changement de destination seront autorisés sans rehausse du plancher à condition :

- que ce rez-de-chaussée ne soit pas destiné à accueillir un nouvel usage de logement, d'hébergement hôtelier ou touristique, ou d'établissements stratégiques ou vulnérables ;
- que la hauteur restante sous plafond, si le plancher était rehaussé selon les règles générales, soit inférieure à 2 m ;
- que des mesures permettant de diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même soient prises (pose de batardeaux, etc.) ;
- que les biens puissent être mis en sécurité (mise hors d'eau des marchandises ou des biens à l'intérieur, etc.) ;
- que les personnes ne soient pas mises en danger (fermeture en cas d'alerte aux crues, etc.).

➢ Les modifications ou les extensions, au sol ou à l'étage, des bâtiments des **établissements vulnérables ou stratégiques**, dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâti existant, sous réserve :

- que la surface du 1er plancher aménagé soit calée sur vide sanitaire à la cote minimum PHE + 30 cm, avec un minimum de 2,40 m NGF, et que celle des garages et des pièces annexes soit calée au minimum à la cote de PHE, avec un minimum de 2,00 m NGF.
- que les extensions s'accompagnent de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE, etc.).

➢ Tous travaux **d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air** sans création de remblais, sous

réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des eaux et qu'ils soient situés en dehors de la bande de sécurité d'une digue ou d'un ouvrage de protection (100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte à l'amont de l'ouvrage et le terrain naturel immédiatement derrière lui, sans être inférieure à 50 mètres).

- Les **parcs collectifs de stationnement de véhicules** (publics ou sous la gestion d'une personne morale), ni couverts, ni fermés et réalisés au niveau du terrain naturel, sous réserve qu'ils soient signalés comme étant inondables et que leur évacuation soit organisée à partir d'un dispositif de prévision des crues ou d'alerte prévu au PCS, sans création de remblais et sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues.
- La création ou la modification de **clôtures** et de murs ne constituant pas un obstacle majeur à l'écoulement des eaux. Pour cela, au moins 30% de leur surface située entre le sol et la cote de la PHE, avec un minimum de 2,40 m NGF, devra être laissée transparente aux écoulements, sous forme de barbacanes, portails ajourés, grillages à mailles larges, etc.
- La réalisation de **réseaux secs enterrés** nouveaux sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues et de l'obturation des gaines.
- La réalisation de **réseaux humides nouveaux (eau potable**) sous réserve qu'ils soient étanches et munis de clapets anti-retour.
- La réalisation de **réseaux humides nouveaux (assainissement)** sous réserve qu'ils se prémunissent des entrées d'eau parasites et qu'ils soient munis de clapets anti-retour. Les bouches d'égouts doivent être verrouillées

3. Zones Rouges Naturelles et Urbaines : Rn, Ru

- ✔ **Zone Rouge de danger Ru** = zone inondable d'aléa fort en secteur à forts enjeux (secteur urbanisé)
- ✔ **Zone Rouge de danger Rn** = zone inondable d'aléa fort et/ou zone d'érosion en secteur à enjeu modéré (secteur non urbanisé)

Objectif : *Ne pas accroître la population, le bâti et les risques dans ces zones de danger, en permettant seulement une évolution minimale du bâti en zone urbaine pour favoriser la continuité de vie et le renouvellement urbain.*

3. Zones Rouges Naturelles et Urbaines : Rn, Ru

Rappel : *Les zones rouges en secteur naturel **Rn** et urbain **Ru** ont pour principe l'interdiction de toute construction nouvelle, y compris l'interdiction d'établir de nouveaux campings, parcs résidentiels de loisirs et d'aires de camping-cars, ou d'augmenter la capacité d'accueil de campings, PRL pour aires de camping-cars existants, l'interdiction d'augmenter la vulnérabilité du bâti existant et l'interdiction de tous remblais, dépôts ou exhaussements.*

SONT INTERDITS :

- Tous les travaux et projets nouveaux, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés au paragraphe ci-dessous (intitulé "SONT ADMIS") et à l'exception de ceux autorisés dans les dispositions générales (première partie, chapitre 4).

SONT ADMIS sous réserve de l'application des mesures constructives définies au chapitre 4.5 de la 1ère partie :

- Les travaux **d'entretien et de gestion courants** (traitements de façades, réfection de toiture, peinture, etc.) ;
- Les créations **d'ouvertures** au-dessus de la cote de la PHE ;
- Les créations **d'ouvertures** en dessous de la cote de la PHE ou de la cote de 2,40 m NGF sous réserve que tous les ouvrants soient équipés de batardeaux ;
- Les **piscines** au niveau du terrain naturel, à condition qu'un balisage permanent du bassin soit mis en place afin d'assurer la sécurité des personnes et des services de secours ;
- Les équipements de plage : postes de secours et sanitaires, mobilier urbain ;
- Les aménagements dans le cadre d'une concession sur le domaine public maritime.

- Les **modifications** de constructions existantes et/ou leur **changement de destination**, sous réserve :
  - de ne pas créer de logements supplémentaires ou d'établissements stratégique ou vulnérable ;
  - que la surface du 1er plancher aménagé soit calée à la cote minimum PHE + 30 cm, avec un minimum de 2,40 m NGF, et que celle du garage et pièces annexes soit calée au minimum à la cote de PHE, avec un minimum de 2 m NGF ;
  - en zone **Rn** uniquement, de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes et d'améliorer la sécurité des personnes ;

3. Zones Rouges Naturelles et Urbaines : Rn, Ru

Ces règles restent valables dans le cas d'une **reconstruction**, sur une même propriété, y compris par exception dans une autre zone réglementaire, sous réserve :

- que la démolition soit concomitante avec la demande de permis de construire ;
- que la construction ne soit pas située dans la bande de sécurité d'une digue ou d'un ouvrage de protection (100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte à l'amont de l'ouvrage et le terrain naturel immédiatement derrière lui, sans être inférieure à 50 mètres) ;
- que les bâtiments à usage d'habitation soient réalisés sur vide sanitaire. Les autres types de locaux pourront être réalisés selon d'autres techniques afin de garantir notamment la protection contre les remontées par capillarité ;
- de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes et d'améliorer la sécurité des personnes ; la construction ne sera pas implantée dans un secteur exposé à un aléa plus fort. En particulier, la reconstruction sera interdite dans les zones Rd et Rs, et les hauteurs d'eau ne devront pas être supérieures à celles calculées au droit de la construction initiale démolie ;
- que la reconstruction ne soit pas consécutive à un sinistre lié à une inondation.

Cas particuliers des rez-de-chaussée en zone Ru :

Leur modification et/ou changement de destination seront autorisés sans rehausse du plancher à condition :

- qu'il ne soit pas destiné à accueillir un nouvel usage de logement, d'hébergement hôtelier ou touristique, ou d'établissements stratégiques ou vulnérables ;
- que la hauteur restante sous plafond, si le plancher était rehaussé selon les règles générales, soit inférieure à 2 m ;
- que des mesures permettant de diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même soient prises (pose de batardeaux, etc.) ;
- que les biens puissent être mis en sécurité (mise hors d'eau des marchandises ou des biens à l'intérieur, etc.) ;
- que les personnes ne soient pas mises en danger (fermeture en cas d'alerte aux crues, etc.).

➢ Les ***extensions au sol*** des bâtiments d'habitation existants (une seule fois à compter de la date d'application du présent document), sans création de nouveau logement, dans la limite de 20 m² d'emprise au sol et les extensions au sol des bâtiments d'activités, industries, commerces ou agricoles existants (une seule fois à compter de la date d'application du présent règlement) dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâti existant, sous réserve que :

- la surface du 1er plancher aménagé soit calée à la cote minimum PHE + 30 cm, avec un minimum de 2,40 m NGF, et que celle du garage et des pièces annexes soit calée au minimum à la cote de PHE, avec un minimum de 2,00 m NGF.

• que les bâtiments à usage d'habitation soient réalisés sur vide sanitaire. Les autres types de locaux pourront être réalisés selon d'autres techniques afin de garantir notamment la protection contre les remontées par capillarité.

• que l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE, etc.).

Cas particulier des bâtiments d'habitation existants disposant d'un étage accessible :

Leur extension pourra être autorisée au même niveau que le plancher du rez-de-chaussée existant, dans la limite de 20 m² d'emprise au sol, sous réserve que l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE, etc.).

➢ Les ***extensions à l'étage*** des bâtiments existants, sans création de logement ou en zone Rn d'activité supplémentaire, et sous réserve que :

• l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE, etc.) ;

• l'emprise au sol éventuellement générée soit inférieure à 20 m² pour les bâtiments d'habitation ou 20 % de l'emprise au sol pour les bâtiments d'activités, industries, commerces ou agricoles.

➢ Les modifications ou les extensions, au sol ou à l'étage, des bâtiments des **établissements vulnérables ou stratégiques**, dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâti existant, sous réserve :

• que la surface du 1er plancher aménagé soit calée sur vide sanitaire à la cote minimum PHE + 30 cm, avec un minimum de 2,40 m NGF, et que celle des garages et des pièces annexes soit calée au minimum à la cote de PHE, avec un minimum de 2,00 m NGF.

• que les extensions s'accompagnent de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même (pose de batardeaux à chaque ouvrant situé sous la PHE, etc.).

➢ Les ***parcs collectifs de stationnement*** de véhicules (publics ou sous la gestion d'une personne morale), ni couverts, ni fermés et réalisés au niveau du terrain naturel, sous réserve qu'ils soient signalés comme étant inondables et que leur évacuation soit organisée à partir d'un dispositif de prévision des crues ou d'alerte prévu au PCS, sans création de remblais et sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues.

3. Zones Rouges Naturelles et Urbaines : Rn, Ru

- Tous travaux d'***aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs*** de plein air sans création de remblais, sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des eaux et qu'ils soient situés en dehors de la bande de sécurité d'une digue ou d'un ouvrage de protection (100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte à l'amont de l'ouvrage et le terrain naturel immédiatement derrière lui, sans être inférieure à 50 mètres). Est autorisée la création de surface de plancher dans la limite de 20 m² pour un unique local lié à ces aménagements sportifs, équipements légers d'animation et de loisirs de plein air, non habité à usage de sanitaires, vestiaires, local à matériels, sous réserve que la surface des planchers soit calée sur vide sanitaire à la cote PHE + 30 cm avec un minimum de 2,40 m NGF et que les conséquences de ces aménagements sur l'écoulement des eaux soient négligeables.
- En zone **Ru** uniquement, la création ou modification de **clôtures** et de murs excédant 20 cm de haut à condition de ne pas constituer un obstacle majeur à l'écoulement des eaux. Pour cela, au moins 30 % de leur surface située entre le sol et la cote de la PHE, avec un minimum de 2,40 m NGF, devra être laissée transparente aux écoulements, sous forme de barbacanes, portails ajourés, grillages à mailles larges, etc.
- En zone **Rn** uniquement, la création ou modification de **clôtures** et de murs dans la mesure où ils permettent une transparence à l'écoulement (grillages à mailles larges, c'est-à-dire dont le plus petit côté est supérieur à 5 cm, sur un mur bahut de 20 cm de haut maximum).
- La ***réalisation de réseaux secs*** enterrés nouveaux sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues et sous réserve de l'obturation des gaines.
- La ***réalisation de réseaux humides nouveaux (eau potable)*** sous réserve qu'ils soient étanches et munis de clapets anti-retour.
- La ***réalisation de réseaux humides nouveaux (assainissement)*** sous réserve qu'ils se prémunissent des entrées d'eau parasites et qu'ils soient munis de clapets anti-retour. Les bouches d'égouts doivent être verrouillées.

5. ATLAS DES ZONES INONDABLES

INGESURF
INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE ENVIRONNEMENT

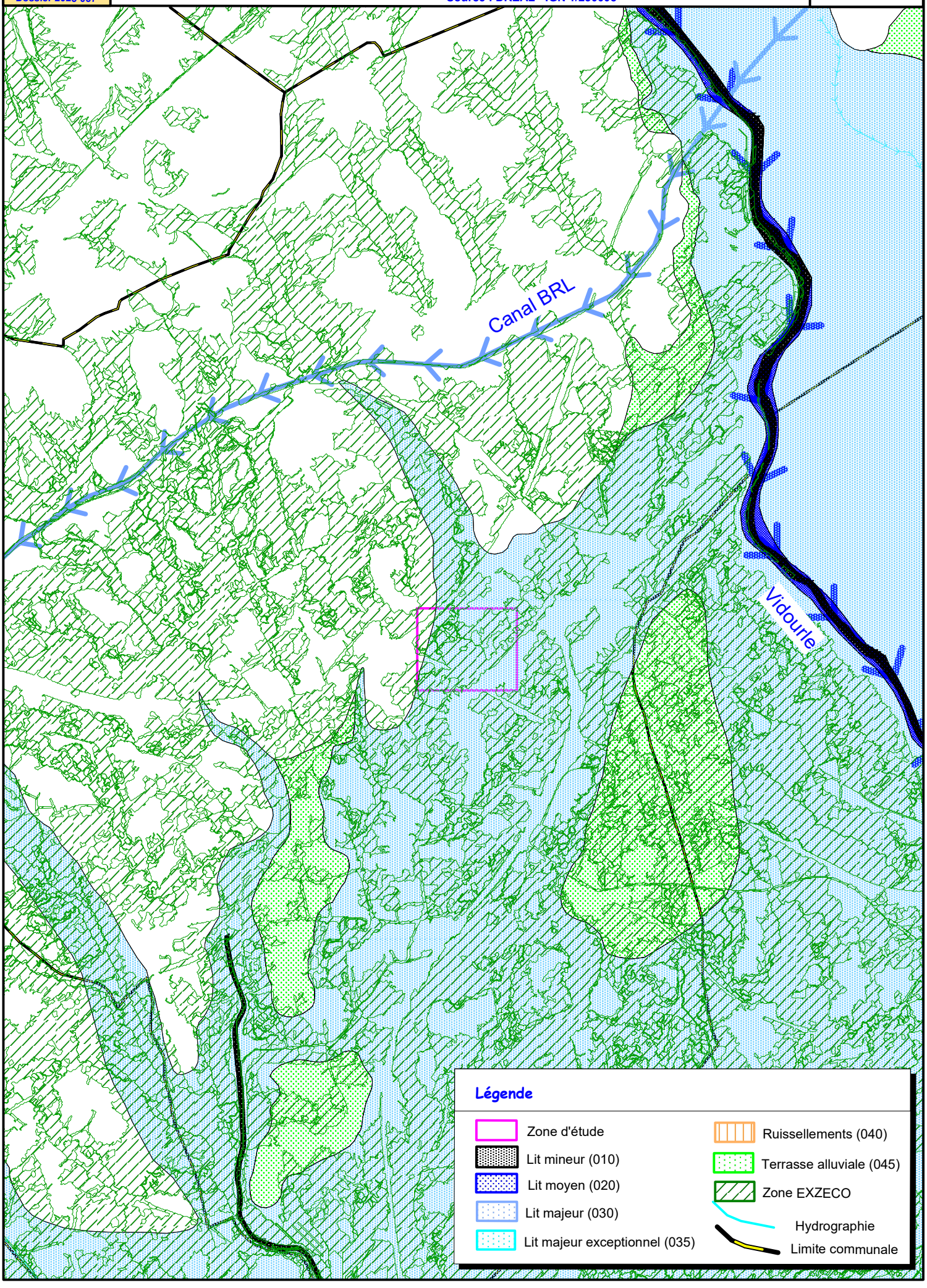
Dossier 2025-057

Porter à connaissance - AZi - Exzeco

Echelle : 1 / 25 000e

Source : DREAL - IGN 1/25000e

A41



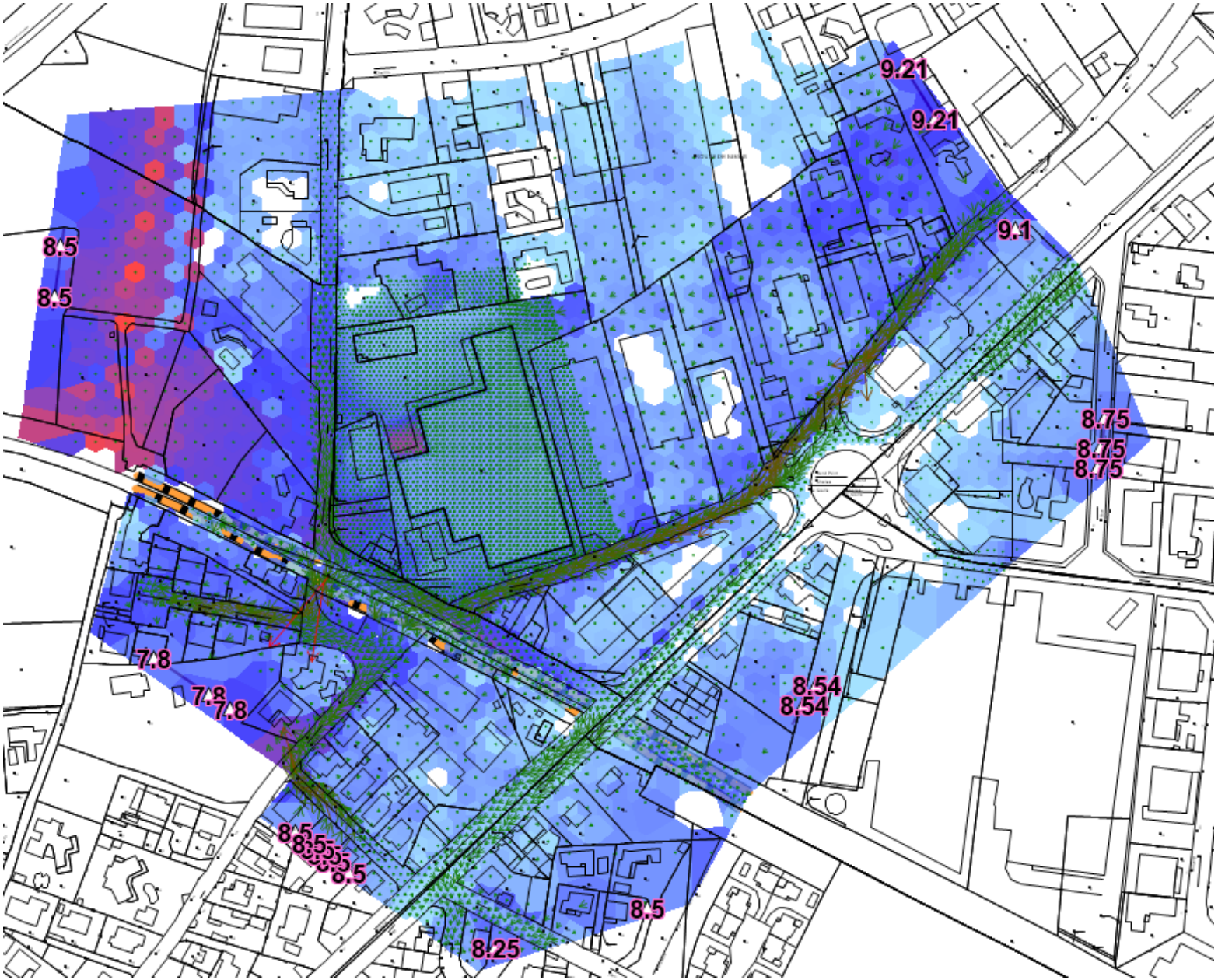
ANNEXE 5: CALCULS ET DÉTAILS DES AMÉNAGEMENTS

1. CONFIGURATION ACTUELLE

Analyse topographique : Terrain MNT IGN sous la cote 8.55 m NGF



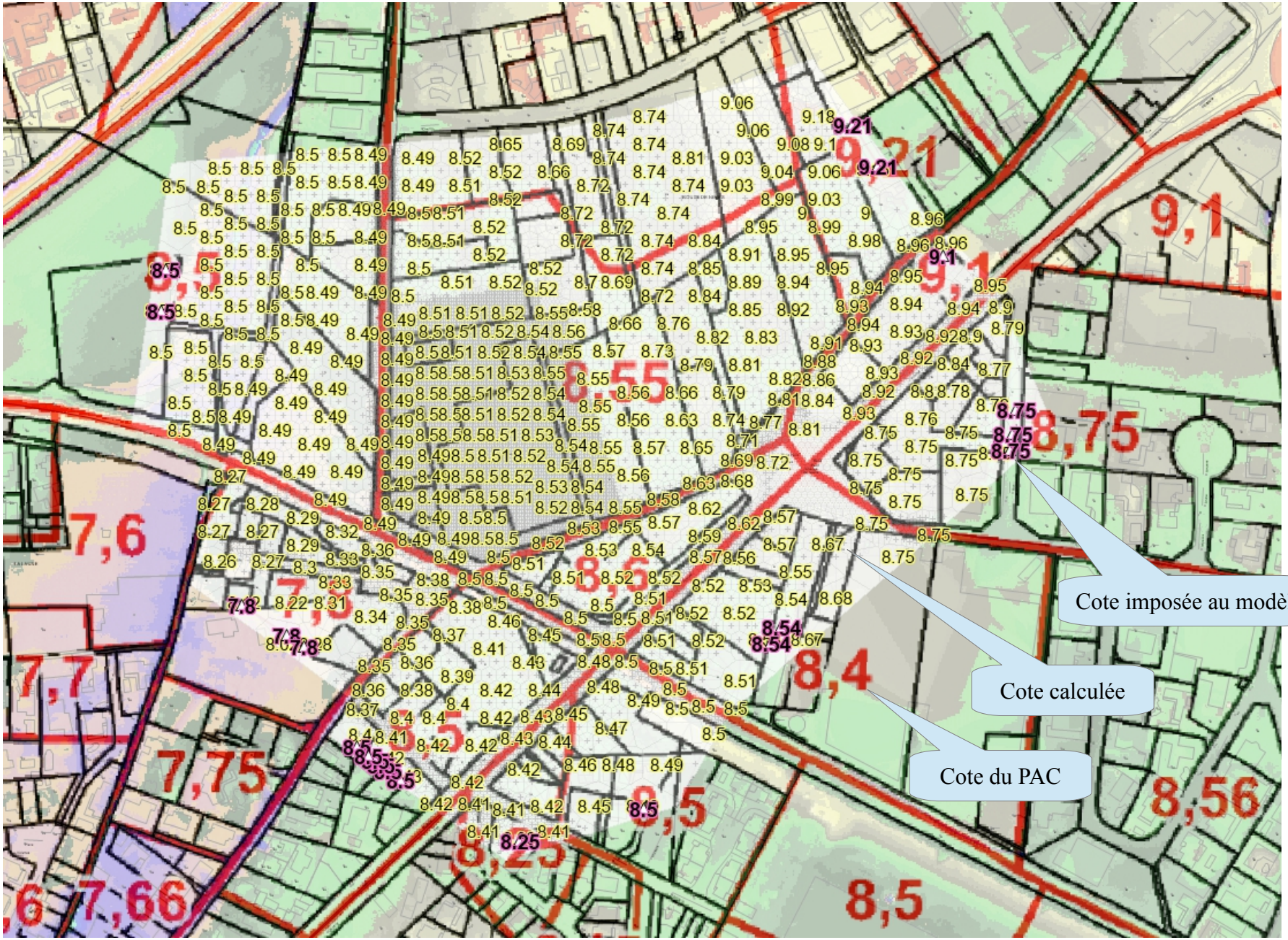
Résultats bruts – état initial



Vecteurs vitesse – état intial

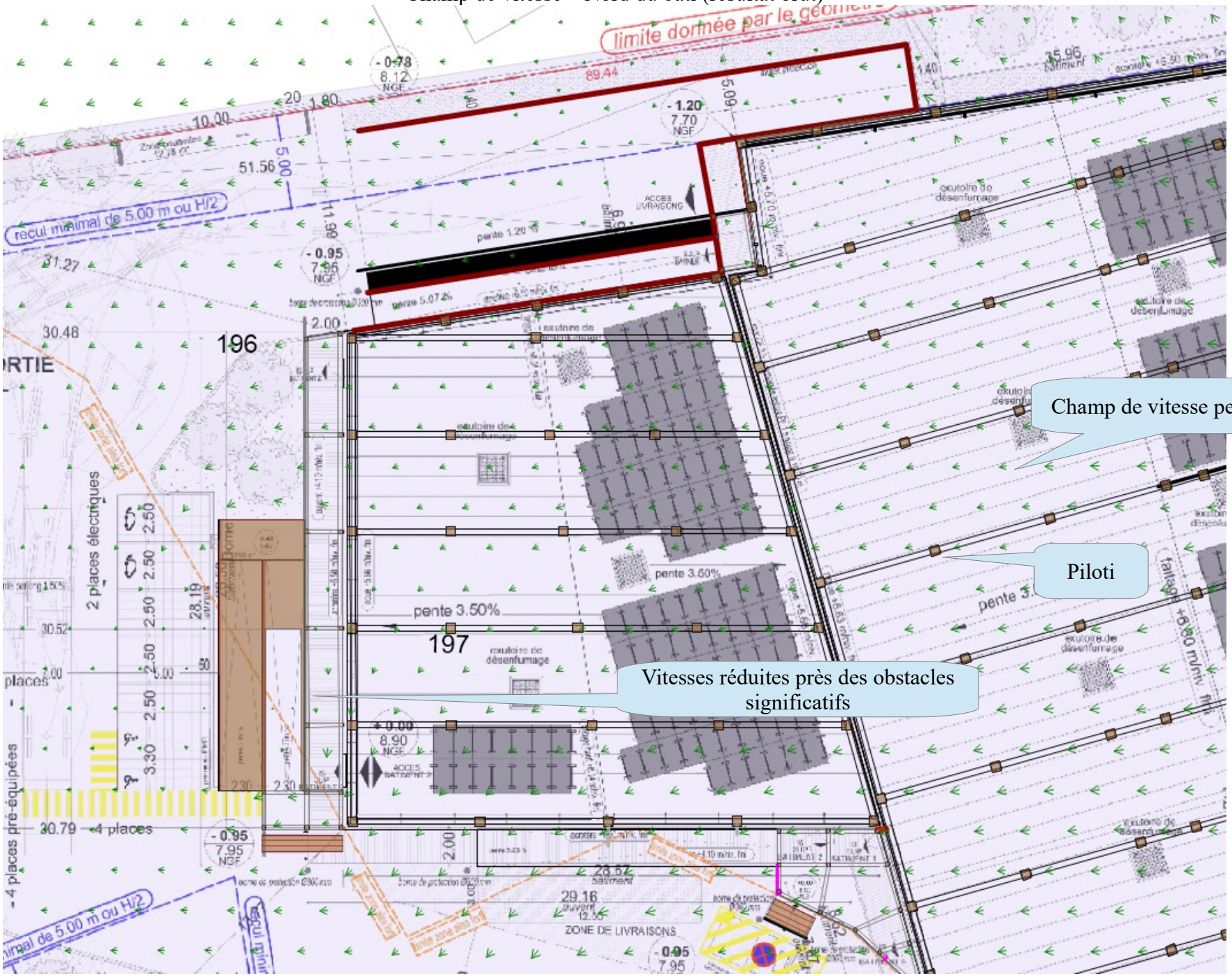


Cotes modélisées – comparaison avec le PAC – état initial



2. CONFIGURATION FUTURE

Champ de vitesse – Nord du bâti (résultat brut)



Champ de vitesses - Sud du bâti projeté





INGÉSURF
Le Rio
4, Plan Nega Cat
34 970 LATTES

Tel : 09 52 52 55 70
Port : 06 20 68 43 68 / 06 21 96 25 48

Dossier cas par cas

Annexe 9 : Plans paysager et essences végétales



2 - VUE AERIENNE

ARCHI 13L

Insertion aérienne depuis l'Ouest sur le chemin de Provence - PROJET
Le 21/10/2025 - Echelle : SO

12 chemin de la Vidourlenque
34 400 LUNEL

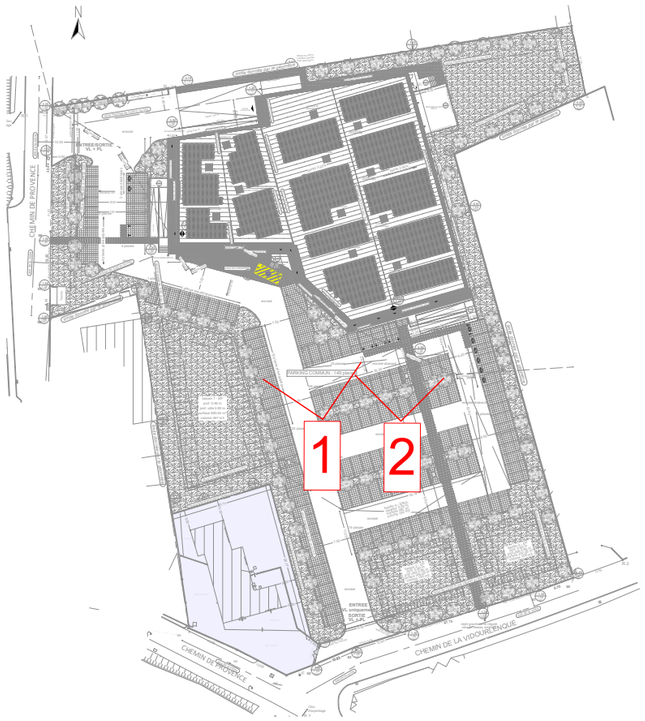


1 - VUE PIETONNE

ARCHI 13L

Insertion piétonne depuis l'angle Sud-Ouest sur le chemin de la Vidourlenque - PROJET
Le 21/10/2025 - Echelle : SO

12 chemin de la Vidourlenque
34 400 LUNEL



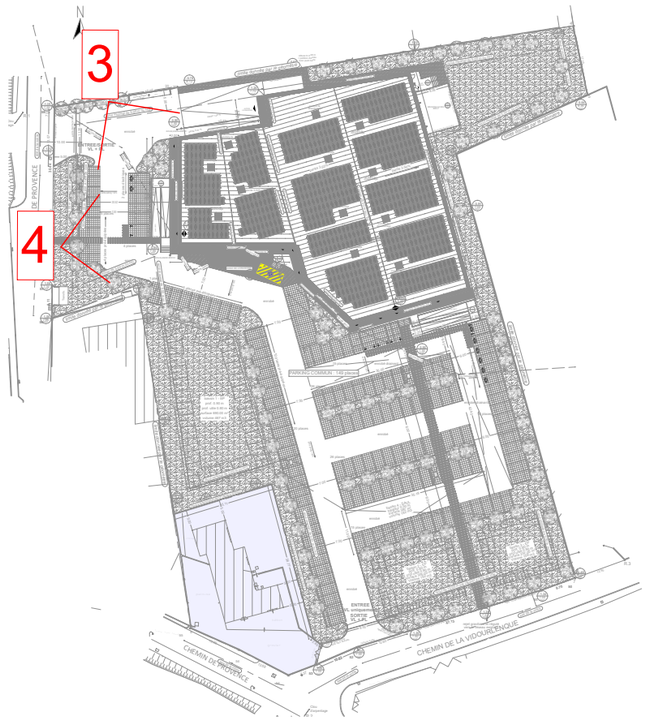




ARCHI 13L

PC6 - Vues piétonnes sur le bâtiment 1 - PROJET
Le 18/12/2025 - Echelle : SO

12 chemin de la Vidourlenque
34 400 LUNEL







ARCHI 13L

PC6 - Vues piétonnes sur le bâtiment 2 - PROJET
Le 18/12/2025 - Echelle : SO

12 chemin de la Vidourlenque
34 400 LUNEL

NOTICE D'INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT PAYSAGER

Maître d'Ouvrage :

SCI AAL
267 chemin de Provence
34 400 LUNEL

Références et description du projet :

Projet : Création de deux bâtiments pour activités de commerce et de services

Adresse du projet : 12 chemin de la Vidourlenque – 34 400 LUNEL

Terrain :	. cadastre section et parcelle :	CC 195/196/197
	. surface cadastrale du terrain initial :	13 703,00 m²
	. surface du géomètre du terrain projeté :	**12 676,00 m²**

Construction :

. Emprise au sol créée du bâtiment	:	3 356,67 m²
. Surface de plancher créée	:	2 789.40 m²
. Nombre de places de stationnement	:	149 places
. Surface des circulations et parking	:	4 602,87 m²
. Hauteur des façades (acrotères)	:	6,50 m / niveau fini 0.00
. Façades :		bardages métalliques et mur rideau
. Couverture :		bac acier + isolation + membrane étanche

Environnement :

La superficie prise en compte par cette demande administrative sera de 12 676,00 m². Ce terrain est actuellement occupé par un entrepôt, un bâtiment de bureaux, des zones de stockages extérieures et un transformateur. Les démolitions ne concerneront pas l'ensemble de ces constructions existantes car en effet, le transformateur situé à l'Ouest sur le chemin de Provence sera conservé dans son état.

Parti architectural :

Les façades principales des établissements recevant du public comprenant les entrées seront orientée au Sud pour le bâtiment 1 et à l'Ouest pour le bâtiment 2. Chaque bâtiment sera accessible par des rampes PMR et des escaliers desservant des parvis en béton d'une hauteur de +0,95 m par rapport au terrain naturel. Ce vide sanitaire en béton sera ajouré au maximum (pilotis) pour permettre l'écoulement de l'eau en cas d'inondation.

Les façades seront essentiellement vitrées sur une hauteur de 3,50 m et comprendront des portes coulissantes automatiques et des portes battantes pour permettre les accès dans chaque local. Un auvent de teinte blanche viendra souligner et protéger du soleil les surfaces intérieures. Les façades visibles depuis les espaces publics (Sud et Ouest) seront en bardage métallique finition « plan » en partie basse et en bardage métallique imitation bois au-dessus de l'auvent. Les deux autres façades (Est et Nord) seront en bardage métallique à nervures verticales toute hauteur.

Une zone de livraisons est prévue sur la façade Nord et des zones techniques seront également implantées au Nord-Est du terrain et à l'avant de la rampe de livraisons.

Des panneaux photovoltaïques seront implantés sur chacune des toitures des bâtiments sur au moins 50% de la surface totale.

Espaces paysagers :

Maîtriser l'image du projet commercial et notamment encadrer la qualité paysagère du site constituent pour le maître d'ouvrage des objectifs nécessaires pour la valorisation du territoire communal.

La structure paysagère existante sur le terrain avant l'opération sera conservée, afin de préserver l'identité paysagère au site en harmonie avec l'identité communale.

Par un aménagement paysager de qualité, respectueux des valeurs constitutives du territoire, l'aménageur s'oppose à une banalisation du paysage.

Conception du projet

- Paysager les zones libres afin de conserver un visuel naturel.
Le parking sera planté d'arbres pour créer des zones ombragées, ainsi qu'un confort visuel aux usagers.

- Adopter une trame paysagère soignée au moyen d'arbres et des haies mellifères pour permettre la cohabitation avec des espèces pollinisatrices, et pour valoriser le front urbain le long des voies publiques et l'architecture du bâtiment.

- Utiliser un vocabulaire paysager présent sur le territoire, et représentatif de la région :

- Prévoir la gestion des aménagements paysagers au moment de la conception pour en faciliter l'entretien en respectant l'environnement.

- Choisir des solutions alternatives, par respect pour l'environnement, notamment en matière de récupération des eaux pluviales.

Palette végétale

Les espèces végétales retenues seront représentatives du paysage de la région et choisies parmi la palette végétale réalisée par le CAUE 34 :

*** Arbres**



*** Arbustes**



*** Vivaces**



Le projet comprendra la plantation de 92 arbres répartis à la fois dans le parking afin de proposer un ombrage naturel et sur la périphérie du terrain.

Espaces libres :

Les espaces non utilisés seront traités en espaces paysagers, en pleine terre et représenteront une surface de 4 249,57 m². Ils seront traités en aménagement paysager végétalisé et plantés d'arbres et de massifs arbustifs.

Clôtures :

Les limites séparatives conserveront leur nature actuelle à savoir des murs bahut ou des grillages.
Des nouvelles clôtures (mur plein de 0,40m) seront implantées le long des deux voies publiques et des portails coulissants et des portillons d'accès piétons viendront sécuriser l'ensemble du projet.

Description des couleurs du projet :

Les deux bâtiments seront composés de matériaux de première qualité :

. vide sanitaire (soubassement à +0,95 m)
poteaux et poutres en béton – teinte gris clair béton naturel

. façades en bardage métallique double peau,
façades Ouest et Sud en hairplan vertical teinte gris RAL 9006 en partie basse et nervuré imitation bois en partie haute,
façades Nord et Est en nervures verticales (trapéza) teinte gris RAL 9006
capotages métalliques teinte gris RAL 9006 sur la façade Est

. éléments structurels constitués en une charpente métallique
teinte blanc pur, RAL 9010

. couverture constituée de bac acier avec isolation et membrane étanche PVC
couverture - teinte gris clair, RAL 7035
panneaux photovoltaïques teinte sombre et non réfléchissants

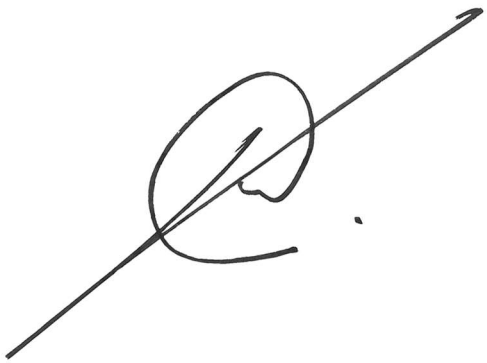
. menuiseries aluminium pour les entrées et métalliques pour les issues de secours
teinte blanc aluminium RAL 9006 avec vitrage clair

. zone technique
bardage acoustique hauteur 3,00m, teinte gris RAL 9006

. abri vélos structure métallique de teinte gris RAL 9006

Date : 21/10/2025
Le Maître d'Œuvre
M. Jean-Christophe LARDEAU

Date : 21/10/2025
Le Maître d'Ouvrage
Mme RUBIO Sonia



Dossier cas par cas

Annexe 10 : Rapports de repérage des matériaux et produits dangereux

ALPES CONTRÔLES
Construction & Exploitation
alpes-controles.fr

Agence Diagnostic Immobilier Méditerranée
2929 Avenue Etienne Mehul
34070 MONTPELLIER
Tel 04 26 52 63 42
dim.mediterranee@alpes-controles.fr

DIM R401/Version 2.0

Références : A14B254U/001-1/PROJET/AMI_DEM/ECO
Date d'édition : 15/07/2025
Contrat N° : A14-B-2025-00MS/0

PRE-RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION D'UN IMMEUBLE BATI

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (voir conclusions).

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission, le donneur d'ordre doit confier à un opérateur de repérage la réalisation des investigations complémentaires rendues nécessaires sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante devenus accessibles au fur et à mesure de la réalisation de l'opération.

DESIGNATION DU BATIMENT

Dénomination du bâtiment : PROJET
Fonction principale du bâtiment : Stockage Logistique
Date du Permis de Construire : Non communiquée

Adresse :
-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence,
34400 LUNEL

Propriété de :
SCI AAL
Type du bâtiment: Autres



CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Date et Lieu d'établissement du rapport :
15/07/2025 à MONTPELLIER

Le diagnostiqueur
Etienne COUDERC

Organisme : **BUREAU ALPES CONTROLES**
N° SIREN/SIRET : **351 812 698/00667**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
I.CERT
Rue de la Terre Victoria
Parc EDONIA - Bâtiment G
35760 Saint-Grégoire

Nom du diagnostiqueur : **COUDERC Etienne**
N° de certification : **CPDI6071**
Date d'obtention : **11/07/2021**

Ce rapport ne doit être reproduit qu'intégralement.
L'obligation est faite au propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage de conservation et de transmission de ce rapport, conformément aux exigences de l'article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

Diffusion :

Mme Sonia RUBIO (SCI AAL) - 267, Chemin de Provence - 34400 LUNEL

SOMMAIRE

A. INFORMATIONS GENERALES 4
B. CONCLUSION 5
C. DESCRIPTION DE LA MISSION 9
ANNEXE - CROQUIS 13
ANNEXE - PHOTOS 17
ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES 27
ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE 28
ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ 30
ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS 32
ANNEXE - COPIE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCE DE L'INTERVENANT 33
ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE 34

A. INFORMATIONS GENERALES

A.1. DESIGNATION DU BATIMENT

Dénomination du bâtiment : PROJET
Fonction principale du bâtiment : Stockage Logistique
Date du Permis de Construire : Non communiquée

Adresse :
-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence,
34400 LUNEL

Propriété de :
SCI AAL

A.2. DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom : SCI AAL

Adresse :
267, Chemin de Provence
34400 LUNEL

Qualité : Propriétaire
Accompagnateur : M Yohann

Documents remis : Néant

Moyens mis à disposition : Néant

Le programme de repérage a été défini et validé par le donneur d'ordre via l'offre de contrat.

A.3. EXECUTION DE LA MISSION

Rapport N° : A14B254U/001-1/PROJET/AMI_DEM/ECO

Date d'émission du rapport : 15/07/2025
Le repérage a été réalisé le : 03/07/2025

Correspondant : Mme Sonia RUBIO

Date de commande : 02/07/2025

Laboratoire d'Analyses :
EUROFINS - ASCAL
2 rue Chanoine Ploton
CS 40265
42016 SAINT ETIENNE
Accréditation N° 1- 1591

A.4. REFERENCE REGLEMENTAIRE

- Art. R1334-14, R1334-19, R1334-22, et R1334-24 du Code de la Santé Publique
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011
- Arrêté du 26 juin 2013
- Arrêté du 16 juillet 2019 modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020
- Bases du programme de repérage : annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019
- Décret n°2017-899 du 9 mai 2017
- Annexe 13.9 du code de la santé publique
- Norme NF X46-020 du 05/08/2017

B. CONCLUSION

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

REMARQUES

Les vestiaires et bureaux situés dans l'entrepôt n'ont pu être visités en raison de l'encombrement et de l'absence de clef.
Investigations approfondies complémentaires :

-
  - Réseaux enterrés,
  - Équipements techniques

Une visite complémentaire pourra être programmée à la demande du maître d'ouvrage pendant les travaux afin de vérifier la présence et la nature exacte des matériaux qui pourraient être présents dans les parties non accessibles ou qui pourraient être mis à jour au cours des travaux.

-

PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Démolition du bâtiment de bureaux et de l'entrepôt

LISTE DES MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Zone	Local	Element	Matériau	Justificatif
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Menuiseries extérieures	Mastic façade arrière	par analyse du prélèvement n°6
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Menuiseries extérieures	Mastic façade avant	par analyse du prélèvement n°14
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Menuiseries extérieures	Mastic façade avant	idem par analyse du prélèvement n°14
BATIMENT ENTREPOT	Coursive Technique Mezzanine	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge mousse + enduit bitumineux	par analyse du prélèvement n°32
BATIMENT ENTREPOT	Toiture	Plaques ondulées et planes	Plaque en fibres-ciment	par analyse du prélèvement n°4
BATIMENT ENTREPOT	Toiture	Plaques ondulées et planes	Plaque en fibres-ciment	par analyse du prélèvement n°5
BATIMENT ENTREPOT	EXTERIEURS & FACADES	Plaques ondulées et planes	Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière	par analyse du prélèvement n°36
BATIMENT ENTREPOT	Chambres Froides	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	idem par analyse du prélèvement n°30
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	par analyse du prélèvement n°30
BATIMENT ENTREPOT	Entrepôt 2	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit en amiante ciment DEP	par analyse du prélèvement n°27

ZONE PRÉSENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE (ZPSO)

N° ZPSO	Élément témoin	Ouvrage de référence	Sondages et prélèvements complémentaires (1)	Etendue de la localisation	ZPSO contenant de l'amiante
Z1	P14: Mastic façade avant	Menuiseries extérieures		BATIMENT ADMINISTRATIF - * FACADES	Presence d'amiante
Z2	P30: Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)		BATIMENT ENTREPOT - * Circulation - * Chambres Froides	Presence d'amiante

(1) La norme demande de doubler au minimum les prélévements sur certains MPSCA.
(*) Localisation des éléments de la zpso.

LISTE DES MATÉRIAUX NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRÈS ANALYSES

Zone	Local	Element	Matériau	N° prélèvement
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich	Enduit projeté sur ITE façade arrière	7
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté sous ITE façade arrière	9
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Poteaux	Coffrage perdu façade arrière	10
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Poutres et charpentes	Peinture rouge	11
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté façade avant	13
BATIMENT ADMINISTRATIF	FACADES	Poteaux	Coffrage perdu façade avant	15
BATIMENT ADMINISTRATIF	Extension sanitaire	Plaques ondulées et planes	Plaque en fibres-ciment sanitaire	8
BATIMENT ADMINISTRATIF	Extension sanitaire	Murs et cloisons maçonnés	Enduit ciment	12
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC	Sanitaire hommes	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faience	16
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC	Cuisine	Revetements de sols	Dalle de sol sous lé plastique	17
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC	Entrée	Revetements de sols	Dalle de sol + ragréage sous lé plastique	18
BATIMENT ENTREPOT	Coursive Technique Mezzanine	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Enduit bitumineux	1
BATIMENT ENTREPOT	Coursive Technique Mezzanine	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Enduit bitumineux sur ciment	2
BATIMENT ENTREPOT	Coursive Technique Mezzanine	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Enduit+ polystyrène	3
BATIMENT ENTREPOT	EXTERIEURS & FACADES	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit façade ciment	19

Zone	Local	Element	Matériau	N° prélèvement
BATIMENT ENTREPOT	EXTERIEURS & FACADES	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté sur muret	34
BATIMENT ENTREPOT	EXTERIEURS & FACADES	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté	35
BATIMENT ENTREPOT	Chambres Froides	Revetements de sols	Etanchéité bitumineuse	20
BATIMENT ENTREPOT	Chambres Froides	Revetements de sols	Etanchéité bitumineuse	21
BATIMENT ENTREPOT	Chambres Froides	Étanchéité de toiture terrasse	Etanchéité bitumineuse	33
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Revetements de sols	Colle de carrelage	22
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de plinthe	23
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Revetements de sols	Ragréage enduit ciment de rebouchage	24
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Façades lourdes y compris poteaux	Peinture	25
BATIMENT ENTREPOT	Circulation	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Joint de bride	31
BATIMENT ENTREPOT	Entrepôt 2	Menuiseries extérieures	Mastic	26
BATIMENT ENTREPOT	Entrepôt 2	Menuiseries extérieures	Mastic Portail métallique 6x5	28
BATIMENT ENTREPOT	Entrepôt 2	Revetements de sols	Peinture au sol	29

LISTE DES LOCAUX NON VISITÉS/MOYENS D'ACCÈS À METTRE EN OEUVRE PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Nom	Justification	Moyens d'accès à prévoir
BATIMENT ENTREPOT/Mezzanine	Absence de clef	
BATIMENT ENTREPOT/Vestiaires	Zone encombrée	

INVESTIGATIONS APPROFONDIES DEVANT ÊTRE RÉALISÉES PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Nom	Justification	Moyens à mettre en oeuvre par le donneur d'ordre
Sans Objet		

LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Nom
BATIMENT ADMINISTRATIF
BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES
BATIMENT ADMINISTRATIF/Extension sanitaire
BATIMENT ADMINISTRATIF/RDC
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Sanitaire hommes
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Dégagement
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Cuisine
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Entrée
BATIMENT ENTREPOT
BATIMENT ENTREPOT/Coursive Technique Mezzanine
BATIMENT ENTREPOT/Toiture
BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES
BATIMENT ENTREPOT/Chambres Froides
BATIMENT ENTREPOT/Circulation
BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2
PARKING - ZONE DE STOCKAGE
PARKING - ZONE DE STOCKAGE/Parking devant quai de chargement
PARKING - ZONE DE STOCKAGE/Zone de stockage Ouest

C. DESCRIPTION DE LA MISSION

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants:

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	
1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités							
Étanchéité de toiture terrasse	Etanchéité bitumineuse	BATIMENT ENTREPOT/Chambres Froides/Etanchéité bitumineuse	X			X	par analyse du prélèvement n°33
Plaques ondulées et planes	Plaque en fibres-ciment	BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière	X		X		par analyse du prélèvement n°36
		BATIMENT ENTREPOT/Toiture/Plaque en fibres-ciment	X		X		par analyse du prélèvement n°4
		BATIMENT ENTREPOT/Toiture/Plaque en fibres-ciment	X		X		par analyse du prélèvement n°5
		BATIMENT ADMINISTRATIF/Extension sanitaire/Plaque en fibres-ciment sanitaire	X			X	par analyse du prélèvement n°8
2 - Parois verticales extérieures et Façades							
Façades lourdes y compris poteaux	Peinture	BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Peinture	X			X	par analyse du prélèvement n°25
	Enduit projeté	BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Enduit projeté sur muret	X			X	par analyse du prélèvement n°34
		BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Enduit projeté	X			X	par analyse du prélèvement n°35
		BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/Enduit projeté sous ITE façade arrière	X			X	par analyse du prélèvement n°9
		BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/Enduit projeté façade avant	X			X	par analyse du prélèvement n°13
	Enduit ciment	BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Enduit façade ciment	X			X	par analyse du prélèvement n°19
Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich	Enduit projeté	BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/Enduit projeté sur ITE façade arrière	X			X	par analyse du prélèvement n°7
Menuiseries extérieures	Mastic	BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/Mastic façade arrière	X		X		par analyse du prélèvement n°6

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	
		BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2/Mastic	X			X	par analyse du prélèvement n°26
		BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2/Mastic Portail métallique 6x5	X			X	par analyse du prélèvement n°28
		BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/ Mastic façade avant	X		X		par analyse du prélèvement n°14
		BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/ Mastic façade avant	X		X		idem par analyse du prélèvement n°14

3 - Parois verticales intérieures

Poteaux	Coffrage perdu	BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/ Coffrage perdu façade arrière	X			X	par analyse du prélèvement n°10
		BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/ Coffrage perdu façade avant	X			X	par analyse du prélèvement n°15
Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faience	BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Sanitaire hommes/Colle de faience	X			X	par analyse du prélèvement n°16
	Colle de plinthe	BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Colle de plinthe	X			X	par analyse du prélèvement n°23
	Enduit+peinture	BATIMENT ENTREPOT/Coursive Technique Mezzanine/Enduit bitumineux	X			X	par analyse du prélèvement n°1
		BATIMENT ENTREPOT/Coursive Technique Mezzanine/Enduit bitumineux sur ciment	X			X	par analyse du prélèvement n°2
		BATIMENT ENTREPOT/Coursive Technique Mezzanine/Enduit+ polystyrène	X			X	par analyse du prélèvement n°3
Éléments associés aux façades	Conduit d'évacuation des eaux	BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC		X		X	Matériau ne contenant pas d'amiante par nature (Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC)
		BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC		X		X	Matériau ne contenant pas d'amiante par nature (Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC)
Murs et cloisons maçonnés	Enduit ciment	BATIMENT ADMINISTRATIF/Extension sanitaire/Enduit ciment	X			X	par analyse du prélèvement n°12

4 - Plafonds et faux-plafonds

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	
Faux-plafonds	Faux plafonds	BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2/Faux plafonds laine de roche		X		X	Matériau ne contenant pas d'amiante par nature (Faux plafonds laine de roche)
Poutres et charpentes	Peinture	BATIMENT ADMINISTRATIF/FACADES/ Peinture rouge	X			X	par analyse du prélèvement n°11

5 - Planchers et planchers techniques

Revetements de sols	Colle de carrelage	BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Colle de carrelage	X			X	par analyse du prélèvement n°22
	Dalle de sol	BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Cuisine/Dalle de sol sous lé plastique	X			X	par analyse du prélèvement n°17
		BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC/Entrée/Dalle de sol + ragréage sous lé plastique	X			X	par analyse du prélèvement n°18
	Ragréage	BATIMENT ENTREPOT/Chambres Froides/Etanchéité bitumineuse	X			X	par analyse du prélèvement n°20
		BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Ragréage enduit ciment de rebouchage	X			X	par analyse du prélèvement n°24
	Sol souple	BATIMENT ENTREPOT/Chambres Froides/Etanchéité bitumineuse	X			X	par analyse du prélèvement n°21
	Peinture au sol	BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2/Peinture au sol	X			X	par analyse du prélèvement n°29

6 - Conduits et accessoires intérieurs

Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge	BATIMENT ENTREPOT/Coursive Technique Mezzanine/Calorifuge mousse + enduit bitumineux	X		X		par analyse du prélèvement n°32
		BATIMENT ENTREPOT/Chambres Froides/Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	X		X		idem par analyse du prélèvement n°30
		BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	X		X		par analyse du prélèvement n°30
	Joint de bride	BATIMENT ENTREPOT/Circulation/Joint de bride	X			X	par analyse du prélèvement n°31
	Conduit d'évacuation des eaux	BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Conduit d'évacuation des eaux PVC		X		X	Matériau ne contenant pas d'amiante par nature (Conduit d'évacuation des eaux PVC)

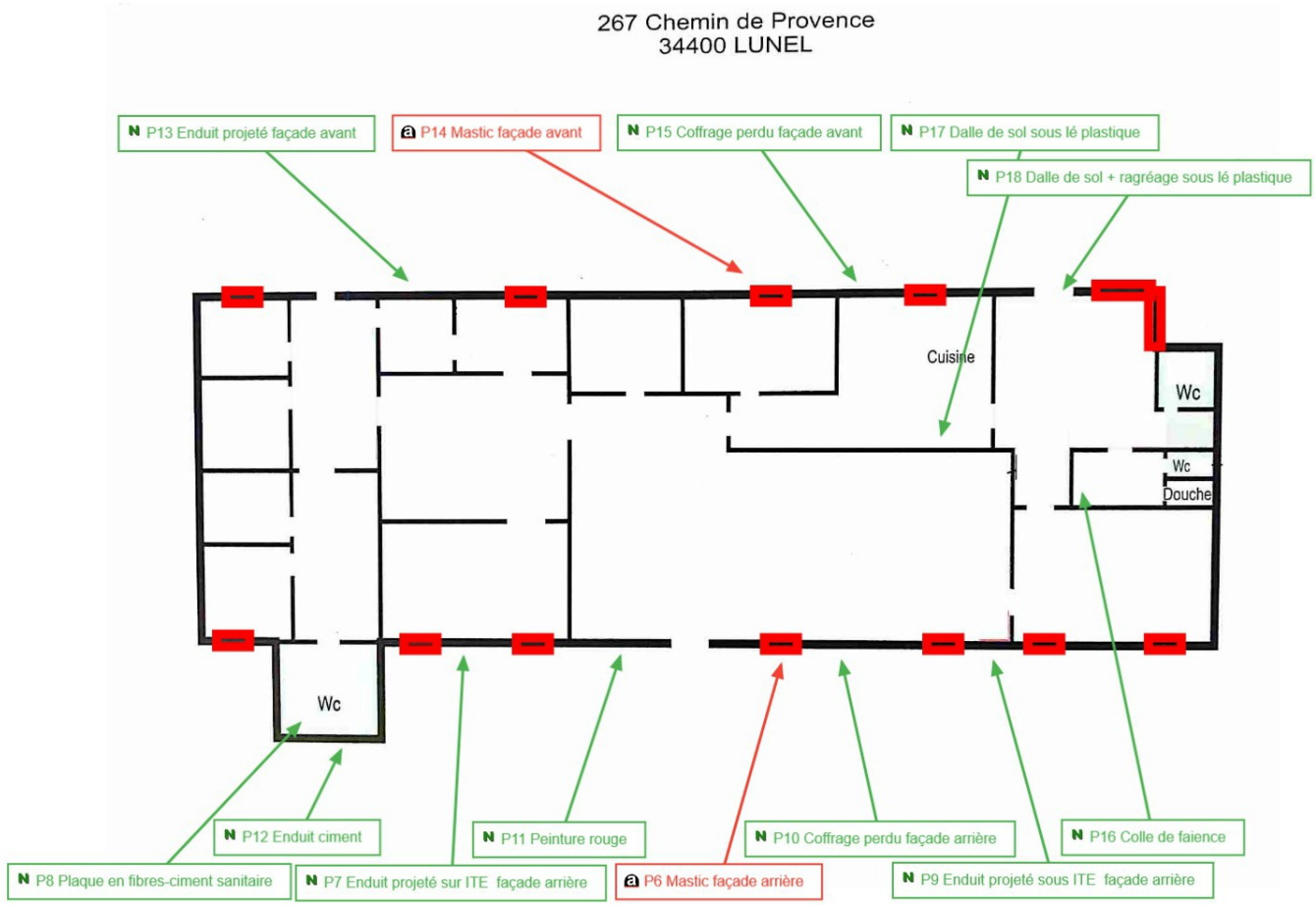
Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	
		BATIMENT ENTREPOT/EXTERIEURS & FACADES/Conduit d'évacuation des eaux PVC		X		X	Matériau ne contenant pas d'amiante par nature (Conduit d'évacuation des eaux PVC)
	Conduit en amiante ciment	BATIMENT ENTREPOT/Entrepôt 2/Conduit en amiante ciment DEP	X		X		par analyse du prélèvement n°27

10 - Aménagements, voiries et réseaux divers

VRD	Enrobé	PARKING - ZONE DE STOCKAGE/Parking devant quai de chargement/Enrobé	X				par analyse du prélèvement n°38
		PARKING - ZONE DE STOCKAGE/Zone de stockage Ouest/Enrobé	X				par analyse du prélèvement n°37

Bâtiment Administratif

Planche de repérage usuel		
Type: Plan	Croquis: 1/4	AMIRATRANS - LUNEL
Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles		
-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence, 34400 LUNEL		



Légende

a	Prélèvement amianté
N	Prélèvement non amianté
☐	Mastic amianté

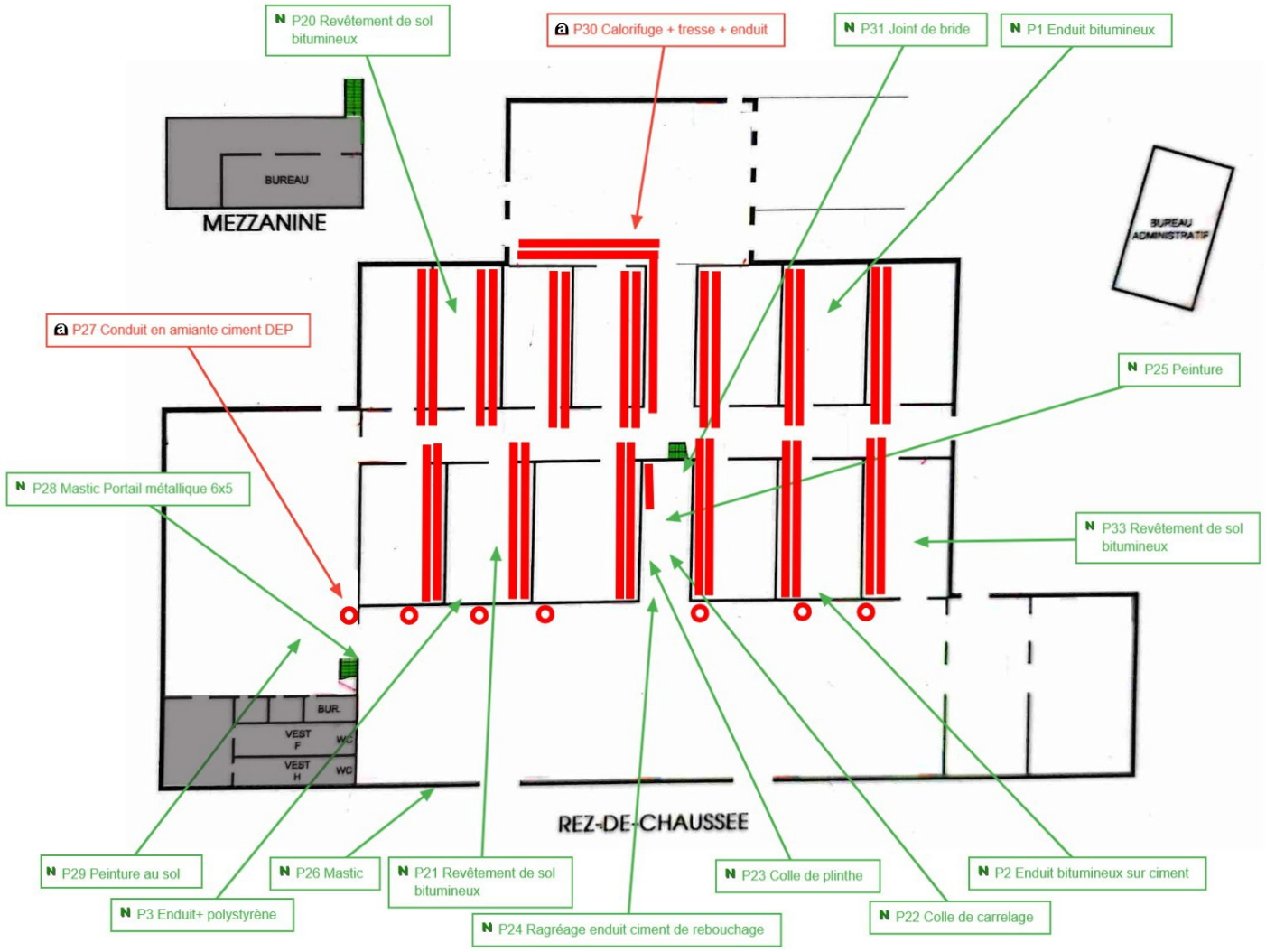
Bâtiment Entrepôt RDC et MEZZANINE

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 2/4	AMIRATRANS - LUNEL

Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles

-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence, 34400 LUNEL



Légende

○	Conduits amiante-ciment
N	Prélèvement non amianté
a	Prélèvement amianté
▒	Locaux non visités
—	Enduit bitumineux amianté sur conduits

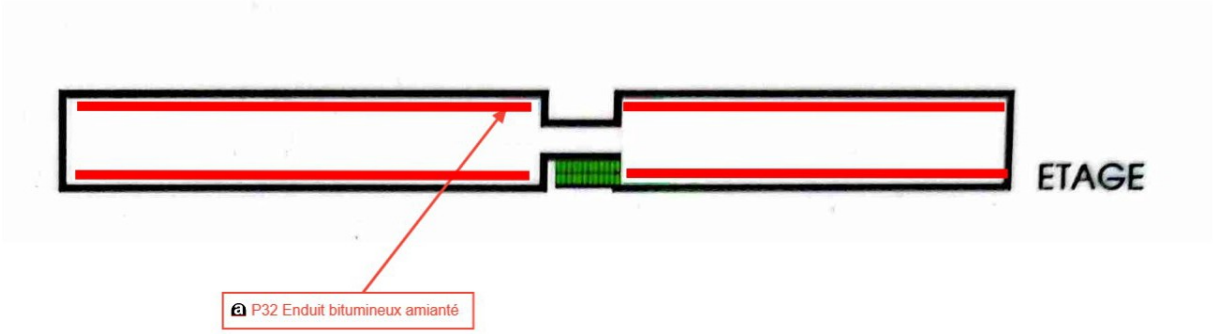
Bâtiment Entrepôt ETAGE

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 3/4	AMIRATRANS - LUNEL

Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles

-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence, 34400 LUNEL



Légende

a	Prélèvement amianté
—	Enduit bitumineux amianté sur conduits

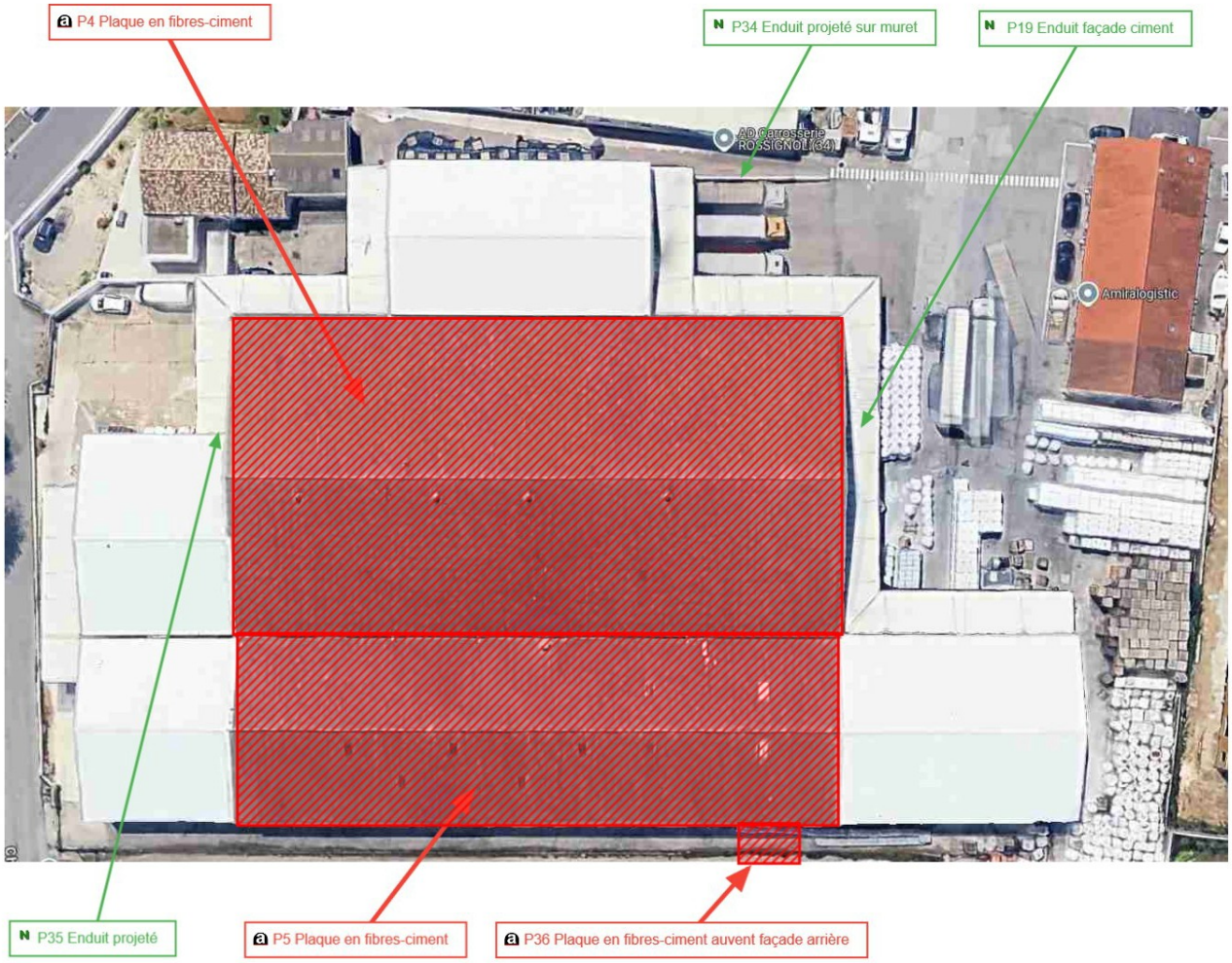
Bâtiment Entrepôt TOITURE et FAÇADE

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 4/4	AMIRATRANS - LUNEL

Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles

-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence, 34400 LUNEL



Légende

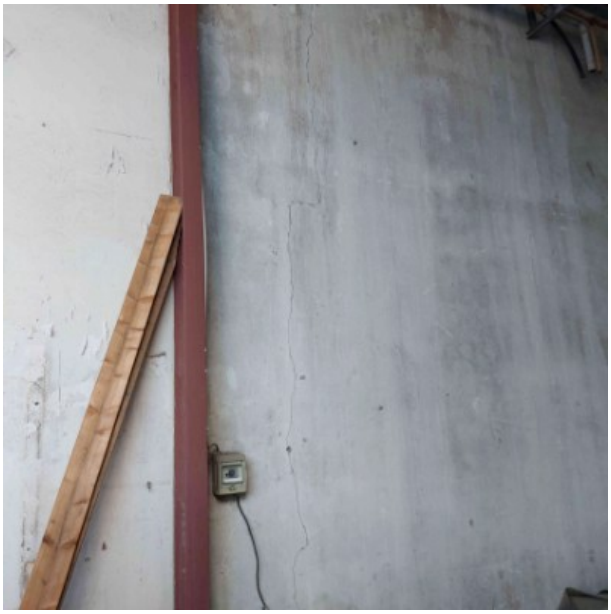
a	Prélèvement amianté
N	Prélèvement non amianté
	Plaques ondulées amiante-ciment

ANNEXE - PHOTOS

Légende

a	Prélèvement Amianté
N	Prélèvement non amianté
P?	Prélèvement possiblement amianté

N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Enduit façade ciment [Prélèvement n°19]



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Enduit projeté sur muret [Prélèvement n°34]



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Enduit projeté [Prélèvement n°35]



a
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière [Prélèvement n°36]



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Conduit d'évacuation des eaux zinc et PVC



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Conduit d'évacuation des eaux PVC



N
BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS & FACADES / Conduit d'évacuation des eaux PVC



N
BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine / Enduit bitumineux [Prélèvement n°1]



N
BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine / Enduit bitumineux sur ciment [Prélèvement n°2]



N
BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine / Enduit+ polystyrène [Prélèvement n°3]



a
BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine / Calorifuge mousse + enduit bitumineux [Prélèvement n°32]



a
BATIMENT ENTREPOT / Toiture / Plaque en fibres-ciment [Prélèvement n°4]



a
BATIMENT ENTREPOT / Toiture / Plaque en fibres-ciment [Prélèvement n°5]



a
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Mastic façade arrière [Prélèvement n°6]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Enduit projeté sur ITE façade arrière [Prélèvement n°7]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Enduit projeté sous ITE façade arrière [Prélèvement n°9]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Coffrage perdu façade arrière [Prélèvement n°10]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Peinture rouge [Prélèvement n°11]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Enduit projeté façade avant [Prélèvement n°13]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / Extension sanitaire / Plaque en fibres-ciment sanitaire [Prélèvement n°8]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Sanitaire hommes / Colle de faience [Prélèvement n°16]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Cuisine / Dalle de sol sous lé plastique [Prélèvement n°17]



N
BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Entrée / Dalle de sol + ragréage sous lé plastique [Prélèvement n°18]



N
BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides / Etanchéité bitumineuse [Prélèvement n°20]



N
BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides / Etanchéité bitumineuse [Prélèvement n°21]



N
BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Colle de carrelage [Prélèvement n°22]



N
BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Colle de plinthe [Prélèvement n°23]



N
BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Ragréage enduit ciment de rebouchage [Prélèvement n°24]



N
BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Peinture [Prélèvement n°25]



N
BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Joint de bride [Prélèvement n°31]



N
BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 / Mastic [Prélèvement n°26]



a
BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 / Conduit en amiante ciment DEP [Prélèvement n°27]



N
BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 / Mastic Portail métallique 6x5 [Prélèvement n°28]



N
BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 / Peinture au sol [Prélèvement n°29]



N
BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 / Faux plafonds laine de roche



BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Mastic façade avant [Prélèvement n°14]



BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES / Mastic façade avant [Idem Prélèvement n°14]



BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides / Calorifuge + tresse + enduit bitumineux [Idem Prélèvement n°30]



BATIMENT ENTREPOT / Circulation / Calorifuge + tresse + enduit bitumineux [Prélèvement n°30]



ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES

Ci-joint en fin de rapport:

- Le procès verbal d'analyses du lot de prélèvements 1

- Le procès verbal d'analyses du lot de prélèvements 2
Document non récupéré - à fournir dans le rapport final

ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE

Notes relatives à l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

1. RAPPEL DE L'ARTICLE 11

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

2. DECHETS DANGEREUX

Les déchets contaminés par l'amiante

Responsabilité du propriétaire

Lors de travaux de désamiantage, la personne pour laquelle les travaux sont effectués (c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires) a la responsabilité de la bonne élimination des déchets produits, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Les déchets du chantier (équipements de protection des travailleurs...) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

Elimination des différents déchets

Les déchets contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, les clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en centres de stockage de déchets inertes, pourvus, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante.

Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, les calorifugeages et les cartons d'amiante), les matériaux dégradés et les déchets issus du chantier (équipements de protection, déchets de matériels ou issus du nettoyage...) doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Composant / Partie de composant	Quantité
1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	
Plaques ondulées et planes	
Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière	3 m2
Plaque en fibres-ciment	4000 m2
2 - Parois verticales extérieures et Façades	
Menuiseries extérieures	
Mastic façade arrière	8 U
Mastic façade avant	5 U
6 - Conduits et accessoires intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	
Calorifuge mousse + enduit bitumineux	100 mL
Conduit en amiante ciment DEP	50 mL
Calorifuge + tresse + enduit bitumineux	400 mL

ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégrée dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (http://www.travailler-mieux.gouv.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (http://www.inrs.fr).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;

- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;

- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

- de la mairie ;

- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS

NUMERO DE REFERENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPERAGE
2017-09-0722 #A	2017-10-19	AGENDA Diagnostics	Diagnostic avant vente

ANNEXE - COPIE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCE DE L'INTERVENANT



Certificat de compétences
Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI6071 Version 002

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur COUDERC Etienne

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 12/07/2021 - Date d'expiration : 11/07/2028
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 12/07/2021 - Date d'expiration : 11/07/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse https://www.icert.fr/liste-des-certifies/
Valide à partir du 01/09/2024.

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termite, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

I.Cert Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostiqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire

cofrac ACCREDITATION N° 4-0522 PORTÉE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR CERTIFICATION DE PERSONNES

CPE DI FR 11 rev19

ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE

euromaf
Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 429 599 509 00024
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
www.euromaf.fr
Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 33 750 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

1DA3927314 1ABF49AD67

ATTESTATION D'ASSURANCE 2025

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : **7380137/N/101**
Une police N° : **7006693/S**

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

N° d'édition d'attestation : **20252000119**

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

SAS BUREAU ALPES CONTROLES
Contrôleur technique

PAE LES GLAISINS
3 bis Impasse DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX
France

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée https://cons-attest-extra.prd.maf.local) ou en vous rendant sur **https://cons-attest-extra.prd.maf.local** muni de cette clé de sécurité : **a529bfe7**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.

Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

SPS	Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
A.M.O	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HQE	Misions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HAN	Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
B.5 1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
B.5.13	Missions sans conception ni exécution de travaux confiée par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier et consistant en l'établissement d'un état des risques naturels et technologiques selon la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, codifiée à l'article L-125-5 du Code de l'environnement
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
ICPE	Missions d'établissement de dossier administratif au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
ENQ TEC	Enquête de techniques nouvelles portant sur le développement de nouveaux produits ou procédés effectuée par l'adhérent pour le compte de fabricants, à l'exclusion de toute mission liée à la fabrication, commercialisation et mise en œuvre
EVEN	Missions de vérifications techniques (sur chantier) et/ou documents (plans d'exécution, notes de calcul) portant sur des installations ou équipements mis en place lors de manifestations publiques ou événementielles
CONT TE	Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil
VEFA	Mission de constat de l'achèvement d'un immeuble vendu dans l'état futur d'achèvement selon les articles du Code de la construction et de l'habitation
CONT PER	Mission d'inspection et de contrôle technique de prévention

Fin de liste

Fait à Paris, le 01 janvier 2025

EUROMAF SA

ECAB4337E1 D49AC39FEB

euromaf
Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

MERCI DE RAPPELER
DANS TOUTE CORRESPONDANCE
VOTRE N° D'IDENTIFICATION :
7380137 / N / 101

SAS BUREAU ALPES CONTROLES
BUREAU ETUDES TECHNIQUES
PAE LES GLAISINS
3 BIS IMPASSE DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX

A Paris le 12 décembre 2024

Monsieur,

Conformément à nos échanges, nous vous confirmons que l'ensemble des missions DIM listées ci-dessous sont assurées au titre du contrat d'assurance des responsabilités professionnelles n°7006693/S :

REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION
REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES IMMEUBLES BÂTIS (RAT)
AMIANTE ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S) PRÉLEVÉS
REPÉRAGE AMIANTE AVANT-VENTE
AMIANTE CONTRÔLE DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX
REPÉRAGE AMIANTE DTA (DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE)
AMIANTE PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S)
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - LOCATION, VENTE, AFFICHAGE
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - CONSTRUCTION NEUVE
CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AUX PLOMBS (C.R.E.P)
PLOMB AVANT TRAVAUX OU DÉMOLITION
ETAT PARASITAIRE DANS LES IMMEUBLES BÂTIS ET NON BÂTIS, ET SUR LES OUVRAGES
MISSION CARREZ
MISSION ERP
MISSION DIMELECT
MISSION DIMGAZ
AMIANTE PARTIES PRIVATIVES DAPP
MISSION EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITÉES APRÈS RETRAIT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS
MESURES EMPOUSSIÈREMENT AMIANTE
REPÉRAGE AMIANTE ET HAP SUR LES ENROBÉS
DIAGNOSTIC PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATÉRIAUX DÉCHETS
MISSION ETAT DU BÂTIMENT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES
REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIVALENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTIVITE
RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIVALENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTIVITE
AMIANTE SUR ENROBE SANS HAP SUR LES ENROBES
PRELEVEMENT DE FIBRES CERAMIQUE REFRACTAIRES OU AUTRES FIBRES MINERALES ARTIFICIELLES
RECOLEMENT PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS
CONTROLE APRES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB
SURFACE HABITABLE DITE "LOI BOUTIN"
REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES OUVRAGES DE GENIE CIVIL

Restant à votre écoute au besoin,

Nous vous prions d'accepter, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Aline LUISIN

www.euromaf.fr | 189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17 | **Tél : 33 (0)1 53 70 30 00**
Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 33 750 000 €
R.C.S Paris B 429 599 509

eurofins | Analyses pour le Bâtiment

BUREAU ALPES CONTROLES
Monsieur Etienne Couderc
2929 Avenue Etienne Mehul - ZAC Garosud
34070 MONTPELLIER

Notre référence : AR-25-SG-036794-01

Numéro de dossier : 25Y019084
Référence de dossier : A14B254U
A14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint le rapport d'analyse relatif à l'échantillon suivant :

- N° 25Y019084-001 - Référence *P001 - 1751982651398ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit bitumineux Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-002 - Référence *P002 - 1751982667326ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit bitumineux sur ciment Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-003 - Référence *P003 - 1751982695525ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit+ polystyrène Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-004 - Référence *P004 - 1751982745773ECO - BATIMENT ENTREPOT / Toiture Plaque en fibres-ciment Toiture*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-005 - Référence *P005 - 1751982757229ECO - BATIMENT ENTREPOT / Toiture Plaque en fibres-ciment Toiture*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-006 - Référence *P006 - 1751982863644ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Mastic façade arrière Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-007 - Référence *P007 - 1751982908477ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté sur ITE façade arrière Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-008 - Référence *P008 - 1751982933764ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / Extension sanitaire Plaque en fibres-ciment sanitaire Toiture*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-009 - Référence *P009 - 1751983004940ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté sous ITE façade arrière Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-010 - Référence *P010 - 1751983042938ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Coffrage perdu façade arrière Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-011 - Référence *P011 - 1751983093379ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Peinture rouge Plafond*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-012 - Référence *P012 - 1751983124707ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / Extension sanitaire Enduit ciment Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-013 - Référence *P013 - 1751983143850ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté façade avant Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-014 - Référence *P014 - 1751983164930ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Mastic façade avant Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-015 - Référence *P015 - 1751983198722ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Coffrage perdu façade avant Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-016 - Référence *P016 - 1751983248531ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Sanitaire hommes Colle de faience Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-017 - Référence *P017 - 1751983331289ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Cuisine Dalle de sol sous lé plastique Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-018 - Référence *P018 - 1751983359273ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Entrée Dalle de sol + ragréage sous lé plastique Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-019 - Référence *P019 - 1751983425914ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit façade ciment Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-020 - Référence *P020 - 1751984493861ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-021 - Référence *P021 - 1751984497155ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-022 - Référence *P022 - 1751984533355ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Colle de carrelage Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-023 - Référence *P023 - 1751984540868ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Colle de plinthe Paroi intérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-024 - Référence *P024 - 1751984566154ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Ragréage enduit ciment de rebouchage Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-025 - Référence *P025 - 1751984599475ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Peinture Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-026 - Référence *P026 - 1751984807625ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Mastic Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-027 - Référence *P027 - 1751984823545ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Conduit en amiante ciment DEP Conduit*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-028 - Référence *P028 - 1751984880297ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Mastic Portail métallique 6x5 Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-029 - Référence *P029 - 1751984924080ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Peinture au sol Plancher*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-030 - Référence *P030 - 1751984953480ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Calorifuge + tresse + enduit Conduit*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-031 - Référence *P031 - 1751984967558ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Joint de bride Conduit*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-032 - Référence *P032 - 1751985042312ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Calorifuge mousse + enduit bitumineux Conduit*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-033 - Référence *P033 - 1751985067296ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Toiture*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-034 - Référence *P034 - 1751985127431ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit projeté sur muret Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-035 - Référence *P035 - 1751985143887ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit projeté Paroi extérieure*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 25Y019084-036 - Référence *P036 - 1751985171846ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière Toiture*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

Vous souhaitant bonne réception,

Cordialement,

Votre laboratoire Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS
2, rue Chanoine Ploton
F-42016 Saint-Etienne
Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

eurofins

GEA (GRAND EST ANALYSES)

EUROFINS ANALYSES POUR LE BATIMENT SUD-EST SAS
REFERENT SOUS TRAITANT
EUROFINS ABSE
2 rue Chanoine Ploton
42000 SAINT ETIENNE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 — Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 —
Dossier N° : 25GE006407 — Date de réception : 10/07/2025 — Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 — Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 — Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	25Y019084-001 - P001 - 1751982651398ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit bitumineux Paroi intérieure	Matériau semi-dur de type enduit (bitumineux) (noir) ; matériau semi-dur (granulaire) (gris)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
002	25Y019084-002 - P002 - 1751982667326ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit bitumineux sur ciment Paroi intérieure	Matériau semi-dur de type enduit (bitumineux) (noir) ; matériau semi-dur (cémenteux) (gris)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page2/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
003	25Y019084-003 - P003 - 1751982695525ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Enduit+ polystyrène Paroi intérieure	Matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) + (noir) ; matériau de type polystyrène (blanc)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
004 (1)	25Y019084-004 - P004 - 1751982745773ECO - BATIMENT ENTREPOT / Toiture Plaque en fibres-ciment Toiture	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris) (clair)	**MOLP** * / UBF7	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
005 (1)	25Y019084-005 - P005 - 1751982757229ECO - BATIMENT ENTREPOT / Toiture Plaque en fibres-ciment Toiture	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	**MOLP** * / UBF7	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page3/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
006	25Y019084-006 - P006 - 1751982863644ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Mastic façade arrière Paroi extérieure	Matériau de type peinture (blanc) en traces ; matériau souple de type mastic (noir) + (beige)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
007	25Y019084-007 - P007 - 1751982908477ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté sur ITE façade arrière Paroi extérieure	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (beige) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
008 (1)	25Y019084-008 - P008 - 1751982933764ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / Extension sanitaire Plaque en fibres-ciment sanitaire Toiture	Matériau semi-dur de type plaque (fibreux) (gris)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s)
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page4/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
009	25Y019084-009 - P009 - 1751983004940ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté sous ITE façade arrière Paroi extérieure	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (beige) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
010	25Y019084-010 - P010 - 1751983042938ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Coffrage perdu façade arrière Paroi intérieure	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur (cémenteux) (gris) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
011	25Y019084-011 - P011 - 1751983093379ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Peinture rouge Plafond	Matériau de type peinture (rouge) ; matériau semi-dur (blanc) en traces	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s)
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page5/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
012	25Y019084-012 - P012 - 1751983124707ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / Extension sanitaire Enduit ciment Paroi intérieure	Matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (gris) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (blanc)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
013	25Y019084-013 - P013 - 1751983143850ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Enduit projeté façade avant Paroi extérieure	Matériau (gris) (foncé) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (blanc)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
014	25Y019084-014 - P014 - 1751983164930ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Mastic façade avant Paroi extérieure	Matériau semi-dur de type mastic (gris) (foncé) + (beige)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante de type chrysotile *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 — Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 — Page6/14
Dossier N° : 25GE006407 — Date de réception : 10/07/2025 — Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 — Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 — Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
015	25Y019084-015 - P015 - 1751983198722ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / FACADES Coffrage perdu façade avant Paroi intérieure	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur (cémenteux) (gris) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
016	25Y019084-016 - P016 - 1751983248531ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Sanitaire hommes Colle de faience Paroi intérieure	Matériau dur de type carrelage, faïence (beige) ; matériau dur de type ciment-colle (beige) (clair) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
017	25Y019084-017 - P017 - 1751983331289ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Cuisine Dalle de sol sous lé plastique Plancher	Matériau souple de type dalle de sol (gris) ; matériau de type colle (jaune) en traces	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s)
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page7/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
018	25Y019084-018 - P018 - 1751983359273ECO - BATIMENT ADMINISTRATIF / RDC / Entrée Dalle de sol + ragréage sous lé plastique Plancher	Matériau semi-dur de type dalle de sol (beige) ; matériau de type colle (jaune) ; matériau semi-dur (gris) (clair) en traces	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
019	25Y019084-019 - P019 - 1751983425914ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit façade ciment Paroi extérieure	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (gris)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
020	25Y019084-020 - P020 - 1751984493861ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Plancher	Matériau semi-dur (friable) + (bitumineux) (noir)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page8/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
021	25Y019084-021 - P021 - 1751984497155ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Plancher	Matériau semi-dur (bitumineux) (noir)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
022	25Y019084-022 - P022 - 1751984533355ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Colle de carrelage Plancher	Matériau dur de type carrelage, faïence (rouge) (foncé) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
023	25Y019084-023 - P023 - 1751984540868ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Colle de plinthe Paroi intérieure	Matériau dur de type carrelage, faïence (noir) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (clair) ; matériau semi-dur (blanc) en traces	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page9/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
024	25Y019084-024 - P024 - 1751984566154ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Ragréage enduit ciment de rebouchage Plancher	Matériau (noir) ; matériau semi-dur (cémenteux) (gris)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
025	25Y019084-025 - P025 - 1751984599475ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Peinture Paroi extérieure	Matériau de type peinture (jaune) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
026	25Y019084-026 - P026 - 1751984807625ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Mastic Paroi extérieure	Matériau (gris) (foncé) ; matériau semi-dur de type mastic (beige)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s)
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page10/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
027 (1)	25Y019084-027 - P027 - 1751984823545ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Conduit en amiante ciment DEP Conduit	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	**MOLP** * / UBF7	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
028	25Y019084-028 - P028 - 1751984880297ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Mastic Portail métallique 6x5 Paroi extérieure	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type mastic (beige)	**MET** * / M6XJ	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
029	25Y019084-029 - P029 - 1751984924080ECO - BATIMENT ENTREPOT / Entrepôt 2 Peinture au sol Plancher	Matériau de type peinture (jaune) + (noir) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) (clair)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page11/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
030 (2)	25Y019084-030 - P030 - 1751984953480ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Calorifuge + tresse + enduit Conduit	Matériau souple bitumineux (noir) ; matériau de type mousse (jaune)	**MET** * / MA4T	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
031	25Y019084-031 - P031 - 1751984967558ECO - BATIMENT ENTREPOT / Circulation Joint de bride Conduit	Matériau souple de type joint (noir)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
032	25Y019084-032 - P032 - 1751985042312ECO - BATIMENT ENTREPOT / Coursive Technique Mezzanine Calorifuge mousse + enduit bitumineux Conduit	Matériau semi-dur de type enduit (bitumineux) (noir) ; matériau de type mousse (bleu)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante de type chrysotile *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 Page12/14
Dossier N° : 25GE006407 Date de réception : 10/07/2025 Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
033	25Y019084-033 - P033 - 1751985067296ECO - BATIMENT ENTREPOT / Chambres Froides Etanchéité bitumineuse Toiture	Matériau semi-dur (bitumineux) (noir)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
034	25Y019084-034 - P034 - 1751985127431ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit projeté sur muret Paroi extérieure	Matériau de type peinture (jaune) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (gris) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (beige) (clair)	**MET** * / W7WX	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *
035	25Y019084-035 - P035 - 1751985143887ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Enduit projeté Paroi extérieure	Matériau (gris) en traces ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (beige) (clair)	**MET** * / M6XJ	1 / 2 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement) *	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s)
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 — Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 — Page13/14
Dossier N° : 25GE006407 — Date de réception : 10/07/2025 — Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 — Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 — Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
036 (1)	25Y019084-036 - P036 - 1751985171846ECO - BATIMENT ENTREPOT / EXTERIEURS Plaque en fibres-ciment auvent façade arrière Toiture	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris) (foncé)	**MOLP** * / UBF7	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *

Observation(s) échantillon(s)
(1) Une lingette ayant été utilisée lors du prélèvement pour la protection de l'opérateur de repérage est présente dans l'échantillon. Celle-ci n'a pas été analysée.
(2) La teneur en fibres d'amiante détectée est proche de la limite de détection.

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-MOLP-WO24083**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) selon le guide **HSG 248 - annexe 2**.

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s) Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N° 1-6977
Portée disponible sur www.cofrac.fr

cofrac ESSAIS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-Z4-014170-01 | Date d'émission de rapport : 11/07/2025 20:58 | Page14/14
Dossier N° : 25GE006407 | Date de réception : 10/07/2025 | Date d'analyse : 11/07/2025
Référence laboratoire sous-traitant N° : 25GE006407 | Référence de suivi du dossier N° : 25Y019084
Reçu au laboratoire le : 10/07/2025 | Date de réception : 09/07/2025
Date d'analyse : 11/07/2025
Référence dossier Client:A14B254UA14B254U - ECO - LUNEL - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION - PROJET PRELEVEMENTS HOMOGENES

Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.
NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)" ; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."
NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.
NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs . La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.
NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).
NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.



Marie Christelle Pierrevelcin
Chef(fe) de Groupe Technicienne
META

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 14 page(s
Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél: : 03 89 77 22 59 - Fax: - Site Web: https://www.eurofins.fr/amiante/
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N°
1-6977
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

cofrac
ESSAIS

ALPES CONTRÔLES
Construction & Exploitation
alpes-controles.fr

Agence Diagnostic Immobilier Méditerranée
2929 Avenue Etienne Mehul
34070 MONTPELLIER
Tel 04 26 52 63 42
dim.mediterranee@alpes-controles.fr

DIM R409/Version 2.0

Références : A14B254U/001-1/PROJET/AMI_DEM/ECO/HAP
Date d'édition : 23/07/2025
Contrat N° : A14-B-2025-00MS/0

RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DES HAP AVANT REALISATION DE TRAVAUX SUR LES ENROBES

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré une concentration de HAP dans les enrobés inférieure à 50 mg/kg de masse sèche .

Désignation - Adresse du bien
PROJET
-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence,
34400 LUNEL

Propriétaire
SCI AAL

Donneur d'ordre
SCI AAL
267, Chemin de Provence
34400 LUNEL



Réalisation du diagnostic
Organisme : BUREAU ALPES CONTRÔLES
N°Siren/Siret : 351 812 698/00667

Chargé d'affaire : COUDERC Etienne
Diagnostiqueur : COUDERC Etienne
N° de certification : CPDI6071
Date d'optention : 2021-07-11
Délivré par : I.CERT
Rue de la Terre Victoria
Parc EDONIA - Bâtiment G
35760 Saint-Grégoire
Organisme d'assurance EUROMAF Police 7006693/S

Signature

Le diagnostiqueur
Etienne COUDERC

Diffusion :
Mme Sonia RUBIO (SCI AAL) - 267, Chemin de Provence - 34400 LUNEL

TABLE DES MATIERES

INFORMATIONS GENERALES 3
LISTE DES ZONES ET/OU MATERIAUX NON VISITES/INACCESSIBLES 4
PRELEVEMENTS 5
CONCLUSION 6
ANNEXE - PHOTOS 7
ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE 8
ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES HAP 10
ANNEXE - CROQUIS 11

INFORMATIONS GENERALES

Références réglementaires

- Articles R4412-59, L4121-1 et L4121-2 du Code du Travail
- Arrêté du 12/12/2014 relatif aux installations de stockage pour déchets inertes
- Guide de caractérisation des enrobés bitumineux

Descriptif exhaustif de la mission et périmètre des travaux

Travaux sur les Enrobés.
Déterminer si les enrobés sont recyclables et acceptables en ISDI selon l'arrêté du 12/12/2014.
Déterminer si les travaux exercés sont susceptibles de générer un risque sanitaire.

Documents transmis par le donneur d'ordre

Le programme de repérage a été défini et validé par le donneur d'ordre via l'offre de contrat.

Description du périmètre du repérage

Dénomination du lieu	PROJET
Fonction principale du lieu	Stockage Logistique
Moyens mis à disposition	Néant
Présence d'un accompagnateur	oui M Yohann

Exécution de la mission

Date de repérage : 03/07/2025

Date de commande : 02/07/2025

Laboratoire d'Analyses :
EUROFINS - ASCAL
2 rue Chanoine Ploton
CS 40265
42016 SAINT ETIENNE

Accréditation N° 1- 1591

LISTE DES ZONES ET/OU MATERIAUX NON VISITES/INACCESSIBLES

Zones / Materiaux	Commentaires	Moyens d'accès
BATIMENT ENTREPOT / Mezzanine	Absence de clef	
BATIMENT ENTREPOT / Vestiaires	Zone encombrée	

PRELEVEMENTS

Chaque échantillon a été immédiatement conditionné par nos soins dans un sachet étanche, étiqueté en double ensachage, et envoyé en laboratoire pour analyses. Le tableau ci-dessous dresse la synthèse des prélèvements réalisés ainsi que les résultats des analyses.
La concentration HAP retenue est la somme des teneurs de 16 composés chimiques.

N°	Localisation	Ouvrage / Partie d'ouvrage	Couche / Epaisseur (cm)	Latitude / Longitude	Concentration HAP (mg/kg MS)
P37	PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Zone de stockage Ouest	VRD / Enrobé	toutes les couches		<0.50
P38	PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Parking devant quai de chargement	VRD / Enrobé	toutes les couches		<0.50

Interprétation des résultats d'analyses HAP :

Teneur en HAP (mg/kg)	0	50	500	1000
Possibilité de réemploi	Recyclage à chaud ou à froid	Recyclage à froid uniquement	Pas de réutilisation possible	
Stockage des déchets	Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)	Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)		Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD)

CONCLUSION

La concentration en HAP maximale trouvée est inférieure à 50 mg/kg de masse sèche.
En conséquence, ces enrobés peuvent être recyclés à chaud ou à froid et sont acceptables en ISDI.

ANNEXE - PHOTOS

PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Parking devant quai de chargement / Enrobé [Prélèvement n°38]



PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Zone de stockage Ouest / Enrobé [Prélèvement n°37]



ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE

euromaf
Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 429 599 509 00024
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
www.euromaf.fr
Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 33 750 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

1DA3927314 1ABF49AD67

ATTESTATION D'ASSURANCE 2025

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : **7380137/N/101**
Une police N° : **7006693/S**

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

N° d'édition d'attestation : **20252000119**

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

SAS BUREAU ALPES CONTROLES
Contrôleur technique

PAE LES GLAISINS
3 bis Impasse DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX
France

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée https://cons-attest-extra.prd.maf.local) ou en vous rendant sur **https://cons-attest-extra.prd.maf.local** muni de cette clé de sécurité : **a529bfe7**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.

Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

SPS	Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
A.M.O	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HQE	Misions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HAN	Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
B.5 1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
B.5.13	Missions sans conception ni exécution de travaux confiée par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier et consistant en l'établissement d'un état des risques naturels et technologiques selon la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, codifiée à l'article L-125-5 du Code de l'environnement
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
ICPE	Missions d'établissement de dossier administratif au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
ENQ TEC	Enquête de techniques nouvelles portant sur le développement de nouveaux produits ou procédés effectuée par l'adhérent pour le compte de fabricants, à l'exclusion de toute mission liée à la fabrication, commercialisation et mise en œuvre
EVEN	Missions de vérifications techniques (sur chantier) et/ou documents (plans d'exécution, notes de calcul) portant sur des installations ou équipements mis en place lors de manifestations publiques ou événementielles
CONT TE	Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil
VEFA	Mission de constat de l'achèvement d'un immeuble vendu dans l'état futur d'achèvement selon les articles du Code de la construction et de l'habitation
CONT PER	Mission d'inspection et de contrôle technique de prévention

Fin de liste

Fait à Paris, le 01 janvier 2025

EUROMAF SA

ECAB4337E1 D49AC39FEB

euromaf
Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

MERCI DE RAPPELER
DANS TOUTE CORRESPONDANCE
VOTRE N° D'IDENTIFICATION :
7380137 / N / 101

SAS BUREAU ALPES CONTROLES
BUREAU ETUDES TECHNIQUES
PAE LES GLAISINS
3 BIS IMPASSE DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX

A Paris le 12 décembre 2024

Monsieur,

Conformément à nos échanges, nous vous confirmons que l'ensemble des missions DIM listées ci-dessous sont assurées au titre du contrat d'assurance des responsabilités professionnelles n°7006693/S :

REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION
REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES IMMEUBLES BÂTIS (RAT)
AMIANTE ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S) PRÉLEVÉS
REPÉRAGE AMIANTE AVANT-VENTE
AMIANTE CONTRÔLE DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX
REPÉRAGE AMIANTE DTA (DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE)
AMIANTE PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S)
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - LOCATION, VENTE, AFFICHAGE
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - CONSTRUCTION NEUVE
CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AUX PLOMBS (C.R.E.P)
PLOMB AVANT TRAVAUX OU DÉMOLITION
ETAT PARASITAIRE DANS LES IMMEUBLES BÂTIS ET NON BÂTIS, ET SUR LES OUVRAGES
MISSION CARREZ
MISSION ERP
MISSION DIMELECT
MISSION DIMGAZ
AMIANTE PARTIES PRIVATIVES DAPP
MISSION EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITÉES APRÈS RETRAIT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS
MESURES EMPOUSSIÈREMENT AMIANTE
REPÉRAGE AMIANTE ET HAP SUR LES ENROBÉS
DIAGNOSTIC PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATÉRIAUX DÉCHETS
MISSION ETAT DU BÂTIMENT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES
REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIVALENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTIVITE
RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIVALENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTIVITE
AMIANTE SUR ENROBE SANS HAP SUR LES ENROBES
PRELEVEMENT DE FIBRES CERAMIQUE REFRACTAIRES OU AUTRES FIBRES MINERALES ARTIFICIELLES
RECOLEMENT PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS
CONTROLE APRES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB
SURFACE HABITABLE DITE "LOI BOUTIN"
REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES OUVRAGES DE GENIE CIVIL

Restant à votre écoute au besoin,

Nous vous prions d'accepter, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Aline LUISIN

ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES HAP

Ci-joint en fin de rapport:

- Le procès verbal d'analyse HAP du lot de prélèvements 2

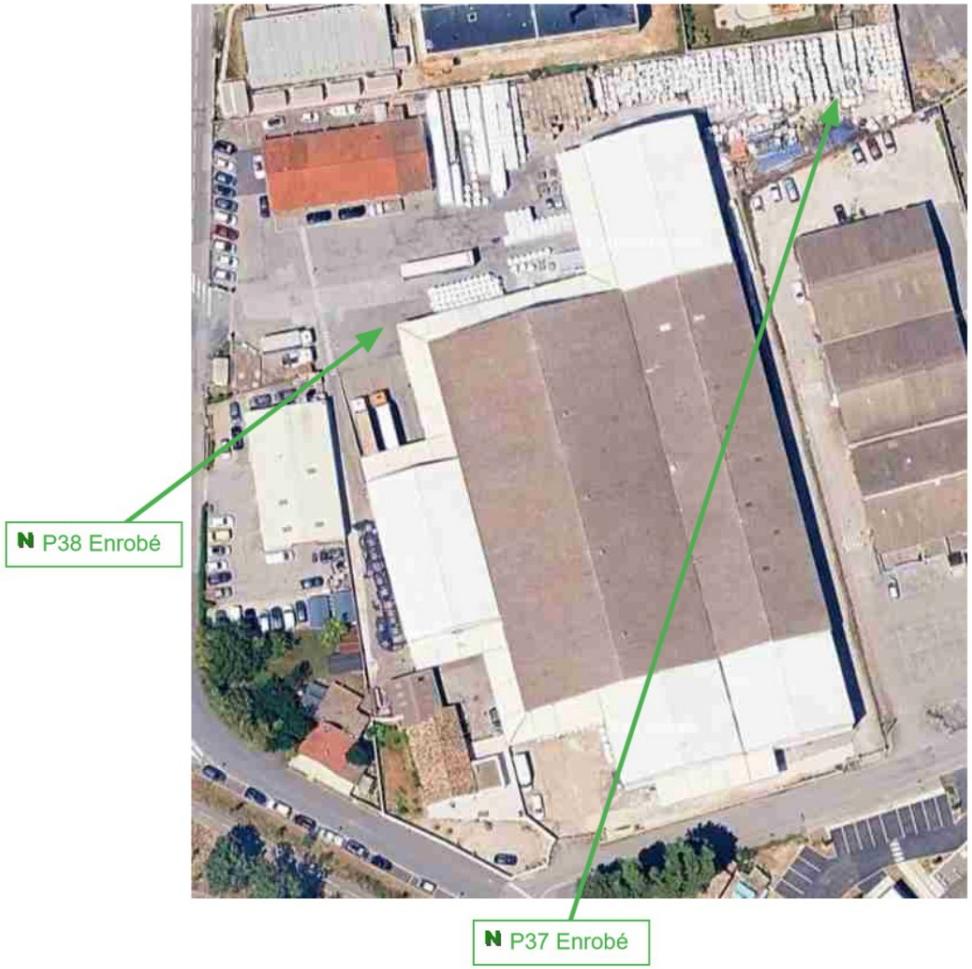
Bâtiment Entrepôt TOITURE et FAÇADE copie

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 1/1	AMIRATRANS - LUNEL

Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles

-ZA La Liquine, 267 Chem. de Provence, 34400 LUNEL



Légende

N Prélèvement non amianté

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

EUROFINS ANALYSES POUR LE BATIMENT SUD-EST SAS
REFERENT SOUS TRAITANT
EUROFINS ABSE
2 rue Chanoine Ploton
42000 SAINT ETIENNE

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 25E136431

Version du : 21/07/2025

N° de rapport d'analyse : AR-25-LK-151209-01

Date de réception technique : 17/07/2025
Première date de réception physique : 17/07/2025

Référence Dossier :
Référence Commande : EUFRSG200019103

Coordinateur de Projets Clients : Elisa Gitzhofer / ElisaGitzhofer@eurofins.com / +33 3 88 91 19 11

N° Ech	Matrice		Référence échantillon
001	Matériaux routiers	(ROU)	25Y019401-001 - P037 - 1752156296154ECO - PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Zone de stockage Ouest Enrobé VRD
002	Matériaux routiers	(ROU)	25Y019401-002 - P038 - 1752156304785ECO - PARKING - ZONE DE STOCKAGE / Parking devant quai de chargement Enrobé VRD

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 25E136431

Version du : 21/07/2025

N° de rapport d'analyse : AR-25-LK-151209-01

Date de réception technique : 17/07/2025

Première date de réception physique : 17/07/2025

Référence Dossier :

Référence Commande : EUFRSG200019103

N° Echantillon		001	002
Référence client :		25Y019401-001	25Y019401-002
Matrice :		ROU	ROU
Date de prélèvement :			
Date de début d'analyse :		17/07/2025	17/07/2025
Préparation Physico-Chimique			
ZS0QG : **Matière sèche**	% P.B.	* 99.3	* 99.1
LS6XB : **Prétraitement de l'échantillon**			
Concassage		* Fait	* Fait
Homogeneisation		* Fait	* Fait
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)			
LS6XV : **HAP 16 composés - potentiellement amianté**			
Benzo(a)pyrène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Fluorène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Phénanthrène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Anthracène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Fluoranthène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Pyrène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Benzo-(a)-anthracène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Chrysène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Benzo(b)fluoranthène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Benzo(k)fluoranthène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Naphtalène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Acénaphthylène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Acénaphtène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Benzo(ghi)Pérylène	mg/kg M.S.	* <0.50	* <0.50
Somme des HAP	mg/kg M.S.	<0.50	<0.50

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT
FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 25E136431

N° de rapport d'analyse : AR-25-LK-151209-01

Référence Dossier :
Référence Commande : EUFRSG200019103

Version du : 21/07/2025

Date de réception technique : 17/07/2025
Première date de réception physique : 17/07/2025



Marion Medina
Coordinateur(rice) Projets Clients

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les résultats et conclusions éventuelles s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu. Les données transmises par le client pouvant affecter la validité des résultats (la date de prélèvement, la matrice, la référence échantillon et autres informations identifiées comme provenant du client), ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire.
Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Les résultats précédés du signe < correspondent aux limites de quantification, elles sont la responsabilité du laboratoire et fonction de la matrice.
Tous les éléments de traçabilité et incertitude (déterminée avec k = 2) sont disponibles sur demande.

Le résultat d'une somme de paramètres est soumis à une méthodologie spécifique développée par notre laboratoire. Celle-ci peut dépendre de la LQ règlementaire du ou des paramètres sommés. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter votre chargé d'affaires ou votre coordinateur de projet client.

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe technique

Dossier N° :25E136431

N° de rapport d'analyse : AR-25-LK-151209-01

Emetteur :

Commande EOL :

Nom projet :

Référence commande : EUFRSG200019103

Matériaux routiers

Code	Analyse	Principe et référence de la méthode	LQI	Incertitude à la LQ	Unité	Prestation réalisée sur le site de :
LS6XB	Prétraitement de l'échantillon	Broyage [Broyage et homogénéisation] - NF EN 15002				Eurofins Analyses pour l'Environnemen France
	Concassage					
	Homogeneisation					
LS6XV	HAP 16 composés - potentiellement amianté	GC/MS/MS [Extraction Hexane / Acétone] - Méthode interne				
	Benzo(a)pyrène		0.5	35%	mg/kg M.S.	
	Fluorène		0.5	50%	mg/kg M.S.	
	Phénanthrène		0.5	35%	mg/kg M.S.	
	Anthracène		0.5	40%	mg/kg M.S.	
	Fluoranthène		0.5	55%	mg/kg M.S.	
	Pyrène		0.5	55%	mg/kg M.S.	
	Benzo-(a)-anthracène		0.5	45%	mg/kg M.S.	
	Chrysène		0.5	40%	mg/kg M.S.	
	Benzo(b)fluoranthène		0.5	35%	mg/kg M.S.	
	Benzo(k)fluoranthène		0.5	60%	mg/kg M.S.	
	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène		0.5	50%	mg/kg M.S.	
	Dibenzo(a,h)anthracène		0.5	33%	mg/kg M.S.	
	Naphtalène		0.5	30%	mg/kg M.S.	
	Acénaphthylène		0.5	35%	mg/kg M.S.	
	Acénaphtène		0.5	30%	mg/kg M.S.	
	Benzo(ghi)Pérylène		0.5	50%	mg/kg M.S.	
	Somme des HAP				mg/kg M.S.	
ZS0QG	Matière sèche	Gravimétrie [Séchage à 105°C par balance thermogravimétrique (Thermocouple)] - NF EN 15934 - Méthode A	0.5	5%	% P.B.	

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe de traçabilité des échantillons

Cette traçabilité recense les flaconnages des échantillons scannés dans EOL sur le terrain avant envoi au laboratoire

Dossier N° : 25E136431

N° de rapport d'analyse : AR-25-LK-151209-01

Emetteur :

Commande EOL :

Nom projet :

Référence commande : EUFRSG200019103

Matériaux routiers

N° Ech	Référence Client	Date & Heure Prélèvement	Date de Réception Physique (1)	Date de Réception Technique (2)	Code-Barre	Nom Flacon
001	25Y019401-001		17/07/2025	17/07/2025		
002	25Y019401-002		17/07/2025	17/07/2025		

(1) : Date à laquelle l'échantillon a été réceptionné au laboratoire.
Lorsque l'information n'a pas pu être récupérée, cela est signalé par la mention N/A (non applicable).

(2) : Date à laquelle le laboratoire disposait de toutes les informations nécessaires pour finaliser l'enregistrement de l'échantillon.

Dossier cas par cas

Annexe 11 : Expertise écologique

2025

COMPTE-RENDU DE TERRAIN

EXPERTISE ECOLOGIQUE DE PLUSIEURS BATIMENTS PLATEFORME LOGISTIQUE

Commune de Lunel (34)

PRE-DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

Pour le compte de :
SCI AAL – Mme RUBIO

NATURALIA ENVIRONNEMENT SASU
AGENCE DE MONTPELLIER
10bis rue du Mas de la Treille
34670 Baillargues

NATURALIA
ingénierie en écologie
www.naturalia-environnement.fr

COMPTE-RENDU DE TERRAIN
EXPERTISE ECOLOGIQUE DE PLUSIEURS BATIMENTS PLATEFORME LOGISTIQUE

CR – EXPERTISE ECOLOGIQUE

Rapport remis-le :	**19 décembre 2025**
Pétitionnaire :	**SCI AAL – Mme RUBIO**
Coordination :	Sofia DJEMAA – Cheffe de projet
Chargés d'études :	Laurent PRECIGOUT –Fauniste généraliste

Suivi des modifications :

Version	Date des modifications	Commentaires
CR - Expertise écologique de Bâtiments	23/12/2025	Première diffusion SCI AAL – Mme RUBIO

Crédits photographiques :

L'ensemble des photographies présentées dans le présent document, sauf mentions contraires, ont été réalisées par l'équipe de Naturalia Environnement, dans le cadre des prospections naturalistes concernant les bâtiments d'une plateforme logistique à Lunel (34).

Observations sur l'utilisation du rapport :

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des indications et énonciations de NATURALIA ne saurait engager la responsabilité de celle-ci.

TABLE DES MATIERES

1. Introduction 4
2. Éléments méthodologiques 4
2.1. Aire d'étude 4
2.2. Résultats de l'expertise 5
2.3. Limites de l'étude 7
2.4. Inventaires complémentaires à prévoir 7
3. Conclusion 7
Annexe 1 : CV écologue Naturalia 8

TABLE DES ILLUSTRATIONS

FIGURE 1 : LOCALISATION DE L'AIRE D'ETUDE 4
FIGURE 2 : BARDAGE METALLIQUE EXTERIEUR DES ENTREPOTS DU SITE 6
FIGURE 3 : VUES SUR L'INTERIEUR DES ENTREPOTS 6

TABLEAU 2 : METHODOLOGIE ET DATES DES PROSPECTIONS 5

1. INTRODUCTION

La SCI AAL souhaite développer un projet dans la région montpelliéraine. Le permis de construire est en cours de dépôt. Il s'agit d'un site logistique « AMIRATRANS » de 12 000 m², construit dans les années 1970, prévu à la démolition dans le cadre du projet. Une demande de cas par cas a été déposée. Suite à ce dépôt, la DREAL a sollicité des pièces complémentaires, comprenant notamment la vérification écologique des bâtiments voués à démolition (enjeux chiroptères et avifaune). Aucune étude écologique n'avait été réalisée sur le site.

C'est dans ce cadre que Naturalia a été missionné pour la réalisation d'une expertise écologique des bâtiments de ce site logistique (intérieur et extérieur).

2. ÉLEMENTS METHODOLOGIQUES

2.1. AIRE D'ETUDE

Les bâtiments prospectés sont situés sur le secteur de l'AMIRATRANS à Lunel (zone industrielle). Le périmètre concerné par la mission est présenté ci-dessous :

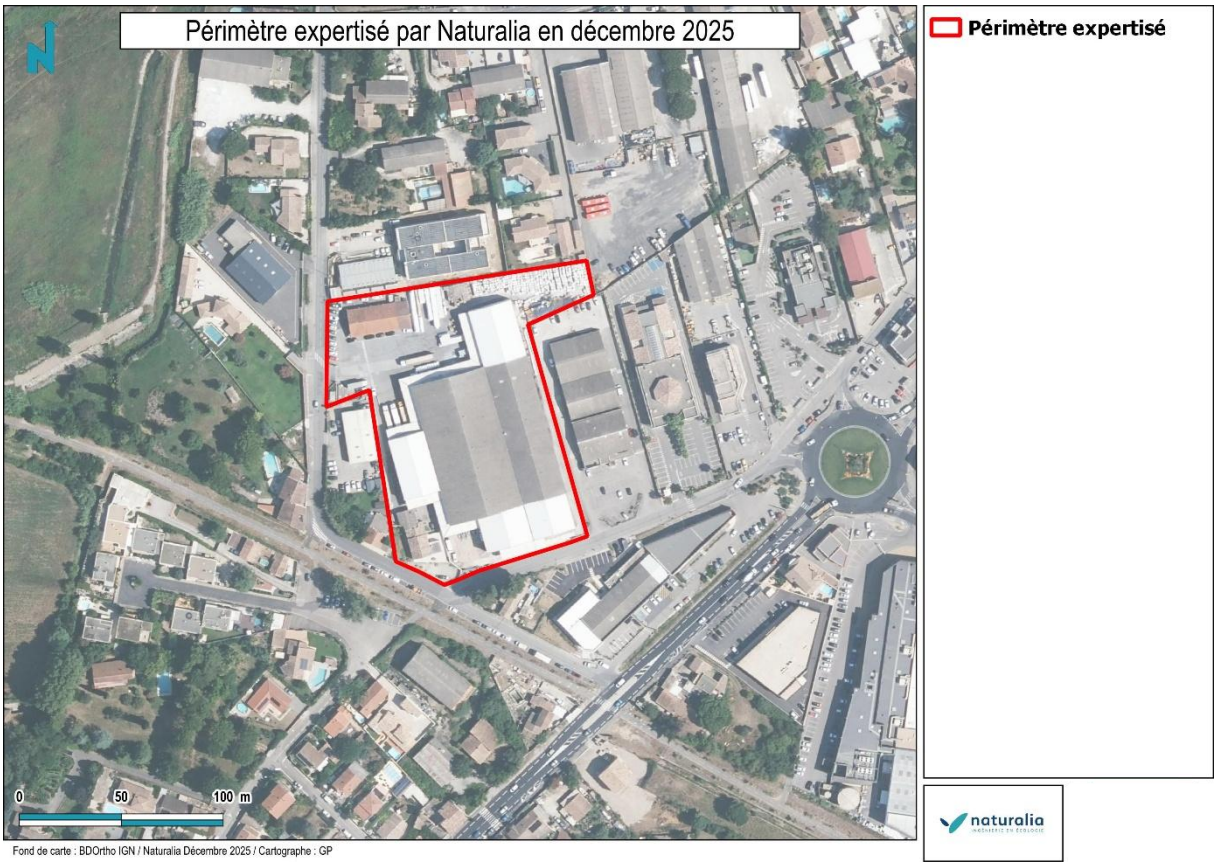


Figure 1 : localisation de l'aire d'étude

2.2. RESULTATS DE L'EXPERTISE

Tableau 1 : méthodologie et dates des prospections

Compartiment biologique	Intervenant	Méthodologie	Dates de passage
Chiroptères / avifaune	Laurent PRECIGOUT Expert toute faune	Prospection visuelle à l'aide de jumelles, des parties extérieures (faitage, toiture, bardage, murs…) et intérieures des bâtis concernés, afin d'appréhender leurs potentialités d'accueil pour la faune sauvage (oiseaux, chiroptères principalement).	16/12/2025

Le site logistique « AMIRATRANS » est situé sur un terrain de 12 000 m² d'une zone industrielle fortement anthropisée. Le site est composé d'aires de stockages extérieures bétonnées et de plusieurs entrepôts, occupant une surface interne d'environ 750 m². Ces entrepôts construits dans les années 1970, sont constitués de structures métalliques avec des caractéristiques similaires à tous, à savoir :

- Côtés extérieurs : bardage en tôles ;
- Charpente : poutres métalliques ;
- Toiture : Bac acier ;
- Plafond intérieur : plaques de tôles et/ou plaques d'isolant en aluminium ;
- Mur : plein béton et/ou acier sans disjointements ni fissures.

Ces entrepôts sont accompagnés à l'entrée du site, d'un bâtiment rectangulaire en dur, servant actuellement de bureaux. Ce dernier dispose d'un toit en tuiles posé sur une structure métallique.

Concernant les capacités d'accueil pour la faune sauvage, aucun de ces bâtis ne présente actuellement des conditions favorables permettant l'installation d'espèces faunistiques (oiseaux, chiroptères …) sur toute ou partie de leur cycle biologique. En effet, aucune fissure, disjointements ou même de cavités potentiellement favorables à l'accueil, même ponctuel, de chiroptères en transit, n'a été relevé lors de cette expertise. De plus, aucune trace visible d'occupation du site par l'avifaune (restes de nids, fientes …) n'a pu être relevé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de bâtiments prospectés.

L'importante activité humaine actuellement présente sur site, combinée à la composition entièrement métallique des entrepôts du site, n'est pas du tout favorable à la présence d'espèces faunistiques sauvages (*cf.* illustrations suivantes).



Figure 2 : bardage métallique extérieur des entrepôts du site

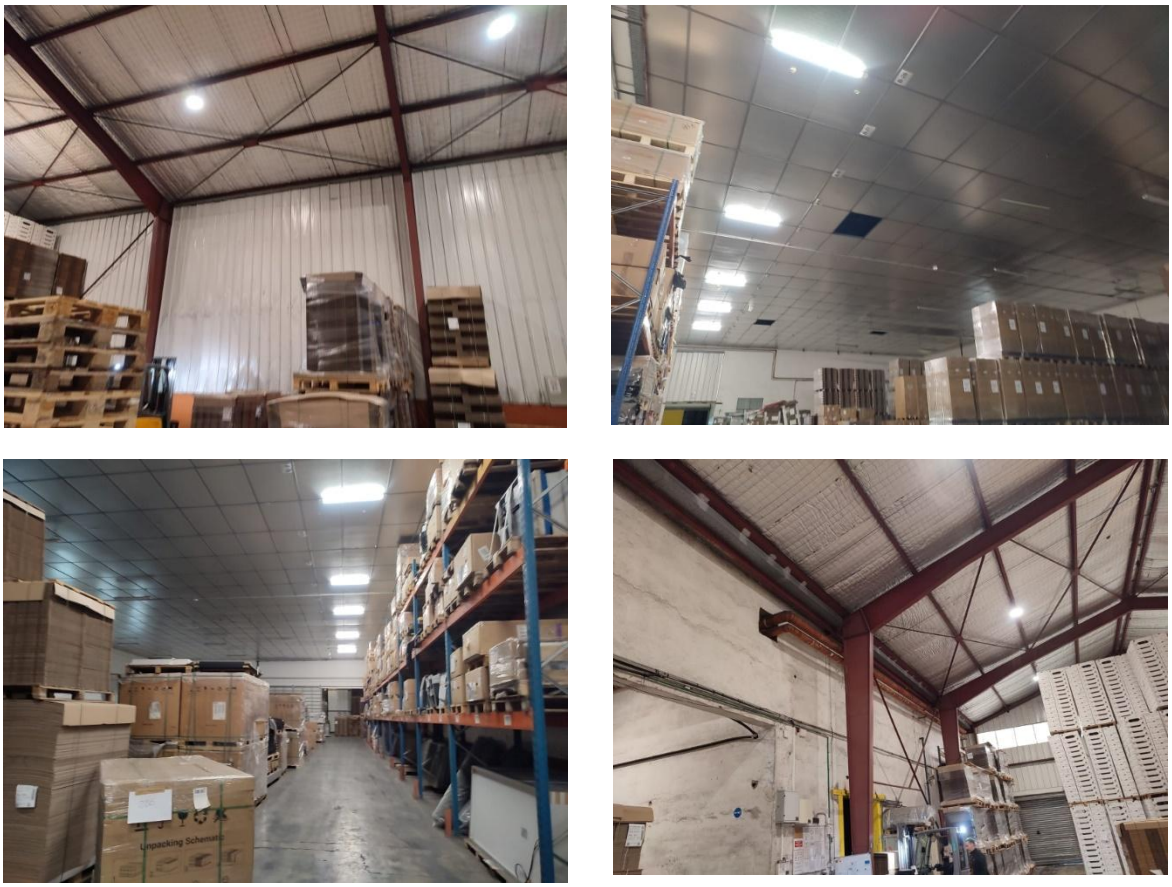


Figure 3 : vues sur l'intérieur des entrepôts

2.3. LIMITES DE L'ETUDE

La période de réalisation des inventaires de terrain ne comprenant qu'une petite partie du cycle biologique complet de la faune sauvage, ne permet pas d'inventorier l'ensemble des espèces présentes au sein de chaque groupe taxonomique. Cette étude se base donc sur l'analyse des enjeux faunistiques connus localement (analyse bibliographique) et l'évaluation des potentialités d'accueil des milieux présents vis-à-vis des espèces protégées.

Aucune limite inhérente au site d'étude en lui-même. Dans le cadre de cette expertise, l'accès à l'ensemble du site a été possible, ainsi que la visite de l'ensemble des bâtiments (intérieurs et extérieurs).

2.4. INVENTAIRES COMPLEMENTAIRES A PREVOIR

Dans le cadre de cette expertise concernant les capacités d'accueil pour la faune sauvage, aucun des bâtis présents sur le site de « Amiratrans » ne présente actuellement des conditions favorables permettant l'installation d'espèces faunistiques (oiseaux, chiroptères …), sur toute ou partie de leur cycle biologique. En effet, aucune fissure, disjointement ou même de cavités potentiellement favorables à l'accueil, même ponctuel, de chiroptères en transit, n'a été relevé lors de cette expertise.

Toutefois, dans le cadre de l'évolution de l'avenir de ce site, et notamment dans l'éventualité d'une future démolition de ces bâtiments, quelques précautions devront être prises en compte :

- **Réaliser les travaux de démolition hors périodes sensibles** pour l'avifaune et les chiroptères (de préférences en automne et/ou en hiver dans le cas présent).

- **Prévoir un nouveau passage d'un expert faunistique** avant la réalisation des travaux de démolition pour vérifier l'absence de nouveaux enjeux potentiels, notamment si le site a été abandonné de toute activité depuis une assez longue période.

    - Si le site a été abandonnée depuis plus de 6 mois, Naturalia recommande la réalisation d'un 1 premier passage au plus tôt pour déceler d'éventuels enjeux, le cas échéant, une 2ème visite juste avant travaux pour obturer des cavités, fissures par exemple sera nécessaire.

    - Si le site est abandonné depuis quelques mois seulement (<6 mois), 1 seule visite pourrait suffire en amont (1 à 2 semaines avant les travaux) car les probabilités d'occupation sont plus faibles.

3. CONCLUSION

Aucun des entrepôts expertisés lors de ce diagnostic, ne présente actuellement des conditions favorables permettant l'installation d'espèces faunistiques (oiseaux, chiroptères …) sur toute ou partie de leur cycle biologique. En effet, aucune fissure, disjointements ou même de cavités potentiellement favorables à l'accueil, même ponctuel, de chiroptères en transit, n'a été relevé lors de cette expertise. De plus, aucune trace visible d'occupation du site par l'avifaune (restes de nids, fientes …) n'a pu être relevée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de bâtiments prospectés.

L'importante activité humaine actuellement présente sur site, combinée à la composition entièrement métallique des entrepôts du site, n'est pas du tout favorable à la présence d'espèces faunistiques sauvages.

ANNEXE 1 : CV ECOLOGUE NATURALIA

PRECIGOUT Laurent
07 69 52 76 65
l.precigout@naturalia-environnement.fr



Chargé d'étude faune

34 ANS D'EXPÉRIENCE

Diplômée d'un BTS « Protection de la Nature »

Naturaliste expérimenté et reconnu possédant de solides connaissances sur la faune française, il s'est spécialisé depuis plus de 30 ans dans les domaines de l'ornithologie, la mammalogie (dont les chiroptères), l'herpétologie et l'odonatologie, lui permettant d'évaluer les enjeux écologiques de ces différents groupes. Ses 34 années d'expériences professionnelles notamment comme responsable d'un secteur Expertises et inventaires en milieu associatif, lui ont permis d'acquérir des compétences dans divers domaines : gestion de projets, diagnostics écologiques, infrastructures routières et ferroviaires, dossiers réglementaires, coordination départementale et régionale de divers inventaires et Plans Nationaux d'Actions (Outarde canepetière, chiroptères, Sonneur à ventre jaune…). Chargé d'études au sein de NATURALIA depuis 2017, il a appris à connaitre le territoire et les enjeux du sud de la France.

EXPERTISES NATURALISTES

- Identification et inventaires concernant de nombreux groupes faunistiques de France : oiseaux, Mammifères (dont chiroptères), reptiles, amphibiens, odonates rhopalocères, poissons ; mise en œuvre de protocoles et de suivis standardisés (ADNe, IPA, POPReptiles, POPAmphibiens, STELI …)
- Réalisation d'expertises des milieux aquatiques par analyse ADN environnemental

MISE EN ŒUVRE DE MESURES D'INSERTIONS ENVIRONNEMENTALES

- Campagne de sauvegarde d'espèces protégées (toute faune), mise en place de balisages et mise en défens écologique, conseils techniques adaptés
- Chiroptérofaune : expertises bâtis et milieux arboricoles, obturation temporaire d'habitats, accompagnement d'opérations d'abattage maitrisé.

MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMME DE CONSERVATION D'ESPECES

- LIFE Outarde canepetière, Râle des genêt, Vison d'Europe
- Rédaction Listes Rouges Régionales Poitou-Charentes (oiseaux, odonates, mammifères, reptiles, amphibiens)

COORDINATION/REALISATION D'INVENTAIRES DEPARTEMENTAUX/REGIONAUX

- Oiseaux nicheurs, Oiseaux hivernants, Odonates, Rapaces nocturnes, reptiles, amphibiens, chiroptères …)

RESTAURATION/RÉHABILITATION DE SITES & GÉNIE ÉCOLOGIQUE

Conception/réalisation d'aménagements en faveur de la biodiversité (reptiles, oiseaux, mammifères, chiroptères …) Encadrement d'équipes de travail, suivi et réception des travaux.

COORDINATION ENVIRONNEMENTALE DE CHANTIER

- Analyse des Plans de Respect de l'Environnement (PRE) / information et sensibilisation du personnel
- Contrôle extérieur environnement en phase chantier/ conseil opérationnel auprès des entreprises et porteurs de projet.

Outils informatiques :

Traitement de texte : Pack office, Word, PowerPoint, Excel, Access
Cartographie : SIG (Qgis)
Logiciel de traitement et d'analyse d'ultrasons : Kaléidoscope, TadaRida, Batsound, SonoChiro

ADN environnemental :

Réalisation d'expertises par ADNe
Formateur Synactile/Spygen -> formations ADNe

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Chargé d'étude Faune - Analyse de données environnementales
(Naturalia) | depuis 2017 ;

(Charente-Nature) | 1996 -2016

Responsable Secteur Expertises/Inventaires (encadrement d'équipes/expertises/inventaires …)

Charente Nature | Angoulême (16) | 2000-2016

Animateur Environnement
Charente Nature | Angoulême (16) | 1990-1996

FORMATION

Certificat des Techniques de recensement d'oiseaux « méthodes ponctuelles et graphiques »
Université de Dijon, 2001

BTS « Protection de la Nature »
Neuvic (19), 1987-1988

Brevet de Technicien Agricole « Conduite de l'entreprise Agricole »

La Couronne (16), 1984-1986

RÉFÉRENCES RÉCENTES

ANNÉE	MAÎTRISE D'OUVRAGE	PROJET	MISSION
2024	EPTB Vistre Vistrenque	Suivi environnemental des sites revitalisés (30)	Chargé d'étude ornithologue
2024	Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	Projet d'ouvrage de protection rapprochée de Lansargues contre les crues de la Viredonne (34)	Chargé d'étude ornithologue/Analyses ADNe
2024	URBA35	Suivi écologique parc photovoltaïque au sol sur la commune de la Grand Combe (30)	Chargé d'étude ornithologue
2024	TEREGA	Diagnostic environnement Faune Flore, projet de réalisation d'une conduite de gaz entre Narbonne (11) et Claira (66)	Chargé d'étude ornithologue
2024	ENGIE GREEN	Diagnostic écologique pour un projet éolien sur la commune de Cournonterral (34)	Chargé d'étude toute faune
2024	BIOSPHERE	Prédiagnostic écologique pour un projet de reconversion de parcelles agricoles en plantes aromatiques sur la commune de Saint-Gilles (30)	Chargé d'étude toute faune
2024	EDF RENOUVELABLES	Suivi écologique projet photovoltaïque ARAMON (30)	Chargé d'étude ornithologue
2024	Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	Maîtrise d'œuvre pour la réduction des inondations de la Balaurie dans la ZAC de Saint-Aunès (34)	Chargé d'étude ornithologue
2024	URBA35	Suivi écologique parc photovoltaïque au sol sur la commune de la Grand Combe (30)	Chargé d'étude ornithologue
2024	VINCI AUTOROUTES	Autoroute A9 – Projet de confortement de 8 viaducs. Suivi de la recolonisation des nichoirs de substitution pour les hirondelles et des gîtes artificiels pour les chiroptères (Aude, ouvrages 1873, 1877, 1748 et 1743).	Chargé d'étude toute faune
2024	ENGIE GREEN	Prédiagnostic écologique pour un projet de parc éolien sur la commune de Cournonterral (34)	Chargé d'étude toute faune
2024	GGL	Expertises faunistiques de parcelles dans le cadre de la recherche foncière pour des parcelles compensatoires au projet de ZAC Le Pioch, commune de Saint-Gély-du-Fesc (34)	Chargé d'étude toute faune
2024	LUXEL	Inventaires complémentaires – Projet de parc photovoltaïque sur la commune de la Bastide-d'Engras (30)	Chargé d'étude ornithologue
2024	LUXEL	Expertises faunistiques de parcelles dans le cadre de la recherche foncière pour des parcelles compensatoires au projet de parc photovoltaïque, commune de La Bastide-d'Engras (30)	Chargé d'étude toute faune
2024	RAIL CONCEPT - SNCF	Expertises faunistiques, projet de réouverture de la ligne Vias-Lodève (34)	Chargé d'étude toute faune
2023/2024	CCE	Diagnostic écologique Faune Flore, projet de parc photovoltaïque sur la commune de Saint-Paul-les-Fonts (30)	Chargé d'étude ornithologue
2023/2024	ECOLIA	Diagnostic écologique Faune Flore, projet de parc photovoltaïque sur la commune de Lunel (34)	Chargé d'étude ornithologue
2023/2024	TERRITOIRE 34	Suivi d'aménagements réalisés en faveur de la biodiversité sur la commune de Ganges (34)	Chargé d'étude toute faune
2023/2024	TERRITOIRE 34	Expertises de bâtis (oiseaux/chiroptères), suivi de chantier et proposition d'aménagements en faveur des hirondelles sur la commune de Bédarieux (34)	AMO/chargé d'étude faune
2023/2024	AKUO	Diagnostic écologique pour un projet photovoltaïque sur les communes de Mons et de Salindres (30)	Chargé d'étude toute faune
2023/2024	CAHM	Diagnostic écologique pour un projet de construction d'une digue sur la commune de Portiragnes (34)	Chargé d'étude ornithologue